L'unité

N° 154 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 au 24 avril 1975

Renault : Echec au Pouvoir

A l'aube de la dizième semaine de grève, le plus long conflit de l'histoire de la Régie Renault s'est enfin terminé. Le mardi 15 avril, à 10 h du matin, les grévistes du Mans ont choisi entre les deux questions posées par leurs organisations syndicales : « J'approuve le bilan qui nous est soumis, tout en considérant que les discussions sur les classifications devront évoluer rapidement et que les licenciés de Billancourt devront être réintégrés en totalité » ; et : « Je refuse le compromis qui nous est soumis. » En se prononçant à 76,82 % pour la première solution — 20 % seulement des grévistes s'y sont déclarés hostiles — ceux qui menaient depuis des jours la grève de l'enthousiasme ont montré que le « constat de fin de négociations », établi lors d'une longue nuit de discussions, était acceptable.

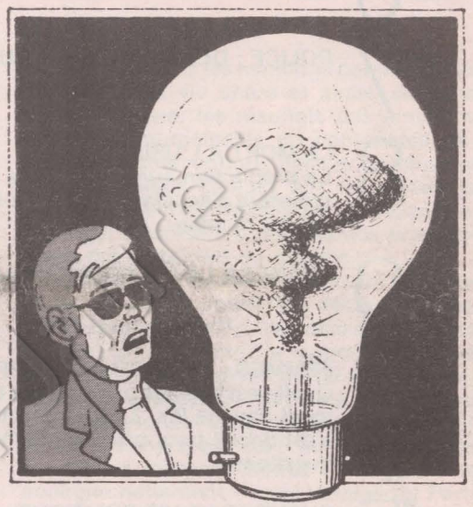
Si le « constat » final ne répond pas à toutes les revendications des grévistes, le recul de la direction de la Régie est loin d'être négligeable. Sur le plan financier, en premier lieu : le personnel de toutes les usines obtient 140 F d'augmentation au moins, certains O.s. devant recevoir davantage. Ce ne sont pas les 250 F uniformes réclamés par les grévistes du Mans, mais c'est une incontestable victoire — n'en déplaise à Jacques Chirac — sur une direction qui prétendait une semaine plus tôt ne pas pouvoir accorder plus de 48 F sous peine de conduire l'entreprise à la ruine.

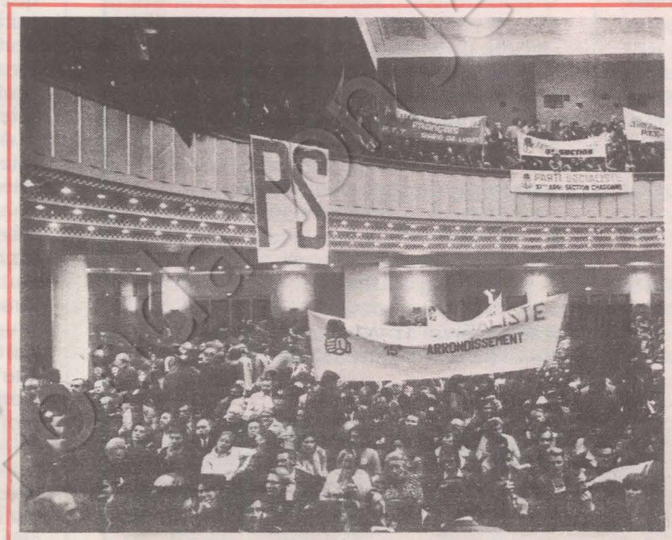
Sur deux points, par contre, la Régie s'est montrée intraitable : l'indemnisation du chômage partiel (le personnel touché par ces mesures ne sera indemnisé qu'à 35 % par Renault, ce qui, avec l'aide publique, signifie une in-

(Suite page 2)

Centrales nucléaires

ATTENTION DANGER



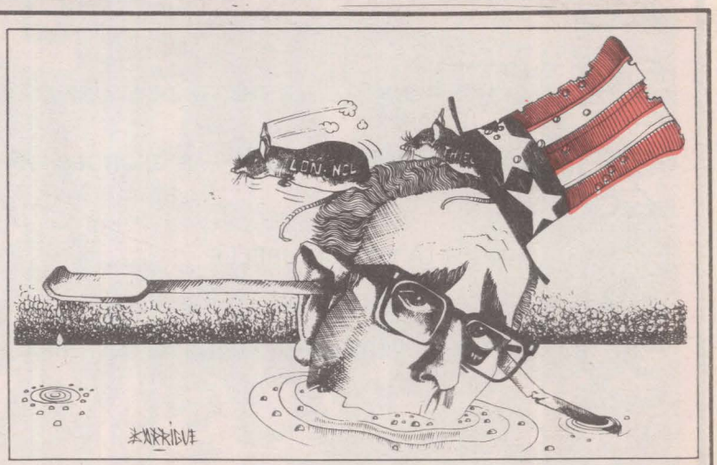


P.S.

LE VOYAGE A MOSCOU

Indochine

La chute des « dominos »



Sommaire

4 HALLES : COMMENT COMBLER LE TROU, PAR CLAUDE ESTIER

5 **COMMUNES RANÇONNEES :** EPINAY : UN BUDGET DE CRISE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

6 LES MARCHANDS D'ILLUSIONS, PAR HUBERT DUBEDOUT

7 POLICE : DES ECONOMIES QUI COUTENT CHER, PAR NICOLAS BRIMO

8 LA MORT A L'USINE
La production augmente, mais les effectifs baissent. Résultat : un nombre croissant d'accidents du travail. Le patronat a choisi entre capital financier et capital humain.

10 CHANGER LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

12 FEMMES : LE DROIT A LA DIFFERENCE, PAR CENDRA VERNAZ
Quelle est la place prise par les femmes dans la lutte politique et singulièrement dans le P.s. ? Le « collectif Femmes » de la section 13e-Est de Paris s'est donné pour première tâche d'organiser un débat autour de ces deux questions.

15 CHANGER LA VIE POLITIQUE

16 INDOCHINE : LA CHUTE DES « DOMINOS », PAR WILFRED BURCHETT
Les Etats-Unis ont bâti depuis 20 ans toute leur politique en Asie du Sud-Est sur la théorie des « dominos ». Aujourd'hui la théorie se développe à l'envers et c'est le naufrage américain.

18 CHRONIQUES PORTUGAISES, PAR MAURICE FABIEN

22 JEUNES : DROLE DE PLANETE, PAR SERGE RICHARD
« Parlent pas comme nous. Pensent pas comme nous ». « La planète des jeunes » de Jean Duvignaud et un dossier spécial de la revue « Autrement » apportent des éléments de réflexion et d'explication nouveaux sur le langage et les idées des jeunes.

24 CENTRALES NUCLEAIRES : ATTENTION DANGER, PAR GUY PERRIMOND

26 SUEDE : LE GRAND DEBAT

28 ENTRETIEN
JACQUES ROSNER : « LE THEATRE EST UNE ECOLE PERMANENTE »

29 LIVRES : RENDONS A CESAR, PAR GEORGES FRAMERIES

31 CHANGER LA VIE CULTURELLE

32 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 16) Barrigue (pages 1, 16, 23) Coureuil (pages 7, 13, 21, 24, 25) Lacroux (page 1) Pascal Lebrun (pages 1, 3, 5, 6, 9, 13, 28) Magnum (page 19) Chantal Montellier (page 27) Viva (page 9).

→

demnisation à 54 % pour un célibataire et à 61 % pour une personne ayant un ou plusieurs enfants) et la levée des 17 licenciements de Billancourt. Cette dernière sanction, ressentie comme une atteinte directe au droit de grève, provoque pétitions et délégations. Il est évident que si elle n'est pas annulée à bref délai, elle conduira à de nouvelles manifestations de mécontentement.

S'il est difficile de tirer dès maintenant toutes les leçons du conflit Renault, il est néanmoins possible de retenir quelques constatations. La première, qui saute aux yeux, est l'attitude incohérente de la direction de la Régie. Si elle avait accepté d'engager plus tôt la discussion sur ces bases, elle aurait évité des pertes de salaires à ses employés, et se serait évité à elle un conflit qui lui a coûté 70 000 véhicules (100 milliards d'anciens francs sur le chiffre d'affaires). Quant à l'indemnisation du chômage partiel, son montant s'élève à 230 millions — alors que le coût des revendications ne revient qu'à 147 millions, et non à 500 comme le prétendait Marc Ouin, porte-parole de la tendance « dure » de la direction. Celle-ci a préféré jouer le pourrissement de la grève. Elle a échoué.

A cet échec, plusieurs raisons. En premier lieu, évidemment, la ténacité des ouvriers du Mans, qui ont mené leur lutte avec cohésion et sang-froid. Mais d'autres éléments ont joué et ont forcé la direction — et le gouvernement, qui est bien à l'arrière-plan de toute cette affaire — à changer de tactique :

— la direction et le gouvernement ne sont pas arrivés à retourner l'opinion publique contre les travailleurs de la Régie. Ce qui montre, au passage, un mécontentement profond en France ;

— ils ne sont pas parvenus non plus à isoler les grévistes du Mans des travailleurs des autres usines Renault. Il est intéressant, par exemple, de savoir que la paie des licenciés de Billancourt continue à être assurée grâce à la solidarité de toutes les usines ;

— la grève de l'enthousiasme commençait à faire tache d'huile : au milieu de la semaine dernière, elle s'étendait à certains secteurs de Billancourt, de Douai, et de Sandouville. Le fait que les lock-outés aient reçu une feuille de paie amputée n'y était pas pour rien ;

— enfin, le refus de négocier commençait à peser dans l'opinion, tout comme pèse, dans un autre domaine, l'attitude du Pouvoir à l'égard des viticulteurs du Midi, qui ont encore fait la preuve de leur combativité et ne peuvent être satisfaits par les décisions prises mardi à Luxembourg.

Pour le gouvernement, l'affaire Renault est un échec politique. A double titre. Il a échoué dans sa tentative de briser l'action syndicale, il a dû remettre en cause la ligne générale de sa politique salariale. S'il n'en tient pas compte de lui-même alors que, par ailleurs, la situation générale de l'emploi continue de se dégrader, cela lui sera sans aucun doute rapidement rappelé. ■

Soli Formation Jean Jaurès

LE VOYAGE A MOSCOU

Les socialistes français, avec François Mitterrand, seront la semaine prochaine à Moscou. Telle est la décision prise mercredi dernier par le Bureau exécutif du Parti socialiste après une semaine fertile en rebondissements.

L'annonce de l'ajournement du voyage de la délégation socialiste avait naturellement provoqué dès le jeudi 10 une série de supputations d'ailleurs contradictoires auxquelles le Parti socialiste s'est refusé pour sa part à donner le moindre écho, se contentant de publier dans la soirée de jeudi le communiqué suivant : « A la demande du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, il a été décidé de reporter à une date ultérieure le voyage qu'une délégation du Parti socialiste devait effectuer en U.r.s.s. du 14 au 21 avril 1975 ».

Rentrant le lendemain de Tahiti, François Mitterrand notait devant les journalistes le « très réel désagrément » ressenti devant cette invitation retardée alors que, « de même qu'un voyage se prépare longtemps à l'avance, de même son report devrait se préparer avec un peu plus de délai et de respect mutuel ». Mais il précisait tout aussitôt que le Parti socialiste n'avait pour autant « aucune intention de rompre ni avec l'Union soviétique ni avec le Parti communiste de ce pays ». Quant à la déclaration faite la veille par Georges Marchais regrettant le report de ce voyage, François Mitterrand y voyait « un réflexe politique tout à fait conforme à l'union de la gauche » tout en ajoutant qu'il ne demandait à personne, « ni dans les rangs des partis conservateurs ni au Parti communiste, de se substituer au Parti socialiste ».

Il se confirmait entre-temps qu'il s'agissait bien dans l'esprit des Soviétiques d'un report et non d'une annulation puisque, dès vendredi, un message en provenance du Comité central du P.c.u.s., transmis par l'ambassade d'U.r.s.s. à l'intention de François Mitterrand et remis à celui-ci au moment même où il atterrissait à l'aéroport de Roissy, proposait que le voyage de la délégation ait lieu dès la semaine prochaine. C'est donc à partir de cette nouvelle proposition, impliquant un changement de position à moins de 48 heures d'intervalle, que le Bureau exécutif du P.s. avait, mercredi soir, à se déterminer.

Si l'on en vient maintenant aux commentaires suscités par cette affaire, beaucoup d'entre eux, en particulier ceux de certains hebdomadaires du lundi qui avaient cru pouvoir tirer des conclusions définitives avant de connaître les nouvelles propositions soviétiques, témoignent une fois de plus de la légèreté avec laquelle les problèmes de la gauche sont traités dans une partie de la presse. Car, ne retenant pas une seconde les raisons officielles invoquées par les Soviétiques, à savoir les réunions de préparation du plan quinquennal convoquées cette semaine à Moscou — raisons sur lesquelles les socialistes se sont aussi interrogés — certains journaux ont bien émis l'hypothèse que cette mauvaise manière faite à François Mitterrand pouvait être le résultat du récent voyage de Jacques Chirac en U.r.s.s. Mais la plupart, de « l'Aurore » à « l'Express », ont voulu voir un lien entre cet ajournement et les difficultés qui existent depuis plusieurs mois entre le P.s. et le Parti communiste français. Ce qui les a conduits, d'un pas vite franchi, à affirmer que l'union de la gauche était décidément très malade, pour autant qu'elle ait encore une réalité.

Une fois de plus, ces commentateurs préfèrent raisonner tout seuls plutôt que de regarder les faits autour d'eux.

1) Alors qu'on voit mal comment et pourquoi le P.c.f. serait intervenu à Moscou pour que François Mitterrand n'y soit pas reçu, un examen attentif fait, au contraire, apparaître depuis quelque temps une certaine distorsion entre les communistes français et soviétiques, notamment dans l'appréciation qu'ils portent de la politique étrangère du gouvernement français, accusé par le P.c.f. de vouloir réintégrer l'Otan alors que la diplomatie de Valéry Giscard d'Estaing paraît convenir parfaitement au Kremlin. Il est incontestable que « l'Humanité » et « la Pravda » n'ont pas tiré les mêmes conclusions de la longue rencontre entre Jacques Chirac et Leonid Brejnev. Et l'on peut aussi s'interroger sur la signification de certains changements qui viennent de se produire à Moscou.

2) L'union de la gauche est loin d'être aussi entamée que certains le prétendent. En témoignent à la fois l'affluence constatée chaque soir dans les meetings communs sur l'emploi et la vie chère et aussi, semaine après semaine, les résultats des élections partielles, municipales ou cantonales (dimanche dernier encore, dans le Vaucluse et dans les Deux-Sèvres) sur lesquelles la presse demeure généralement fort discrète, mais qui traduisent d'importantes progressions des candidats de gauche.

3) L'attitude ferme et unitaire du Parti socialiste face à la polémique déclenchée depuis octobre par le P.c.f. semble avoir amené celui-ci, si l'on en croit le rapport de Gaston Plissonnier au Comité central de cette semaine, à adopter un ton plus mesuré qui pourrait favoriser le développement de nouvelles actions. Il est clair, en tout cas — le baromètre mensuel Sofrès - « Figaro » le souligne nettement — que l'image du Parti socialiste n'a nullement été atteinte par les épisodes de ces dernières semaines. Elle reste très supérieure à celle de tous les autres partis tandis que la « cote » de François Mitterrand remonte sensiblement, pour retrouver le niveau élevé qu'elle avait il y a quelques mois.

Face à l'inquiétude des Français devant l'aggravation de la situation économique, face aux échecs de la politique sociale du gouvernement, la gauche en général et le Parti socialiste en particulier demeurent le seul véritable recours. Ce sont là, parmi d'autres, des constatations qui méritent au moins autant d'intérêt qu'un voyage à Moscou différé de quelques jours.

CLAUDE ESTIER



Les meetings communs sur l'emploi et la vie chère — qui se poursuivent jusqu'à la fin du mois — réunissent chaque soir des foules considérables. Ci-dessus, la semaine dernière à la Mutualité.

Comment combler le trou... Halles

Plus de 8 000 personnes — dont 4 000 au cours du dernier week-end — ont défilé en dix jours salle Saint-Jean, à l'Hôtel de Ville de Paris, où étaient exposées les maquettes des trois projets d'aménagement des Halles entre lesquels les 90 conseillers de Paris vont avoir à choisir dans les derniers jours d'avril.

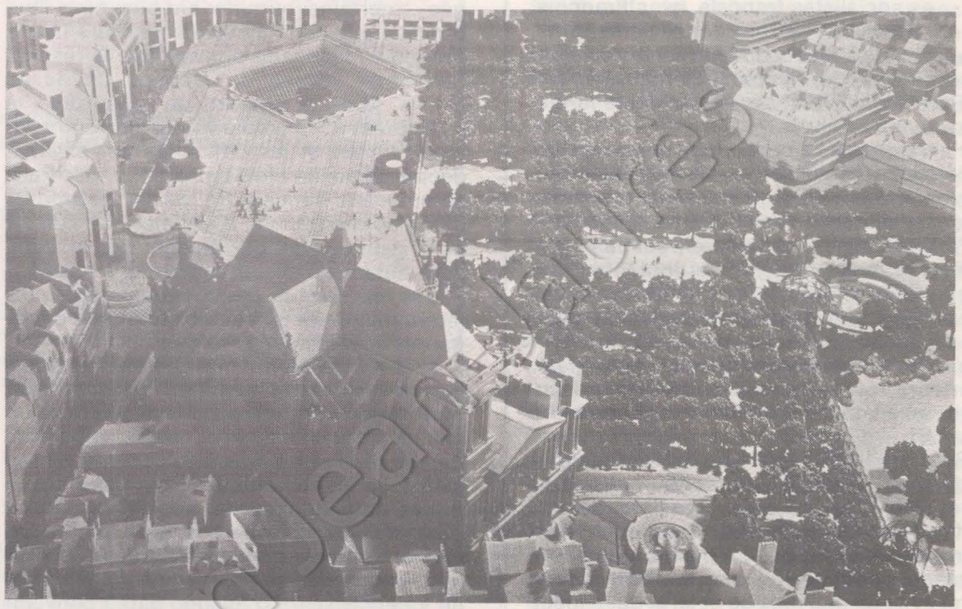
Celui des trois projets qui sera retenu devra combler, d'ici quelques années, ce qui n'est aujourd'hui qu'un immense trou vers lequel, à travers les palissades multicolores de la rue Pierre-Lescot, les clients qui sortent du « Grand Comptoir » ou de chez « Pharamond » jettent un regard effaré. Le fond du trou a depuis longtemps une destination : la gare centrale du R.e.r., en communication avec la ligne de métro n° 4, ce qui promet un gigantesque enchevêtrement de galeries souterraines. Mais, au débouché de ce cratère, que trouvera-t-on ? C'est tout l'enjeu d'un débat qui doit être tranché dans dix jours, mais qui, comme la plupart de ceux concernant la Ville de Paris, paraît, au départ, quelque peu faussé.

Des trois projets en compétition, deux, celui que présente l'architecte catalan Ricardo Bofill et celui qui porte le nom de Bernard de la Tour d'Auvergne, tendent à rétablir l'espace rectangulaire de l'ancien carreau des Halles, sur une superficie d'un peu plus de 60 000 m2. Le troisième projet, qui émane de l'Atelier Arc Architecture, dirigé par Jean-Claude Bernard, et que soutient l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), rompt délibérément avec la dimension rectangulaire pour s'ouvrir en diagonale vers les principales rues menant aux Halles. Mais là n'est pas la seule différence.

En procédant par élimination, on peut considérer que le projet La Tour d'Auvergne ne recueillera qu'un faible nombre de suffrages. Non qu'il soit sans mérite. La maquette qui jusqu'à présent a, seule, permis d'en juger, est incontestablement plaisante à l'œil avec son jardin, son plan d'eau de 4 400 m2, ses fontaines, ses arbres variés. Mais cette réussite graphique reste peu convaincante en raison de son caractère un peu trop passe-partout. Il ne s'agit pas dans le cas présent de « meubler » n'importe quel espace libre dans n'importe quelle ville du monde, mais bien de créer un lieu de rencontre et d'animation dans ce qui a été le « ventre de Paris » mais pourrait bien, autour de la future gare la plus fréquentée de France, en devenir le cœur ou le poumon.

C'est ce qu'ont incontestablement mieux compris et l'équipe de Jean-Claude Bernard et celle de Ricardo Bofill, tout en choisissant des partis opposés. La première, qui compte dans ses rangs le paysagiste Daniel Collin, a privilégié l'espace par rapport à l'architecture : « Au lieu d'être contenu dans une architecture, soumis à son implantation et dominé par sa présence, le projet s'organise en fonction du jardin, des divers espaces qu'il comprend et des lignes de forces qu'il affirme ».

Il s'agit donc d'une surface ouverte de 58 000 m2 comportant une promenade plantée de 600 tilleuls argentés, un jardin des quatre saisons, des jeux pour les enfants et une vaste place centrale pavée de 12 000 m2, dont les dimensions rappellent celles de la place Saint-Marc à Venise. Le tout est disposé en fonction d'une ligne directrice orientée vers le chevet de l'église Saint-Eustache remarquablement mise en valeur par l'espace libéré à ses pieds. Quant à l'architecture, groupée à l'autre bout de la place, elle est réduite aux contraintes dictées par une précédente délibération du Conseil de Paris : 14 000 m2 de logements, un hôtel, quelques équipements sociaux, un centre des antiquaires, etc. Une piscine olympique et une patinoire sont prévues sous le jardin d'hiver, juste derrière la Bourse du commerce.



La maquette du projet soutenu par l'Apur.

Au contraire, dans le projet Bofill, l'architecture l'emporte sur l'espace. Architecture de type monumental, avec des volumes construits, accusant le rectangle autour du jardin d'un type tout à fait différent du précédent. « Il ne s'agit pas ici d'une place publique, dit Alain Provost, le paysagiste de l'équipe Bofill, mais d'un espace vert.» Comme il ne saurait être question de marcher sur le gazon, il ajoute : « Vert psychique, à voir mais pas à fréquenter. »

C'est précisément toute la question. Certes, Ricardo Bofill part du point de vue que l'activité sera souterraine, dans la gare du R.e.r. et les galeries marchandes autour du cratère, qu'elle existera aussi dans les rues-galeries à « parapluies » de verre qu'il a dessinées entre ses bâtiments, et que le « jardin architecturé » devrait être un espace de calme. A quoi Jean-Claude Bernard répond : « Il n'y a plus aucune place publique dans Paris. Partout elles ont été envahies par les voitures. Ici, on pourrait recréer un espace de promenade ouvert sur le quartier, s'harmonisant avec celui-ci, nullement démesuré mais suffisamment vaste pour accueillir aussi des expositions, des spectacles — le cirque Jean Richard, par exemple. »

Lieu de rencontre plutôt que lieu de visite, forum plutôt que monument. C'est bien à cette idée que semblent avoir été sensibles la majorité de ceux qui sont venus voir les maquettes et qu'on a invités — c'est la première fois — à exprimer leur avis en mettant un bulletin dans une urne. C'est aussi pour cette raison que la majorité des conseillers semblent pencher pour le projet Bernard. Ce qui ne veut pas dire que celui-ci l'emportera.

Dès la première esquisse qu'il a présentée à l'automne, Ricardo Bofill a séduit le président de la République, dont on sait que l'intervention dans cette affaire a été déterminante puisque c'est de l'Elysée qu'est venu l'ordre de remettre en cause le Centre de commerce international qui devait remplacer les anciens pavillons Baltard et de faire des Halles un jardin. Sans doute Bofill ne souhaite-t-il pas être « l'architecte du roi » mais, si son projet l'emporte, c'est bien parce que, pour plaire à Giscard d'Estaing, l'administration l'aura soutenu jusqu'au bout en dépit de l'hostilité évidente d'un grand nombre d'élus U.d.r. dont certains paraissent d'ailleurs peu disposés à se rallier.

Bien que minoritaire à l'Hôtel de Ville, la gauche peut donc, avec ses 30 voix, peser dans la décision définitive. Mais, pour les socialistes comme pour les communistes, le problème n'est pas seulement de choisir entre un projet ou l'autre. La préférence que l'on peut exprimer n'empêche pas de souligner leurs insuffisances communes, notamment en matière de logements sociaux et d'équipements collectifs. La grande question est aussi de savoir comment sera financée une opération qui a déjà coûté très cher en raison de l'incohérence qui a présidé à sa mise en œuvre. A la commission spéciale des Halles, bien des questions ont été posées à ce sujet qui n'ont pas encore reçu de réponses satisfaisantes. Entre le Palais-Royal et la place des Vosges, les six hectares des Halles marqueront le visage du Paris de 1985. Il est important de ne pas se tromper. Ni sur l'œuvre à réaliser ni sur son coût. La Villette, le Parc des princes, le Front de Seine, le secteur Italie... pour ne citer, parmi bien d'autres, que ces hauts lieux de l'anarchie urbanistique parisienne, cela fait déjà beaucoup !

CLAUDE ESTIER

LES COMMUNES RANÇONNEES



II. Epinay : un budget de crise

Pour les socialistes, Epinay-sur-Seine fait surtout penser au congrès d'où est issu leur parti, voici bientôt cinq ans. Le maire socialiste de cette ville, Gilbert Bonnemaison, ne l'oublie pas. Les grandes dates ne sauraient cependant prendre le pas sur la réalité quotidienne : celle qu'affrontent les élus d'Epinay.

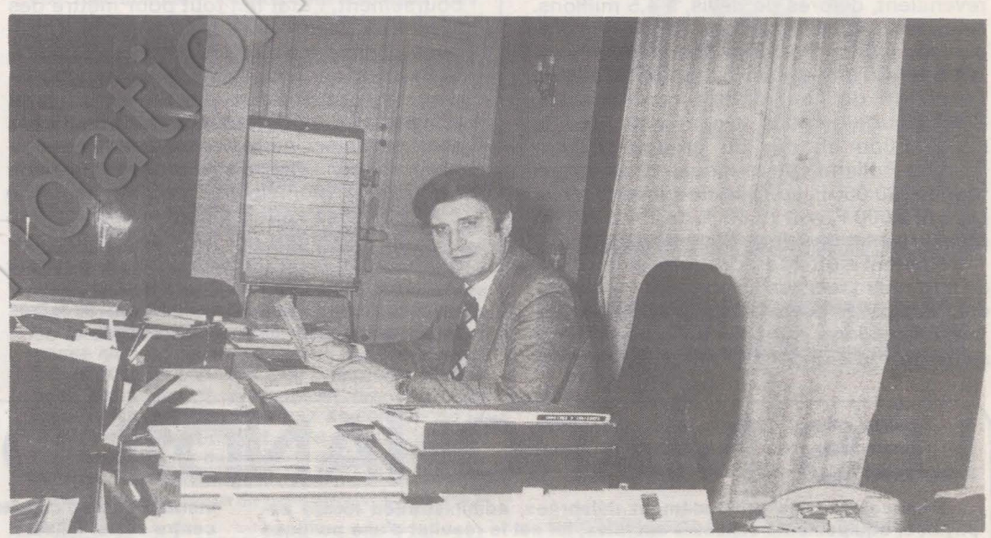
Au début du siècle, la bourgade d'Epinay ne comptait que 3 400 habitants. En 1954, un demi-siècle plus tard, c'était un bourg de 17 500 personnes où l'on trouvait encore quelques exploitations agricoles. Ses caractéristiques étaient les mêmes que celles des autres communes d'Ile-de-France, regroupées autour de la mairie et de l'église.

Cette situation privilégiée, tout près de Paris, ne pouvait laisser les promoteurs indifférents. En quête de terrains libres et bon marché où loger les travailleurs chassés d'une capitale elle-même livrée à la « rénovation » et à une spéculation effrénée, les promoteurs furent séduits par Epinay. C'est-à-dire qu'ils y ont lancé de vastes opérations qui ont défiguré la ville tout en détruisant son unité et donc sa personnalité.

Là où s'étalaient de vastes champs de poiriers s'élèvent maintenant plusieurs cités. La configuration particulière d'Epinay, qui longe la Seine sur 4,5 km sans que sa largeur dépasse jamais 1,5 km, ne pouvait qu'accentuer l'effet désastreux, pour l'unité communale, de ces cités construites à la périphérie. Construite en 1955, la cité d'Orgemont, premier grand ensemble de 3 500 logements H.l.m., abrite environ 15 000 personnes. Elle était donc à elle seule une ville dans la ville, dont la population égalait sensiblement celle de sa cité d'accueil. L'un après l'autre, d'autres ensembles n'ont pas tardé à suivre : les Presles, le quartier du Cygne d'Enghien, les Econdeaux, etc. Cette bourgade de 17 500 habitants qu'était encore Epinay en 1954 est aujourd'hui devenue une ville de 54 000 habitants à cinq centres, autant que de cités. Et le plan d'occupation des sols en cours permet d'imaginer qu'elle atteindra 65 000 habitants vers les années 80.

Les élus ont donc dû affronter cette situation qu'ils n'avaient pas prévue. Seuls et dans les pires conditions. En l'absence d'aides de l' Etat comme celles qu'ont touchées les villes nouvelles, le caractère très limité des activités commerciales et industrielles locales n'a pas facilité leur tâche. Car, sans elles, pas de patente, donc peu de ressources. L'élection en 1965 et 1971 d'une liste dynamique d'Union démocratique menée par Bonnemaison a toutefois permis à Epinay d'échapper au sort de cité-dortoir qui lui était promis en raison de l'absurdité de la fiscalité locale (1).

La division géographique des fonctions aboutit en effet à l'enrichissement des localités industrielles, qui touchent de grosses patentes, sans que les villes « résidentielles », tenues de satisfaire les divers besoins de leurs habitants, aient les moyens de financer les équipements collectifs qui leur font défaut. La situation d'Epinay est, sur ce plan, tristement exemplaire. Un chiffre l'indique clairement : dans la région parisienne, la patente représente en moyenne 70 % des impôts locaux ; elle n'atteint pas 39 % à Epinay. L'objectif défini par Bonnemaison montre que cela n'a pourtant pas découragé sa municipalité : « Notre but est de faire d'Epinay une ville, au sens plein du terme. Il nous fallait pour cela lui redonner un centre attractif et animé, sans omettre les équipements collectifs qu'attendaient les Spinassiens. Enfin, en l'absence criante d'emplois sur place, nous avons décidé de développer les activités économiques. L'ouverture en octobre dernier, au cœur de la zone de rénovation, d'un centre commercial de 25 000 m2, comprenant un hypermarché, une quarantaine de commerces, un restaurant et trois salles de cinéma, va bien dans ce sens. De même que la construction de 50 000 m2 de bureaux en deux tranches devrait permettre, à terme, la création de 4 000 emplois. »



Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay.

Cette volonté de rendre une identité à sa ville et d'y attacher ses administrés est sans doute un des traits dominants de Bonnemaison. Mais accueillir une population triple de ce qu'elle était voici 20 ans pose des problèmes difficilement surmontables. Pour l'un d'eux, en particulier, la solution est toujours «boiteuse». Ou l'élu rejette les responsabilités dont l'Etat se décharge sur lui, sans lui donner les moyens de les assumer ; auquel cas sa ville reste une cité-dortoir. Ou il se lance dans des réalisations dans les domaines de l'éducation, de la culture, des sports, des loisirs, de la santé, etc. ; et il lui faut alors augmenter la pression fiscale. Bonnemaison penche pour la seconde option sans vouloir toutefois pénaliser injustement ses administrés, des employés, ouvriers, techniciens et cadres moyens pour la plupart. Le développement du secteur tertiaire à Epinay devrait bientôt lui permettre de bénéficier, par la patente, de ressources supplémentaires et donc de limiter la part de l'impôt sur les ménages.

Pour le présent, comme pour le passé, il a bien fallu faire face aux besoins en sollicitant la population, non sans lui avoir préalablement expliqué la situation. Comment ont été financées les 22 écoles construites depuis 20 ans ? Qui a payé les deux bibliothèques, les deux M.j.c., le plan nautique avec piscine olympique, le stade, les 4 gymnases, l'amélioration de l'éclairage public, de la voirie, etc ? Dans une brochure distribuée l'an dernier à Epinay, la réponse à ces questions apparaît clairement, à travers le décompte des ressources municipales. Imposition locale : 47,78 % ; versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.r.t.s.) au montant d'autant plus important que la pression fiscale est élevée : 44,20 %. Participation des usagers, calculée en fonction des ressources des ménages et qui varie de 20 % à 80 % du prix de revient réel des services (cantines, centres de vacances, centres aérés, etc.) : 3,40 %. Viennent ensuite les re-

→

(1) **Voir le précédent numéro**



Le groupe scolaire Romain-Rolland.



Le centre commercial.

cettes diverses (3,69 %) et les subventions du département (0,74 %). Puis, insignifiantes, ridicules, scandaleuses, les subventions de l'Etat. Elles n'atteignaient pas, en 1974, 0,20 % des ressources d'Epinay !

Un exemple permet de mesurer jusqu'où peut aller la démission de l'Etat. Dans une cité neuve démunie d'école, la municipalité décide d'implanter un groupe scolaire de 22 classes maternelles et primaires. Elle demande une subvention à l'Etat. Celui-ci n'accepte de subventionner que 22 classes provisoires, à raison de 10 000 F de subvention par classe. « On a alors fait le calcul de ce que ça nous coûterait, dit Bonnemaison. Pour 22 classes, il nous fallait financer les préaux, des waters, des lavabos, le raccordement aux égouts, la cour, une cantine, etc. Cela nous aurait coûté 2,2 millions pour des locaux provisoires qu'il aurait de toute façon fallu détruire après quelques années pour construire des locaux en dur. Ceux-ci revenaient, d'après un devis, à 4,5 millions. Nous avons donc estimé que la solution préconisée par les Pouvoirs publics représentait à terme une dépense stupide et allait à l'encontre de l'intérêt des contribuables. C'est pourquoi nous avons opté pour la construction en dur du groupe scolaire Romain-Rolland, pour lequel nous avons touché 220 000 F, soit 5 % de subventions et payé 675 000 F, soit 17,60 % de T.v.a. sur un montant total de 4,5 millions. »

Comment s'étonner, dès lors, si la ville a eu largement recours à l'emprunt ? Très endettée, Epinay devra rembourser cette année 7,8 millions, dont 4,5 millions pour les seuls intérêts. Encore la municipalité n'en est-elle pas arrivée à emprunter pour rembourser les emprunts antérieurs, extrémité qui sent la faillite et à laquelle certaines villes en sont déjà arrivées. Par ailleurs, contrairement à ce que dit le Pouvoir, les emprunts aux organismes publics (Caisse des dépôts et Caecl, c'est-à-dire la Caisse d'aide aux collectivités locales) sont de moins en moins intéressants, comme le montre Gérard Jacot, secrétaire général de la mairie : « L'an dernier, nous avons dû emprunter 850 000 F pour faire des travaux dans les écoles. La Caecl nous les a procurés au taux de 11,30 % pour un remboursement en 20 ans. Cela est très proche du taux de 11,45 % auquel la Caisse d'assurance et de prévoyance mutuelle nous a « prêté » 2 millions, remboursables en 20 ans, dont nous avions besoin pour aménager le stade ».

Encore a-t-il été possible, dans ces deux cas, d'emprunter. Ce qui devient très difficile. D'autant plus que, comme le montrent ces taux élevés et ces courts délais de remboursement, l'Etat fait tout pour mettre des bâtons dans les roues aux communes. Il multiplie comme à plaisir les entraves administratives qui allongent les délais et renchérissent le coût des projets. Et, au bout du compte, les contribuables sont sollicités pour participer au remboursement des emprunts. Pour éviter de trop peser sur leurs budgets, la municipalité d'Epinay tente de compenser son effort d'équipement en limitant au maximum les frais de fonctionnement. Ainsi, avec un personnel de quelque 500 personnes, la mairie doit-elle supporter une masse salariale (8 millions en 1974) très faible au regard de son importance et de la population.

Cette politique de rigueur n'empêche pas Epinay de connaître une situation financière très difficile. « Nous fonctionnons, estime Bonnemaison, avec un budget inférieur de 25 à 30 % à ce qu'il devrait être pour une administration raisonnable. C'est un budget de crise. »

Rêveur, Bonnemaison évoque alors, par contraste, le cas d'Oberursel, ville allemande, près de Francfort, jumelée avec Epinay : « Son budget lui permet tout à la fois de mener une véritable politique locale et de recruter, en le payant convenablement, un personnel qualifié et en nombre suffisant, toutes choses impossibles chez nous ». Durement frappée par l'inflation, Epinay a dû supporter, comme les autres communes, une amputation de ses ressources liée à la hausse des prix. En un an, celle-ci a atteint 118 % sur les terrassements, 44 % sur le bitume, 80 % sur l'électricité, 100 % sur l'huile, 45 % sur le porc, 86 % sur le bois, etc. L'Etat, on le sait, tire au contraire parti de ces hausses de prix qui l'enrichissent par le biais de la T.v.a.

Acrobatique !

Que peuvent faire les communes devant cette situation ? Lors de sa séance du 12 février 1974, le Conseil municipal d'Epinay avait été mis par Bonnemaison devant la perspective d'un budget dont le déséquilibre serait compris entre 3,3 millions et 5,5 millions, selon que les impôts locaux seraient fortement augmentés ou non. « Pour résorber ce déficit, expliquait Bonnemaison, il nous faut remettre en cause le fonctionnement de certaines de nos activités. Allons-

LES MARCHANDS D'ILLUSIONS

Finances locales profondément délabrées, administration locale asphyxiée, équipements collectifs sacrifiés, tel est le résultat d'une politique conservatrice menée avec une remarquable constance depuis des années par ceux-là mêmes qui, après avoir serré vigoureusement les crédits indispensables au développement social de la nation, tiennent maintenant les propos séduisants des marchands d'illusions.

Que le découragement gagne les élus locaux de tous horizons politiques, cela se comprend. Et comme les besoins ne cessent de s'accumuler, de s'exprimer parfois avec véhémence dans leurs mairies, ils cherchent à faire face aux problèmes les plus urgents en se substituant à l'Etat sur le dos des contribuables locaux et, en particulier, par une augmentation excessive de l'impôt sur les ménages.

C'est ainsi que l'on a constaté dans la région Rhône-Alpes qu'en cette période difficile pour la jeunesse en quête d'emploi, 7 000 jeunes, suivant le rapport du préfet de région, n'ont pu être accueillis en C.e.t. faute de places. Quel gâchis !

Aucune opération nouvelle n'étant inscrite sur les crédits d'Etat 1975, le Conseil régional a cru devoir financer cinq C.e.t. sur ses propres crédits. Transfert de charge. Ce que le gouvernement lâche d'une main, il le reprend de l'autre par des rappels à l'ordre aux préfets et aux trésoriers-payeurs généraux coupables d'avoir compris, avec les élus locaux, qu'un équipement collectif ne peut être réalisé à coup d'arrêtés de subventions paralysés. Oui, nous avons dû préfinancer des écoles, faute de quoi les parents d'élèves se seraient révoltés ; oui, nous estimons absurde de cloisonner les équipements, l'école d'un côté, la bibliothèque de l'autre, la crèche, le gymnase, le centre social ailleurs.

La vie d'une ville ne saurait se mettre à l'horloge d'une administration dont la déconcentration au niveau de la région n'est pour le moment qu'un leurre et l'occasion de délais administratifs accrus et de saupoudrages illogiques.

Les consignes de resserrement du contrôle financier au niveau du département comme de la région sont absurdes et vont à contrecourant.

Les élus sont excédés et se souviennent avec une ironie amère des illusions que l'on a fait naître en promettant d'étendre la procédure de la subvention globale d'équipement. Que reste-t-il de cette promesse ? Une ligne non pourvue dans le budget.

Cela ne peut plus durer, il faut une autre politique et les socialistes et radicaux de gauche rappellent leurs engagements dans le cadre du programme commun de la gauche.

Ils réclament une réforme plus profonde des finances locales, sans cesse retardée.

Ils réclament une réforme des structures locales, réforme démocratique qui assure la nécessaire solidarité entre les habitants des communes résidentielles et ceux des communes ouvrières, ils réclament l'égalité devant la ville, la non-ségrégation, l'accès égal pour tous aux équipements collectifs.

Ils proposent leurs solutions pour une véritable autonomie locale, qui ne peut s'exercer sans un accroissement de pouvoirs et de ressources.

HUBERT DUBEDOUT
député-maire de Grenoble



La Maison des jeunes et de la culture.

nous arrêter les classes de neige ? Fermer le patronage ? Réduire l'activité de la M.j.c. ? Remettre en cause le service des sports ? Cesser d'éclairer nos rues ou de chauffer nos écoles ? Non, telle sera notre réponse. »

A la suite de son exposé, le Conseil municipal adoptait une délibération d'après laquelle, « conscient des graves difficultés financières de la commune dues aux transports de charges de l'Etat sur les collectivités locales et accrues par la conjoncture économique actuelle », il prenait d'importantes décisions. C'est ainsi qu'il décidait d'inscrire au budget primitif 1974 le remboursement de la T.v.a. (1,4 million) et celui de la T.v.a. versée au titre des activités de la Caisse des écoles (220 000 F). Il inscrivait également en recettes le remboursement par l'Etat des frais de fonctionnement des C.e.s. (2 millions) et s'abstenait par contre d'y inscrire les contingents (police, incendie...), puisqu'ils sont dirigés par l'Etat (730 000 F). Le Conseil municipal demandait au préfet de la Seine-Saint-Denis « de bien vouloir examiner et approuver la présente délibération, sur l'urgence, dans les meilleurs délais ». La même opération vient d'être renouvelée cette année. Dans les deux cas, ces délibérations ont été annulées par le préfet, qui a considéré que « les recettes et les suppressions de dépenses inscrites sur cette délibération sont illégales » et qu'« il est interdit à tout Conseil municipal d'émettre des vœux politiques » !

La municipalité n'a pas manqué de protester contre cette annulation et d'informer la population des conditions acrobatiques dans lesquelles elle devait gérer, une nouvelle fois, son budget. Il lui faudra continuer de renoncer au centre culturel qu'elle comptait offrir aux Spinassiens. La construction d'une véritable cité administrative, aussi nécessaire pour le personnel, qui travaille dans de mauvaises conditions, que pour le public doit également être repoussée. Mais que faire d'autre ? Les impôts locaux déjà augmentés de 15 % en 1974 ne sont-ils pas déjà suffisamment élevés ? Payer 696 F d'impôts locaux quand on a un enfant et qu'on habite un F3, en H.l.m., n'est-il pas un effort à la limite des possibilités de nombreux salariés ?

C'est parce que cette situation est sans issue que la mairie d'Epinay, comme beaucoup d'autres, sera fermée dans l'après-midi du 28 avril. Comme l'explique Bonnemaison : « Le Conseil municipal entend remplacer le contrat pour lequel il a été élu en 1971. Il s'agit de refuser l'austérité que le Pouvoir veut nous imposer et de lui faire comprendre que la solution aux difficultés financières des communes ne passe pas par l'augmentation des impôts locaux. Il faut exiger, au contraire, la réforme de la distribution des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales et le remboursement de la T.v.a. à la ville ».

JEAN-LOUP REVERIER

Police

Des économies qui coûtent cher...

Un homme est mort l'autre mardi, rue du Château-des-Rentiers, à Paris. Lucien Bouvier a reçu cinq balles groupées à la poitrine et à la tête. Ce jour-là, des policiers voulaient arrêter deux petits maîtres-chanteurs et ils avaient cru voir en Lucien Bouvier un complice. Les deux maîtres-chanteurs courent toujours. Lucien Bouvier a été enterré vendredi. 48 heures après sa mort, les autorités n'avaient pas encore trouvé le moyen d'en informer sa femme. Et encore moins de lui présenter des excuses.

Personne ne s'y est trompé. Cette fois, impossible de parler de bavure. C'était une accumulation incroyable d'erreurs et d'improvisations policières. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, résume parfaitement l'affaire en déclarant : « La somme de fautes commises est significative du manque de maturité de ces policiers, maturité indispensable à ce genre d'opérations. »

Cette affaire atteint même le domaine juridique. Les policiers n'échappent pas à la loi et celle-ci est précise: il leur est interdit de se servir de leurs armes, sauf dans le cas où ils se trouvent en légitime défense. Le seul tort de Lucien Bouvier était de circuler ce jour-là dans une rue où certains voulaient jouer aux cow-boys. A supposer même que les policiers aient pu penser qu'il était complice des deux maîtres-chanteurs, on voit mal comment ils pourront expliquer que, pour stopper un véhicule, ils n'aient pas d'abord tiré dans les pneus.

Une fois de plus, cette affaire pose le problème de la formation des policiers. En Suisse, il faut trois ans pour être policier, en Grande-Bretagne 18 mois, en République fédérale allemande 3 ans et demi. En France, 12 semaines suffisent à former un inspecteur, simplement diplômé du baccalauréat ; 400 heures pour former un C.r.s., dont 67 heures consacrées au maintien de l'ordre et 53 heures à l'étude du droit. Encore ces délais sont-ils parfaitement théoriques. Quand les besoins de personnel se font trop urgents, on les réduit au strict minimum. Dans « le Monde » du 11 avril dernier, James Sarrazin cite le cas d'un stage d'inspecteurs où l'examen fut passé au bout de six semaines.

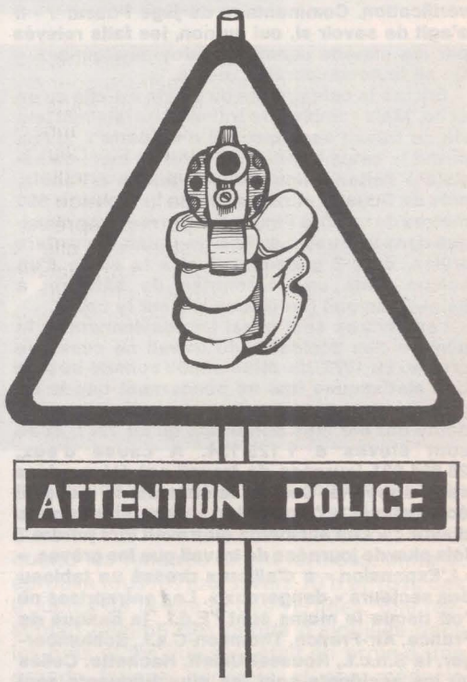
Les 105 000 policiers que compte la France sont parmi les fonctionnaires les plus mal formés. Nous ne parlons pas seulement de la durée de l'enseignement, mais aussi de sa qualité. Avec un peu de chance, un inspecteur risque pendant son stage d'apprendre ses droits, mais ne risque guère de connaître ses devoirs à la sortie.

Pour ce qui concerne le maniement des armes, la formation est, en ce domaine, parfaitement fantaisiste. Dans la nouvelle école de formation des inspecteurs de Cannes-Ecluse, le stand de tir n'est pas encore construit. Les séances théoriquement obligatoires d'entraînement sont régulièrement « séchées » par les inspecteurs sans que l'administration n'y trouve rien à redire. Il ne s'agit jamais, de toute façon, d'apprendre à maîtriser son arme, mais plutôt de placer six balles dans une cible. D'après les calculs de certains syndicalistes, un inspecteur ne tire que 40 cartouches par an en entraînement. C'est-à-dire à peu près rien.

Après cette affaire, trois policiers de Versailles ont quand même été inculpés. Il s'agit de l'inspecteur Michel Voignier, qui est entré dans la police il y a moins d'un an, de l'inspecteur principal André Amery, qui compte cinq ans de service, et du gardien de la paix Ange Sarocchi.

Ce dernier est, en réalité, un gardien de la paix « détaché ». Le « détaché » est une espèce particulière, dû à l'esprit inventif de l'administration du ministère de l'Intérieur. On compte 6 000 « détachés » dans la police nationale, qui sont des gardiens de la paix formés comme tels qui font quasiment fonction d'inspecteurs. Il s'agit, pour l'administration, de faire des économies et de boucher les trous d'effectifs qu'elle a laissé se développer.

Ces détachés servent à tout et à n'importe quoi. On leur confie même, au mépris du code de procédure pénale, certaines opérations judiciaires. Raymond Marcellin a amélioré ce système en créant une nouvelle catégorie, les enquêteurs. Depuis 1971, près de 3 000 d'entre eux ont été recrutés. Et, actuellement, la police leur confie des tâches pour lesquelles ils n'ont compétence ni technique ni juridique. Une fois de plus, il s'agit de faire exécuter n'importe quoi par n'importe qui pour rassurer l'opinion publique affolée par la montée de criminalité et faire astucieusement monter le nombre des policiers.



Depuis toujours, les syndicats se battent pour que les policiers reçoivent une véritable formation. La Fédération autonome de Monate a proposé, il y a trois ans, un plan qui permettrait de mettre les policiers français à égalité avec leurs confrères européens. Dans ce schéma, un inspecteur, un gardien de la paix ou un enquêteur subirait une scolarité minimum de 18 mois. On en est loin. Actuellement, Michel Poniatowski a proposé à la commission technique paritaire de la Police nationale que la formation pour un policier de base soit portée à six mois. Encore faudra-t-il attendre au minimum deux ans pour que cette durée toute théorique de formation soit atteinte.

Depuis 1958, les ministres de l'Intérieur successifs nous ont fabriqué « une police au rabais ». Plus tournée vers l'enquête politique que vers la lutte contre la criminalité. Un homme en est mort, en plein Paris. Il est à craindre qu'il ne soit pas le dernier.

NICOLAS BRIMO

LA MORT A L'USINE

La production augmente mais les effectifs baissent. Résultat : un nombre croissant d'accidents du travail. Le patronat a choisi entre capital financier et capital humain.

Mourir pour des cadences : le fait est beaucoup plus fréquent qu'on ne le croit. Souvent, le travail tue. Souvent, il aurait été possible d'éviter l'accident.

La catastrophe de Liévin, qui a fait 42 morts le 27 décembre 1974, en est la preuve. Le 8 avril, les experts en explosion commis par le juge Pascal, ont remis leur dossier. Ils estiment que « l'explosion qui s'est produite ne saurait être considérée comme fortuite. » Leurs travaux révèlent « un isolement insuffisant d'anciens chantiers par des murs non étanches », propices à l'accumulation du grisou. Un mur est « resté non achevé sans aucune vérification pendant cinq jours ». Enfin, ils soulignent les carences des vérifications de sécurité : il n'existait pas sur le chantier de « télégrisoumétrie » (détection automatique du grisou) et les contrôles étaient insuffisants. En effet, depuis plusieurs mois, un seul « gazier » au lieu de deux effectuait la tournée de vérification. Commentaire du juge Pascal : « Il s'agit de savoir si, oui ou non, les faits relevés par les experts constituent des négligences. » On se le demanderait à moins.

Encore la catastrophe de Liévin a-t-elle eu un écho. Mais combien de travailleurs laissent leur vie au travail sans que nul n'en parle ? Si l'on prend la seule journée du jeudi 10 avril, on assiste à l'effondrement d'une galerie à Fenain, près de Douai (2 mineurs ensevelis à plus de 600 mètres du fond), à l'explosion de réacteur chimique dans une usine du Pas-de-Calais (6 ouvriers brûlés, dont 2 grièvement) et à la chute d'un balcon dans une entreprise de bâtiment à Saint-Chamond (un maçon tué sur le coup).

Les chiffres sont aussi impressionnants : le nombre des accidents du travail ne cesse de croître. En 1972, dernière année connue au plan des statistiques (qui ne concernent que le régime général des travailleurs salariés), les accidents ont été plus nombreux qu'en 1971, et se sont élevés à 1 125 134. A cause d'eux, 28 854 921 journées de travail ont été perdues cette année-là. Comme le constate le mensuel économique « l'Expansion » dans son numéro d'avril : « Les accidents du travail font perdre 7 fois plus de journées de travail que les grèves. » « L'Expansion » a d'ailleurs dressé un tableau des secteurs « dangereux ». Les entreprises où l'on risque le moins sont l'E.d.f., la banque de France, Air-France, Thomson-C.s.f., Schlumberger, la S.n.c.f., Roussel-Uclaff, Hachette. Celles où les accidents sont les plus fréquents sont (dans l'ordre) : les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, qui détiennent le record absolu, Chausson, les Nouvelles Galeries, P.u.k., Penarroya...

Pour sa part, le secteur social de la C.g.t. vient de rendre public un document sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, intitulé « Un tragique bilan ». Nous en publions ici de larges extraits.

Dans bien des entreprises la crise de l'emploi est l'occasion, le prétexte pour diminuer les effectifs et les horaires, tout en maintenant, parfois même en augmentant, le niveau de productivité du travail, créant ainsi de plus en plus des situations dangereuses pour les travailleurs. Cette politique patronale a fait beaucoup de victimes en ce début d'année 1975. Rien qu'en se référant aux accidents relatés dans la presse, on peut déjà dénombrer : 2 terrassiers tués par un éboulement près d'Alès, le 13 janvier 1975, 2 ouvriers ensevelis dans une tranchée à Dinan, le 14 janvier 1975, 2 ouvriers ensevelis à 22 mètres sous terre à Saint-Denis, le 15 janvier 1975. Trois accidents en trois jours ayant les mêmes caractéristiques et faisant 6 morts.

La liste ne s'arrête pas là. Après la catastrophe de Liévin (42 morts), il y a eu notamment : 3 morts à la suite du drame de l'usine de dynamite, 2 morts à la raffinerie Shell de Berre, 3 morts à la cokerie de Drocourt, 4 morts à la mine de Merlebach à ce jour, 2 ouvriers morts brûlés par une pluie de fonte en fusion à Sacilor-Hayange, 9 morts à la suite de l'effondrement de l'échafaudage du pont de l'autoroute près du Perthus. Etc. Pour ne nous en tenir qu'à ces quelques exemples.

Violence patronale

Le patronat a fait son choix entre le capital financier et le capital humain. Le travailleur n'est qu'un instrument, qu'un rouage de l'immense ensemble que constituent l'usine, le chantier, le bureau.

Sacilor illustre bien cette attitude du C.n.p.f., puisqu'au cours des dix dernières années les effectifs ont diminué de 15 000 travailleurs, mais la production a augmenté de 2 100 000 tonnes d'acier. Rien qu'aux usines Sollac, la production a progressé de 11,5 % en 1974. Pour 1975, les patrons cherchent à produire autant qu'en 1974 avec moins d'heures travaillées et moins de personnel. Qu'importe les 7 morts depuis le 1er janvier ? Qu'importe les mutilés qui au nombre de plus de 2 000, de 1948 à ce jour ont perdu bras, jambes, mains, pieds, doigts ou ont été victimes de diverses fractures ! Le chiffre d'affaires de la Sollac a été de 4 milliards 80 millions de francs pour les 9 premiers mois de 1974, contre 2 milliards 830 millions pour la même période de 1973. Quant aux bénéfices en 1973, ils sont substantiels : 491 519 000 francs.

Hélas, cette situation dramatique n'est pas l'exclusivité de la sidérurgie lorraine. Tous les jours en France, dans les différentes professions, des travailleurs subissent cette forme de violence patronale. De celle-ci on parle peu, et pourtant elle est bien réelle. Dans certains cas, elle va jusqu'à l'homicide volontaire.

Les conséquences sont graves pour les salariés... En ce qui concerne le régime général de la Sécurité sociale, les derniers chiffres communiqués à la commission de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, non rendus publics à ce jour pour l'année 1973, font apparaître pour 13 492 184 salariés : 1 137 840 accidents avec arrêt, 115 563 accidents graves, 2 242 accidents mortels. Ils font apparaître également 29 063 880 journées perdues pour incapacité temporaire. A ces chiffres s'additionnent ceux des accidents de trajet, dont 165 000 autres salariés du régime général ont été victimes : ils ont occasionné 30 978 accidents graves et 1 629 accidents mortels.

Mais, pour apprécier l'ensemble de la situation, il faut ajouter à ces chiffres ceux des autres régimes de salariés.

- Le régime agricole. Pour une moyenne de 800 000 salariés en 1974, il y a eu 58 663 accidents avec arrêts de travail et 354 déclarations d'accidents mortels.
- L'E.d.f. Pour 104 539 salariés statutaires en 1973, on dénombre 2 997 accidents avec arrêts de travail et 20 accidents mortels.
- Le Gaz de France. Pour 19 360 salariés en 1973 : 870 déclarations d'accidents avec arrêts de travail et 4 accidents mortels.
- Les mineurs. Pour 120 370 salariés en 1973 : 16 624 accidents avec arrêts de travail, 4 718 accidents graves, 60 décès.
- Le régime des cheminots. Pour 285 401 agents statutaires en 1973 : 11 887 accidents avec arrêts de travail, 1 102 accidents graves, 55 accidents mortels.
- Les P.t.t. Pour 260 000 agents statutaires et stagiaires en 1973 : 14 355 accidents avec arrêts de travail et 27 accidents mortels.
- Personnels civils du ministère de la Défense. Pour 125 475 salariés en 1973, 6 873 accidents avec arrêts de travail, 504 accidents graves, 11 accidents mortels.
- R.a.t.p. Pour 35 855 salariés : 2 570 accidents avec arrêts de travail, 260 accidents graves et 1 accident mortel.

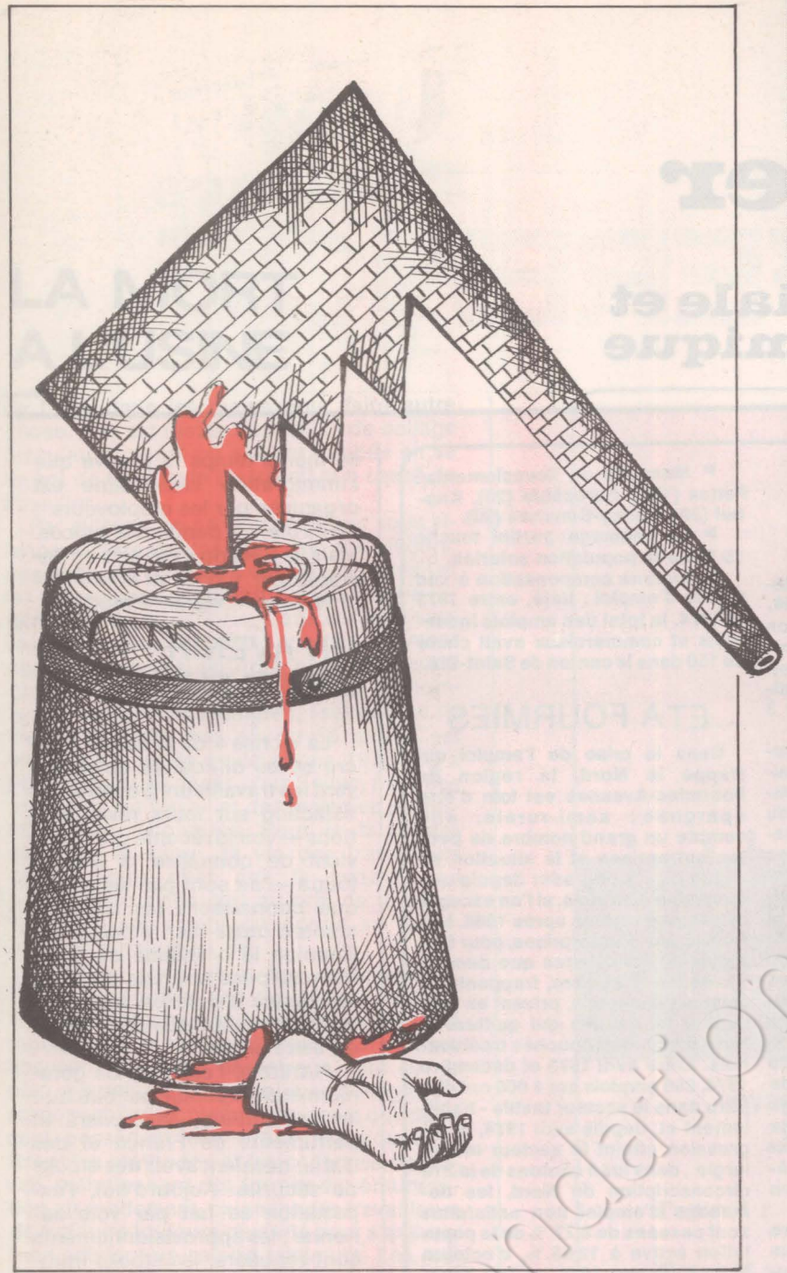
Le bilan est extrêmement lourd et tragique. Cette situation caractérise un immense gâchis sur le plan humain et économique. 2 911 travailleurs ont payé du prix de leur vie les dures réalités de notre société dite civilisée, sur des lieux où ils devraient travailler tout simplement pour vivre. Si l'on tient compte du fait que, pour près de 3 millions de salariés du secteur public, aucune statistique n'est publiée, on peut affirmer que le nombre des accidents mortels pour 1973 est de 3 000

30 000 malades « professionnels »

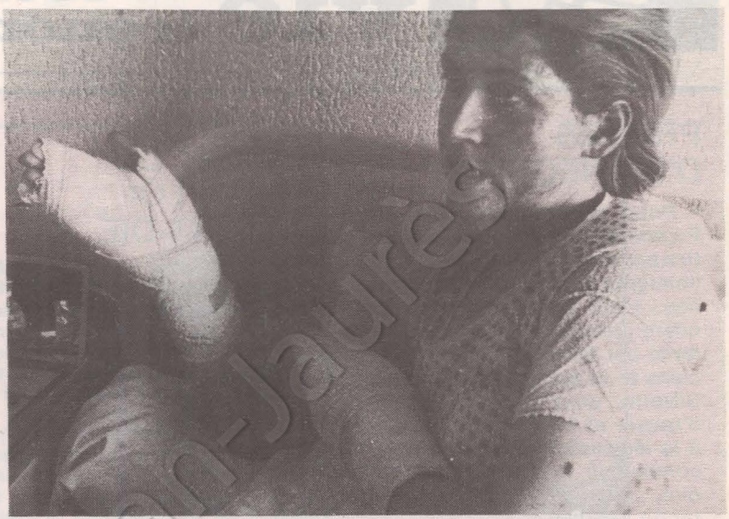
Sur le plan économique, en considérant uniquement ce qui concerne le régime général de Sécurité sociale, le nombre de journées perdues pour incapacité temporaire en 1973 correspond à la fermeture de 15 usines de 1 000 salariés pendant toute l'année.

Encore faut-il ajouter à ce bilan celui, tout aussi lourd, des maladies professionnelles, très difficiles à évaluer. Des estimations médicales actuellement faites, on peut en décompter 25 à 30 000, probablement plus encore, si l'on considère qu'il n'existe dans notre pays aucune étude épidémiologique. Quant aux décès, nous sommes dans l'incapacité, faute d'études quelconques, d'avoir une indication sérieuse.

En France, comme dans tous les pays industrialisés, on assiste à une augmentation constante du nombre des substances composées et des produits utilisés. On évalue









leur nombre à 2 000 par an. Bien souvent, ces nouveaux produits sont fabriqués et utilisés dans l'industrie sans que des recherches n'aient été faites au préalable sur les conséquences que leur utilisation pourrait avoir sur la santé des travailleurs. On peut citer quelques exemples d'actualité parmi tant d'autres.

Un tueur nommé P.v.c.

C'est ainsi que certaines fabrications, comme la polymérisation du chlorure de vinyle (P.v.c.), sont très nocives. La preuve en est faite par des études entreprises aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. Aux Etats-Unis, plusieurs décès sont survenus dans une usine de P.v.c. En Allemagne fédérale une quarantaine d'ouvriers des usines Nobel-Dynamite à Troisdorf, près de Cologne, qui travaillait à la fabrication du P.v.c. a été victime d'inversion de la formule sanguine. Ce produit, fortement cancérigène, attaque le sang et les vaisseaux sanguins, la moelle et le système nerveux, les poumons, et provoque le cancer du foie et de la vessie.

Plusieurs usines françaises de l'industrie chimique ont des fabrications identiques. C'est le cas des usines de la société Rhône-Progil, ainsi que de la société Solivay (usine de Tavaux (Gard). Malgré de nombreuses démarches et actions des travailleurs ceux-ci continuent à être exposés à ces risques mortels. La réglementation édictée par le Département du Travail américain pour une plus grande sécurité des travailleurs des industries utilisatrices du P.v.c. n'est ni reprise ni appliquée en France !

L'exemple des 7 employés des établissements Simon Souillac, usine de chaussures à Coutras, constitue un exemple typique de la mise sur le marché d'un nouveau produit non expérimenté. Il s'agit d'une nouvelle colle « Grisson 85 et 1 017 » qui s'est rapidement révélée très dangereuse. Au nom du secret de fabrication, aucune indication n'était fournie pour son utilisation, ni sur sa composition. C'est ainsi que Mlle T., travaillant dans l'atelier de collage a été prise de nausées, de maux de tête et de vertiges. Elle a dû interrompre son travail. Diagnostic, polynévrite toxique. Près d'un an plus tard, elle ne pouvait pas encore couper sa viande, ni porter un seau d'eau, et elle ne pouvait soulever que 5 kg au cours des séances de rééducation...

Mme V., affectée à un travail au pinceau, avec des colles « Grisson 1 0173 », puis quelque temps après aux tables de collage des doublures, a supporté les émanations tant qu'elle a pu travailler avec la fenêtre ouverte. Les mois d'octobre et de novembre, quand les fenêtres furent fermées, Mme V. éprouva tous les jours, vers 10 h et 16 h, des troubles de la vue et des vertiges. Elle ressentait comme des coups d'aiguilles dans les bras et les cuisses, était en proie à une grande fatigue générale et son médecin pensait à la grippe. Quelque temps après, il a été diagnostiqué une polynévrite occasionnée par la colle...

Mme D. a éprouvé les mêmes symptômes. Une hotte d'aspiration a enfin été placée au-dessus des têtes. Mais ce système est resté sans effet : peu de temps après, pour des raisons de rendement, d'augmentation des cadences, les tables de collage ont été regroupées de telle sorte qu'elles se sont trouvées en dehors de la hotte. A l'automne, le chauffage fonctionnant et les fenêtres étant fermées, les malaises se sont accentués. Deux mois plus tard Mme D. n'avait plus aucune force. Peu de temps après, elle apprenait qu'elle était atteinte d'une polynévrite d'origine toxique, mais elle continuait à travailler pour ne pas perdre son salaire. Le médecin du travail a constaté une perte de poids de 10 kg et a demandé un changement de poste de travail, mais Mme D. n'avait pas

→

Fondation Jean-Jaurès

changer la vie sociale et économique

PROCES D'UN NEGRIER

Pour la première fois en France, un patron est cité en justice pour trafic de main-d'œuvre immigrée. C'est à Troyes qu'a eu lieu, lundi dernier, cette première judiciaire : le procès, intenté par 28 travailleurs mauriciens à un entrepreneur, Celso Silverio, pour trafic de main-d'œuvre et infractions diverses à la législation du travail, avait commencé le 4 mars ; le verdict, mis en délibéré, sera rendu le 6 mai.

Les faits sont courants. Ce qui est moins courant, c'est que, pour une fois, ils ont pu être prouvés, mettant à jour clairement le mécanisme de l'immigration clandestine. Par l'intermédiaire d'un agent, Silverio, important entrepreneur de Saint-Julien-les-Villas, près de Troyes, dans l'Aube, recrute du personnel dans l'île Maurice. On affirme aux Mauriciens qu'ils trouveront en France un travail rémunérateur (sans leur donner l'identité de leur futur employeur), on leur demande de se pourvoir de trois photos, de 250 francs d'argent de poche et de 428 roupies représentant, semble-t-il, le coût de leur passeport. Au passage, on leur fait signer une reconnaissance de dettes équivalant au prix de leur transport en charter.

Deuxième acte : les 28 Mauriciens débarquent à Ostende. Sans contrat de travail. Certains y attendront jusqu'à 80 jours, faute d'un contrat régulier. En fait, c'est clandestinement que les Mauriciens sont introduits en France. Conduits au siège de l'entreprise, ils y travaillent au noir, sans papiers, sans sécurité sociale, pour 50 F de salaire par semaine.

Face à cette situation, les travailleurs mauriciens se révoltent. Ils portent plainte contre Silverio et luttent pour que leur situation soit régularisée. Des Français regroupés en comité de soutien les aident (dans ce comité, on trouve, entre autres, la C.f.d.t., le P.s., le P.s.u., etc.) : ils obtiennent le droit de travailler chez des employeurs de l'Aube et la promesse d'une carte de travail. Et ils apportent en même temps la preuve que l'immigration clandestine est organisée par les employeurs : on l'a bien vu pendant le procès. Mais, si Silverio a été pris en flagrant délit, il n'est ni le premier ni le seul « négrier » moderne.

CRISE DE L'EMPLOI : A SAINT-DIÉ

Création d'un « comité de défense de l'emploi » à Saint-Dié, dans les Vosges. C'est la situation de plus en plus grave dans la région qui a justifié cette décision prise lors d'une réunion extraordinaire du Conseil municipal, le 3 avril.

Ce jour-là, les élus s'étaient réunis pour envisager quelles mesures prendre face à la crise de l'emploi. Premier sujet à l'ordre du jour : les décisions de licenciements annoncées par la direction de l'usine Peltex, une société fabriquant de la fourrure synthétique, employant 540 personnes et dépendant de la Compagnie française d'Afrique occidentale (compagnie qui possède 36 % de ses affaires en France). La société Peltex venait de faire savoir qu'elle avait engagé une procédure de licenciement collectif touchant 196 de ses employés : près de 40 % de son personnel. Pour « nécessités économiques ». Un prétexte qui ne convainc personne, et surtout pas les travailleurs de l'usine, bien résolus à se battre, avec le soutien de la municipalité.

Robert Bernard, adjoint au maire est intervenu dans ce sens, au nom des élus socialistes, lors de la réunion du Conseil municipal. Mais il a aussi souligné que les travailleurs de Peltex ne sont pas les seuls menacés : « Si la brutalité et l'ampleur du nombre font qu'aujourd'hui les projecteurs sont braqués sur Peltex, ils ne doivent pas nous masquer les autres, surtout s'il s'agit de petits nombres comme la fermeture de Arts et Décors supprimant 10 emplois, celle de Weick (24 emplois), etc. Il ne se passe pas de semaine, et si cela continue plus de journées, sans voir l'annonce d'entreprises qui licencient et mettent leur personnel en chômage partiel, soit à Saint-Dié, soit dans les vallées de Senones ou de Fraize. C'est l'ensemble de notre région qui est au bord de l'abîme... »

Un bref relevé des dernières pertes d'emploi confirme ces propos.

▶ Fermetures réalisées : Sièges G.s. Fraize (72 personnes), Weick - Saint-Dié (24), Sicopal - Saint-Léonard (40), Garage Fiat - Saint-Dié (10), Formes et couleurs (10).

▶ Menaces de fermeture : Coplac - La Petite Raon (71), Société de chaussures Voivre (21), Tim (35).

▶ Menaces de licenciements : Peltex (196), Eurocâble (20), Knobel (30), Colroy-Senones (90).

▶ Le chômage partiel touche 15 % de la population salariée.

▶ Aucune compensation à ces pertes d'emploi : déjà, entre 1973 et 1974, le total des emplois industriels et commerciaux avait chuté de 150 dans le canton de Saint-Dié.

... ET A FOURMIES

Dans la crise de l'emploi qui frappe le Nord, la région de Fourmies-Avesnes est loin d'être épargnée ; semi-rurale, elle compte un grand nombre de petites entreprises et la situation ne cesse de s'y dégrader depuis une quinzaine d'années, si l'on excepte une légère reprise après 1968. Les fermetures d'entreprises, pour être moins spectaculaires que dans la Vallée de la Sambre, frappent durement l'économie, privant en particulier les jeunes qui quittent la terre de leurs débouchés traditionnels. Entre avril 1973 et décembre 1974, 866 emplois sur 4 000 ont disparu dans le secteur textile - habillement et, depuis avril 1974, la régression atteint le secteur métallurgie ; dans les 4 cantons de la 21e circonscription du Nord, les demandes d'emploi non satisfaites sont passées de 9,27 % de la population active à 12,85 %, d'octobre 1974 à janvier 1975, et 262 licenciements collectifs sont en cours ; dans le même laps de temps, le pourcentage des travailleurs effectuant plus de 40 heures est passé de 38,6 à 0,5 % dans le textile, et de 79 à 58 % dans la métallurgie.

Devant cette dégradation, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., relayées par la municipalité socialo-communiste de Fourmies, les élus de la plupart des communes de la circonscription, associés à ceux de la région d'Hirson (Aisne), et les représentants des associations professionnelles et des partis politiques de gauche (P.s.u. excepté) ont décidé d'organiser à Fourmies une manifestation de masse ce samedi 19 avril, une semaine avant la venue dans la région du Premier ministre.

Le Parti socialiste est pleinement associé à cette action ; il la prolongera, en mai prochain, à l'initiative de Pierre Bérégovoy, par un colloque public sur la situation économique de la région d'Avesnes, et prouvera par des propositions concrètes que cette situation, due à l'indifférence d'un Pouvoir qui persiste à vouloir faire de la région une « zone verte touristique », n'est pas irréversible.

UN AVENIR PEU FLEURI

La « crise » de la canne à sucre et les difficultés qu'éprouvent les travailleurs à obtenir satisfaction sur leurs revendications — voir la récente grève que vient de connaître la Guadeloupe — ne sont pas les seules que connaissent les départements d'outre-mer. Voici qu'à la Réunion le problème du géranium se pose une fois de plus : les ventes d'essence ont pratiquement cessé depuis le début de cette année.

Autrefois, l'essence de géranium était expédiée par bateau : les utilisateurs, savonniers et parfumeurs de France et des U.s.a., devaient avoir des stocks de sécurité. Aujourd'hui, l'exportation se fait par voie aérienne : les approvisionnements sont réguliers, les stocks inutiles chez le consommateur. Avec la politique de resserrement du crédit du gouvernement français, les utilisateurs résorbent leurs stocks et n'achètent plus provisoirement. Ce sont donc aux Réunionnais que les utilisateurs font supporter les stocks.

De nombreux petits producteurs ont été éliminés et des accords entre producteurs et consommateurs ont « assaini » le marché.

« La consommation mondiale d'essence de géranium est de 200 tonnes environ par an ; la Réunion est le premier producteur mondial (118 tonnes par an), commente Wilfrid Bertile, secrétaire fédéral du P.s. Mais une fois leurs stocks résorbés, les consommateurs vont-ils reprendre leurs achats ici ? Notre essence est vendue 250 F le kg (12 500 C.f.a.), alors que celle de notre principal concurrent, l'Egypte, n'est vendue que 100 F (5 000 C.f.a.)... L'avenir des planteurs de géranium de la Réunion demeure donc incertain. »

LA MORT A L'USINE

de force dans les mains pour faire autre chose. Elle est restée aux tables de collage jusqu'au moment où elle est tombée en se levant de son poste de travail et a cessé de travailler...

Par ailleurs, on ne saurait passer sous silence l'usure prématurée des travailleurs, aggravée par la durée excessive du travail et les mauvaises conditions d'existence, de logements, de transports. Dans certains secteurs, à certains postes particulièrement dangereux de la sidérurgie, ou de l'industrie chimique, auxquels sont affectés de nombreux travailleurs immigrés, l'espérance de vie ne dépasse pas 45 ou 55 ans. C'est ainsi que pour la seule année 1973, on a pu constater 40 décès chez Sollac, hors des accidents du travail et des maladies professionnelles reconnues. Pour le bilan des sociétés, la santé, la vie des travailleurs coûte moins cher que le matériel. La productivité s'acquiert au prix de la sécurité. Non seulement on donne sa sueur, mais on y risque sa vie...

Ce bilan tragique a des responsables. Toutes ces souffrances, des milliers d'orphelins dont personne ne parle, les mutilés, les morts, tout le sang des travailleurs versé, accusent. Ce bilan désastreux, tant sur le plan humain qu'économique, souligne la responsabilité écrasante de ceux qui décident, possèdent les moyens de production, fixent les méthodes et les cadences de travail, maintiennent des formes de rémunération au rendement, exigeant des travailleurs de produire toujours plus vite pour s'assurer bien souvent un salaire minimum. Les responsables, ce sont le patronat et le Pouvoir.

45 ou 55 ans, pas plus...

Les organisations syndicales ne sont plus les seules à faire état de cette situation inadmissible. Une enquête relatée dans le dernier rapport annuel de l'Inspection générale des Affaires sociales, portant sur l'ensemble des accidents mortels signalés en 1971 au service d'inspection du Travail, montre que : « Dans les industries du bâtiment et des Travaux publics, qui à elles seules causent 40 % des décès alors qu'elles n'emploient que 15 % des salariés, les 2 /3 des accidents mortels auraient dû pouvoir être évités en respectant les règles de sécurité en vigueur. Dans les autres activités, cette proportion est encore d'un quart des accidents survenus. »

Le bilan encore incomplet de cette terrible réalité, vécue journellement par des millions de travailleurs, accuse implacablement le gouvernement et le C.n.p.f. Les causeries autour de la « condition ouvrière » ne sauraient nous suffire, il nous faut des actes. Dans l'immédiat nous exigeons que soient prises les dispositions législatives et réglementaires tendant à améliorer les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.



Tout le monde en parle...
Découvrez, vous aussi
LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

voyages à dates fixes, au départ de Berlin, en autocar ou avec votre voiture, à partir de 135 F.

Tour A : 3 jours / 2 nuits
Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Berlin.

Tour B : 5 jours / 4 nuits
Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Wittenberg - Potsdam - Berlin.

Tour C : 7 jours / 6 nuits
Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Weimar - Eisenach - Erfurt - Potsdam - Berlin.

Départs : 2 — 9 — 16 — 23 — 30 Juin ● 7 — 14 — 21 — 28 Juillet ● 4 — 11 — 18 — 25 Août ● 8 — 15 — 22 Septembre.

Pour tous renseignements concernant ces circuits et les forfaits possibles au départ de votre ville, pour toutes formules de voyages individuels et collectifs, consultez votre agence de voyages ou

CGTT - 10, rue de Sèze 75009 PARIS - Tél. : 742-43-50
TRANSTOURS - 149, avenue de l'Opéra 75009 PARIS - Tél. : 742-47-39
WAGONS-LITS - 14, Bd des Capucines 75009 PARIS - Tél. : 260-33-10

REISEBÜRO
de la République Démocratique Allemande

Office Publicitaire de France

Veuillez m'adressez une documentation détaillée sur les circuits à travers la R.D.A.

Nom .....

Adresse .....

.....

LE DROIT A LA DIFFERENCE

Femmes

De plus en plus de femmes entrent au Parti socialiste sans vouloir pour autant abandonner leurs problèmes spécifiques, mais au contraire pour les relier à l'action politique générale du Parti. C'est ainsi que de nombreuses sections — tout au moins à Paris — se sont dotées d'un « collectif Femmes », chargé à la fois d'approfondir la réflexion théorique sur les problèmes féminins, de promouvoir des actions destinées aux femmes non encore politisées et de rappeler les revendications particulières aux travailleuses dans le cadre des grandes campagnes du Parti.

Ainsi le collectif Femmes de la 13e section est de Paris, créé depuis deux mois seulement, s'est donné pour première tâche d'organiser un débat sur les luttes des femmes, en assemblée générale de section. Celle-ci a réuni une soixantaine de personnes (sur 115 adhérents). Des affiches, faites pour l'occasion, exposaient sur le mode humoristique la situation des femmes dans l'emploi, dans la famille et... dans le Parti. La réunion s'est ouverte par une intervention de trois femmes du collectif, qui a duré environ une demi-heure. Puis le débat s'est déroulé pendant plus de deux heures. Il nous a semblé intéressant d'en résumer ici les thèmes les plus fréquemment abordés.

▶ L'EXPLOITATION ET L'ALIENATION SPECIFIQUES : la spécificité des problèmes féminins semblait un point acquis pour l'ensemble de la section, les intervenantes ayant souligné dès le début que « c'est l'appartenance sexuelle qui cause et justifie à la fois les discriminations et les dominances ». Ce point a été complété par deux idées. D'abord cette oppression n'est pas unique, mais s'ajoute à l'oppression générale de tous les travailleurs. « Les ouvriers sont exploités, les ouvrières aussi, mais eux exploitent leurs femmes », dit Jean-Claude. Deuxième remarque : l'existence de problèmes spécifiques aux femmes n'est pas contradictoire avec le fait qu'ils concernent aussi les hommes et avec la nécessité d'un projet global de société. Au contraire, car la politique c'est, justement, dépasser certaines contradictions en situant les termes dans un cadre plus large.

▶ L'ATTITUDE DES HOMMES ET CELLE DU PARTI :ce sont les camarades hommes qui ont mis le sujet sur le tapis. « C'est vrai que la situation des femmes n'est pas due seulement au capitalisme, mais au patriarcat », dit Jean-Claude. Et Jean-Pierre, juriste, souligne à quel point les femmes sont la propriété des hommes malgré la réforme du Code : le mari peut décider du domicile de sa femme — il la transporte comme un meuble — la filiation se fait par les hommes, etc. Plusieurs camarades rappellent que, s'il est vrai que les femmes sont les manœuvres gratuits de la famille, ils ne sont pas prêts à changer. « Or, le rapport de forces joue en notre faveur, dit Gérard. Alors, que pouvez-vous faire ? » D'autres encore ont la même question ; « Dans le Parti non plus, le rapport de forces ne joue pas en votre faveur. Est-ce qu'un parti du type P.s. peut répondre aux problèmes féminins ? demande Jean-Claude. C'est un parti patriarcal qui ne vous est pas favorable. Les femmes y sont à certains postes uniquement pour respecter les statuts. » Et Jacques : « Les femmes pèsent peu dans la ligne du Parti. Ne vaut-il pas mieux pour vous militer dans une organisation féministe ? ».

A quoi Pauline, Cendra, Chantal répondent : «Historiquement, il y a eu les féministes comme Rosa Luxemburg ou Alexandra Kollontaï, qui ont choisi de se battre d'abord pour le socialisme, remettant à plus tard les problèmes des femmes ; ce fut un échec. Puis il y a eu le néo-féminisme venu des U.s.a., qui a voulu agir de l'extérieur sur la pensée politique ; c'est un demi-succès avec les problèmes d'avortement et de contraception. Nous sommes la troisième génération du féminisme, celle qui recherche l'articulation entre la lutte des classes et le féminisme. » Pauline : « Nous voulons agir de l'intérieur, afin que les partis, grâce à nous, redéfinissent le champ politique. Car nos luttes débouchent directement sur le politique. » « Le féminisme, c'est un choix de société », avait dit Cendra. Bien sûr, une telle stratégie est une longue marche. « Nous devons définir une stratégie de rupture à l'intérieur des partis, précise Chantal. C'est pour cela qu'il faut de plus en plus de collectifs Femmes dans les sections et, si possible, dans les fédérations. Si le socialisme ne tient pas compte de la lutte des femmes, le rapport dominant /dominé ne sera pas changé dans notre société et il n'y aura pas de socialisme. C'est pour cela que notre combat est indissociable du combat autogestionnaire. »

▶ LA MARGINALISATION :« Notre société oblige les femmes à assumer des tâches qui les isolent géographiquement et culturellement de l'ensemble de la société, dit Cendra. Elles sont déjà marginalisées. Un des buts du féminisme, c'est justement de les démarginaliser. C'est pourquoi nous tenons à inscrire les luttes des femmes dans le P.s. ». « Il ne s'agit pas de faire nos manifestations et nos revendications d'un côté et, d'un autre côté, de participer à la lutte des classes, ajoute Pauline. Nous voulons faire passer une réflexion féministe à l'intérieur du Parti. En ce qui concerne les femmes, il n'a pratiquement pas de positions. C'est notre tâche de permettre l'élaboration de ces positions. »

▶ LES STRATÉGIES DU FEMINISME : «Vous n'avez déjà pas un rapport de forces favorable à l'intérieur du Parti, remarque Gérard. Mais à l'extérieur non plus. Bien sûr, vous avez gagné quelque chose avec les problèmes de contraception et d'avortement qui, durant un temps, ont fait ressentir aux femmes qu'elles formaient un groupe. Mais maintenant, c'est fini et, face au problème du travail ménager par exemple, les femmes ne se perçoivent absolument pas comme membres d'un groupe. Alors, que proposez-vous comme nouvel axe de luttes ? » « Question difficile, répond Cendra, car les thèmes qui mobilisent les femmes et les lieux où l'on peut les joindre sont contradictoires. Les uns relèvent de la vie privée, ils concernent la famille et les problèmes de sexualité et de maternité. tandis qu'on ne peut toucher les femmes — comme les hommes — que par le biais des organisations de masse. Là encore, il faudrait que celles-ci comprennent que la vie privée relève aussi du domaine politique. En attendant, il semble que le seul axe de lutte opérationnel soit la surexploitation des femmes dans l'entreprise, parce qu'elle est directement reliée au travail ménager et à la subordination des femmes dans les structures et les mentalités ».

▶ LE TRANCHANT ANTICAPITALISTE DE LA LUTTE DES FEMMES :C'est Bruno qui demande : « En quoi les luttes spécifiques des femmes remettent-elles en cause la société capitaliste ? Pour ma part, je ne crois pas qu'elles le font. » Plusieurs éléments de réponse lui sont apportés par les participants au débat. Cendra : « Je vois plusieurs points. D'abord, sur le plan économique, les femmes effectuent à l'intérieur des familles une fonction productive colossale, 52 milliards d'heures de travail par an, plus que l'ensemble de la « production ». Je ne suis pas sûre que le capitalisme puisse assurer ces tâches sans la surexploitation des femmes. C'est peut-être un seuil économique, comme d'ailleurs d'autres besoins collectifs « non rentables ». En tout cas, la comptabilisation de cette production remet en cause les rapports de production. Ensuite, à cause de leur aliénation, les femmes comme mères et éducatrices maintiennent l'idéologie dominante. Ce sont elles qui transmettent les valeurs de hiérarchie et de morale du système. Il y a aussi le fait que l'oppression spécifique des femmes existe dans toutes leurs activités, même les plus quotidiennes. Aussi les femmes conscientes de cette oppression ne limitent-elles pas leur remise en cause à une sphère où elles se sentiraient plus concrètement exploitées (la production, par exemple). Elles remettent en cause l'ensemble de nos structures dont elles perçoivent les interactions. »

A ce stade, le débat s'articule principalement autour de la remise en cause de la famille. Claude souligne que les régimes d'« ordre moral » ont toujours enfermé les femmes au foyer sous la domination de leur mari. « Mais, dit Jean-Pierre, le capitalisme peut très bien s'accommoder d'une certaine forme de matriarcat. » « Le capitalisme peut tout récupérer », souligne Bruno. « Personne n'a jamais nié ses possibilités de récupération, répond Annie. Mais nous, ce que nous voulons, c'est voir quels sont les aspects de la lutte des femmes qui ont un tranchant anticapitaliste. De toute façon, le matriarcat ne transforme pas profondément la fonction de la cellule familiale qui est le fondement de la société. »

Claude, Florent, d'autres camarades s'accordent pour penser que le capitalisme ne peut prendre en compte le travail ménager, ni les



Quelle est la place prise par les femmes dans la lutte politique et singulièrement dans le Parti socialiste ? Le « collectif Femmes » de la section 13e-Est de Paris s'est donné pour première tâche d'organiser un débat autour de ces deux questions. Rédigés par une des participantes, en voici quelques extraits.



Une des premières réunions de femmes socialistes, à Grenoble en 1973.

problèmes de garde des enfants. Il faudrait des solutions collectives, qui représenteraient déjà de profondes transformations structurelles.

Jean-Claude souligne un autre aspect qu'il juge anticapitaliste : « Tu prétends que le capitalisme a déjà récupéré l'avortement et la contraception. Mais c'est faux. La loi sur l'avortement est inapplicable pour les travailleuses. Le droit au plaisir reste une revendication révolutionnaire. Même avec la contraception, comment peut-on parler de ce droit pour une femme qui travaille quinze heures par jour ? Le plaisir est réservé à une certaine bourgeoisie. » Pauline : « La contraception, c'est aussi le droit à la liberté des corps. Et c'est une revendication qui a déjà des prolongements dans la réflexion sur la médecine, ou sur l'armée ».

«Tous ces arguments ne sont pas suffisants», estime Bruno. Gérard : « Je ne connais aucune mesure qui, isolément, remette en cause le système capitaliste, ni grève, ni occupation d'usine, etc. La seule chose qui le remette en cause, c'est une certaine dynamique sociale. Dans quelles conditions les femmes participent-elles à cette dynamique ? Sur un point, en tout cas, leur combat peut être anticapitaliste, c'est au niveau de la répartition de l'autorité, du pouvoir dans la cellule familiale. Là, on touche à quelque chose de fondamental ».

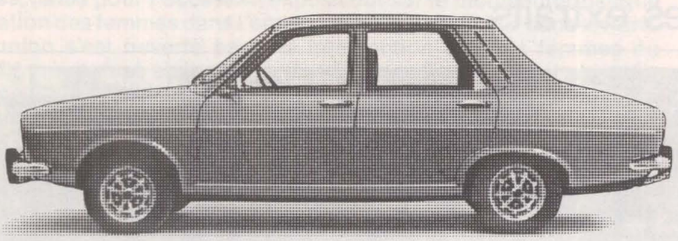
▶ **L'AUTOGESTION, LA HIERARCHIE, LE DROIT A LA DIFFERENCE** :« C'est vrai, dit Florent, que les rapports dans le couple sont des rapports de patron à employé ». Divers camarades soulignent que la famille est le premier lieu de la division du travail et des rapports hiérarchiques. Jean-Pierre : « La lutte des femmes est anti-hiérarchique. En cela, elle converge avec le socialisme autogestionnaire, qui veut aussi une société anti-hiérarchique. » Claude : « A partir du moment où une lutte remet en cause la hiérarchie, elle remet en cause le système capitaliste. » Cendra : « Il y a un autre point où la lutte féministe converge avec le socialisme autogestionnaire. C'est le droit à la différence. Nous voulons pouvoir être autres. Et le capitalisme n'est pas du tout prêt à céder sur ce point, car il attaque à la fois la hiérarchie et la notion même de l'Etat — avec les minorités régionales, par exemple. Voyez Françoise Giroud ; elle nous propose comme modèle des femmes qui deviennent des hommes dans une société masculine.» «En tout cas, précise Pauline, nous ne revendiquons pas l'égalité-identité aux hommes, mais le droit à la différence. »

La réunion s'est terminée sur cette idée. Pauline a simplement rappelé quels étaient les projets du collectif Femmes : 1) envoyer un questionnaire à toutes les femmes de militants et les adhérentes qui ne viennent pas aux réunions en leur demandant pourquoi elles ne viennent pas — si ce n'est pas pour une raison idéologique — et ce que la section pourrait faire pour les aider à militer (organiser la garde des enfants, changer les horaires, organiser certains débats, etc.) 2) profiter de la campagne nationale sur l'emploi pour s'adresser plus particulièrement aux travailleuses, premières victimes du chômage et des bas salaires. Il y a encore bien d'autres choses à faire pour entamer le dialogue avec les milliers de femmes qui ont la même réflexion politique que nous, mais qui ne veulent pas encore entrer dans un parti qui conserve à leur égard une attitude... patriarcale.

C.V.

choisir sa 7CV en 1975.

les berlines



Renault 12 L
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Renault 12 TL
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Renault 12 TS
1289 cm³. 7 CV. + de 150 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Renault 12 TR automatic
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7,5 l. aux 100 à 90 km/h.

Volume du coffre 420 dm³.

les breaks



Break Renault 12 LN
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Break Renault 12 TN
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Break Renault 12 TS
1289 cm³. 7 CV. + de 150 km/h. 7 l. aux 100 à 90 km/h.

Break Renault 12 TR automatic
1289 cm³. 7 CV. 145 km/h. 7,5 l. aux 100 à 90 km/h.

Volume du coffre 910 dm³.
Siège arrière rabattu 1650 dm³.

Venez chez votre concessionnaire Renault. Il est d'abord là pour vous aider. Il estimera la valeur de reprise de votre voiture actuelle et il établira une proposition de financement adapté à votre cas. Et pendant ce temps, vous pourrez essayer une Renault 12, berline ou break, à boîte manuelle ou automatique.

Votre concessionnaire Renault est d'abord là pour vous aider.

comment choisir votre Renault 12?

Je désire profiter d'un essai gratuit* ou recevoir sans engagement une documentation gratuite* sur l'un des modèles ci-contre :

Nom : _____ Adresse : _____

_____ Ville : _____ Dépt : _____

Retourner ce bon à Renault Informations - BP 103
92109 Boulogne-Billancourt

*Rayer la mention inutile.

☐ Renault 12 L
☐ Renault 12 TL
☐ Renault 12 TS
☐ Renault 12 TR automatic
☐ Break Renault 12 LN
☐ Break Renault 12 TN
☐ Break Renault 12 TS
☐ Break Renault 12 TR automatic

RENAULT 12
Renault préconise **elf**

PUBLICIS H 1587



changer la vie politique

LA FRANCE ET L'ALGERIE

On a beaucoup dit pendant le voyage de Valéry Giscard d'Estaing en Algérie qu'une page était tournée et qu'était venue enfin l'heure de la réconciliation entre deux pays unis par tant de liens et d'intérêts communs. Nous ne bouderons pas ce rapprochement que nous avons depuis longtemps souhaité **(voir les articles de Claude Estier dans « l'Unité », nº 130 et 132).** Mais lorsqu'on parle de réconciliation, il faut quand même rappeler que le peuple français n'a jamais été fâché avec le peuple algérien. Et que si celui-ci se tourne aujourd'hui vers la France et acclame son Président ce n'est pas parce que, comme ose l'écrire « le Parisien libéré », il ne peut pas se passer d'elle, mais peut-être un peu parce que, aux pires heures d'une guerre absurde et fratricide, il s'est trouvé un certain nombre de Français pour affirmer, à contre-courant, que l'Algérie avait droit à son indépendance. Ces Français-là ont certainement fait plus pour l'amitié franco-algérienne que quelques autres qui sont aujourd'hui ministres de Giscard d'Estaing, pour ne citer que Michel Poniatowski ou le général Bigeard. Il s'agit d'autant moins de s'enfermer dans des souvenirs que l'Algérie, devenue nation de pointe du Tiers-Monde, a beaucoup changé en 13 ans. Mais puisqu'on a, ces jours-ci, abondamment parlé du passé, il fallait aussi en évoquer cet aspect.

CURIEUSES METHODES

Au cours de la campagne électorale qui a précédé les élections municipales de Draguignan du 2 mars 1975, de graves incidents se sont produits dans la nuit du 27 février. Le secrétaire du groupe socialiste d'entreprise des services techniques de la préfecture, Claude Rossi, a alors été agressé et frappé et a dû être hospitalisé. Une plainte fut aussitôt déposée. Et l'enquête ouverte a amené l'inculpation d'un sous-brigadier de la police de Toulon.

Toujours dans le cadre des incidents de cette campagne électorale, une deuxième plainte fut alors déposée. Cette fois, elle émanait de policiers qui se trouvaient ce même soir à Draguignan et qui auraient été eux-mêmes agressés. Depuis plusieurs semaines, à la suite de cette plainte, les interrogatoires se succèdent au commissariat de police. Plus de 20 militants du Parti socialiste ont déjà été convoqués.

La section socialiste de Draguignan a adopté un texte dans lequel « elle constate que seuls les militants du Parti socialiste sont systématiquement interrogés et réinterrogés, alors qu'il est flagrant que, cette nuit-là, des personnes appartenant à d'autres formations politiques opéraient également dans la ville. »

LES AMIS D'EDGAR

Edgar Faure avait organisé pendant le week-end à Poitiers un colloque de son mouvement, le Nouveau Contrat social. Ce fut très mondain. Mme la Présidente prit la parole. Edgar Faure précisa que le programme commun était bien entendu « dépassé » et quelques-uns dissertèrent sur la crise économique. Le premier discours fut prononcé par le Premier ministre iranien Hoveida, invité par le président de l'Assemblée nationale pour la circonstance. Faut-il rappeler que l'Iran est un pays où règne un parti unique et où la police secrète, la Savak, n'a pas grand-chose à envier à la Gestapo ?

Avec de telles personnalités, Edgar Faure peut se prétendre dans la mouvance de la gauche...

PROMOTION TRES SPECIALE

En marge du conflit Renault, une mesure récente vient encore d'illustrer certaines tendances réactionnaires au sein de la direction de la Régie. Il s'agit de la fermeture, par la direction de Renault-Flins, du service local d'initiation à la langue française. Ce service est destiné aux travailleurs immigrés et il fonctionne en dehors des heures de travail : le prétexte officieusement invoqué — ne pas gêner la production... il n'y a pas de motif officiel — est donc d'une totale mauvaise foi. Cela met tout de même 18 animateurs au chômage (ils étaient payés à la vacation) et prive de nombreux immigrés d'une activité dont ils ressentent le besoin.

C'est sans doute la manière dont une entreprise nationale illustre le propos tenu récemment par Valéry Giscard d'Estaing au président Boumediène : « Aider à la promotion de la main-d'œuvre immigrée »...

RIGHT MAN

Samedi le Centre national des indépendants et paysans — il existe encore — a tenu son congrès. On a bien sûr parlé d'un rapprochement avec les giscardiens. Le rapport consacré à la réforme de l'entreprise y a été présenté par Serge Dassault, fils de Marcel et P.d.g. de l'Electronique Marcel-Dassault. Un spécialiste des relations sociales !

LE TEMOIGNAGE DE LEON BLUM

La manifestation célébrant le 25e anniversaire de la mort de Léon Blum organisée dimanche à Lille par la Fédération du Nord du P.s. et la Société des Amis de Léon Blum, en présence de la famille de l'ancien chef du Front populaire et d'une nombreuse assistance, a donné à François Mitterrand l'occasion d'un grand discours dans lequel il s'est attaché à définir les valeurs morales qui donnent tout son sens à la démarche politique des socialistes.

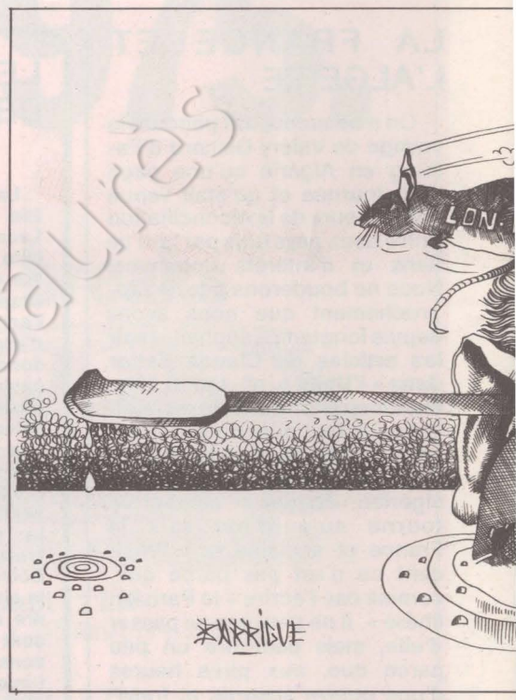
« Si des socialistes semblent servir des valeurs magnifiées par la société bourgeoise, se trompent-ils, trahissent-ils ? Doivent-ils rejeter l'apport de toute la civilisation ? On ne peut répondre à cette question, car les dés sont pipés ; la société où nous vivons confisque ces valeurs et pratique le mensonge. Il semble bien que ce lien étroit entre les valeurs morales permanentes du socialisme et l'action politique soit considéré par les concurrents des socialistes au sein du mouvement ouvrier comme une position de soumission à l'idéologie dominante ou de faiblesse à son égard, alors que le socialisme est porteur des valeurs dont la bourgeoisie se réclame, mais qu'elle trahit. La libération de l'homme, dès lors qu'elle emprunte les méthodes de l'oppression, tourne le dos à sa propre fin. Quand le vieux monde s'écroule, rien n'est fait, tout commence. Le processus débute, certes, par la libération économique de l'homme, inscrite dans l'Histoire des sociétés, mais si, au passage, nous nous sommes délestés de l'essentiel de la substance socialiste, où en serions-nous ? Si qui que ce soit avait l'impression que l'on substituait la dictature d'un homme ou d'un parti à celle du prolétariat, alors on aurait trahi la pensée de Léon Blum, celle du socialisme. Et le Parti socialiste commettrait une faute majeure s'il prétendait se substituer lui-même au socialisme et aux travailleurs. Mais il en commettrait une tout aussi grave s'il n'était que la traduction affadie d'un socialisme qui se déroulerait ailleurs. »

« Ce dont le socialisme a besoin, a encore dit François Mitterrand, ce ne sont pas de maîtres, mais de témoins. D'hommes comme Blum qui a été le témoin du socialisme français avec la caution des travailleurs en lutte pour la justice et la liberté. Le socialisme ne restera démocratique que s'il demeure intransigeant sur ses principes. S'il s'agit d'être libéral à la manière de M. Giscard d'Estaing ou socialiste à celle de Staline, alors il y en a qui peuvent faire cela mieux que nous. Mais qui mieux que nous peut parler d'autogestion, de nationalisation, de planification ? Si la synthèse de toutes les écoles de pensée est souhaitable, le socialisme n'aura de portée et de durée que s'il préserve cette part d'originalité dont Léon Blum me paraît être le meilleur interprète : la résistance à l'adversaire, la fidélité au peuple, le respect de la parole donnée, la dignité dans le combat. »

Indochine

LA CHUTE DES

Les Etats-Unis ont bâti depuis 20 ans toute leur politique au Sud-Est asiatique sur la théorie des « dominos » : si le Sud-Vietnam tombe, toute la péninsule indochinoise suit. Aujourd'hui la théorie se développe à l'envers, c'est le naufrage américain.



Seuls Graham Greene ou Art Buchwald auraient osé imaginer une scène dans laquelle un ambassadeur américain s'enfuit de la capitale d'un pays allié avec le drapeau de l'ambassade plié dans un sac en plastique sous son bras. Ou une autre scène dans laquelle un Président américain éclate de rire en courant devant les journalistes qui le poursuivent de questions sur la façon dont un autre pays allié doit être sauvé. Eux seuls auraient pu dépeindre le même Président tenant un bébé vietnamien dans ses bras pour prouver que les Etats-Unis n'abandonnent pas leurs alliés.

Et quel caricaturiste aurait osé faire le portrait d'un ambassadeur américain priant un chef d'Etat de retourner dans la capitale dont il a été expulsé à la suite d'un coup d'Etat fomenté par la C.I.a. cinq ans auparavant ?

Dix jours plus tôt, de telles fantaisies auraient semblé totalement absurdes, mais, depuis, les téléspectateurs et les auditeurs de radio à travers le monde ont pu voir effectivement ce spectacle. Nul n'a encore révélé le nom du génial spécialiste des relations de presse qui a poussé les ambassadeurs et le Président à dramatiser de telle manière l'effondrement des « dominos » américains en Indochine.

C'est, en réalité, dans tout le Sud-Est asiatique que les dominos sont en train de tomber. Et cela parce que les Etats-Unis les ont placés là en premier lieu. Il y a plus de vingt ans que les Américains ont décidé que leur mission était de remplir le « vide du pouvoir » provoqué par le retrait français d'Indochine. L'établissement du régime de Ngo Dinh Diem à Saigon — alors que les accords de Genève de 1954 sur l'Indochine étaient encore en discussion — représenta le premier domino américain dans la région. Il fut suivi d'autres au Laos et, au-delà de l'Indochine, en Thaïlande. Mais ce n'est que le 18 mars 1970, en dépit d'efforts persévérants pendant près de seize ans, que les Etats-Unis réussirent à placer un domino au Cambodge. Les administrations américaines successives ont englouti les vies de 50 000 citoyens américains et des centaines de milliards de dollars en essayant de garder ce pouvoir. Cela s'achève en désastre.

L'évacuation de 160 Cambodgiens « loyaux » et la promesse de continuer à parachuter du ravitaillement alors qu'il n'était plus possible aux avions américains d'atterrir à l'aéroport de Phnom-Penh, ne contribueront guère à rendre crédibles les propos du président Ford affirmant qu'il n'abandonnerait jamais un allié.

Le départ précipité des Américains de Phnom-Penh devenait inévitable dès lors que les spécialistes de l'ambassade américaine, qui dirigeaient en fait les affaires militaires de ce qui restait du régime de Lon Nol, réalisèrent que la principale poussée des « Khmers rouges » allait aboutir à couper la route entre Phnom-Penh et l'aéroport de Pochentong. C'est ce qui arriva 72 heures plus tard. Le 13 avril, les forces révolutionnaires, ayant occupé le centre de transmission à environ 2 km de la route, poussèrent jusqu'au faubourg de Tuol Kork, à environ mi-distance entre l'aéroport et la capitale. Les chargés de presse américains ont fait de leur mieux pour présenter l'abandon du domino cambodgien comme une victoire digne de félicitations. Cela peut passer à la rigueur aux Etats-Unis, mais doit donner un frisson dans le dos à ces « loyaux » Sud-Vietnamiens qui ont si bien servi les Américains en soutenant les dictateurs successifs à Saigon. Il serait intéressant de savoir comment se portent ces jours-ci les gardiens des « cages à tigres » de Poulo-Condor. Ou les tortionnaires des divers centres d'interrogatoires. Peu d'entre eux peuvent douter que ce qui est arrivé à Phnom-Penh le 11 avril n'était qu'une répétition de ce qui se produira à Saïgon dans un proche avenir.

Il est également intéressant de souligner que la théorie des dominos se développe à l'envers. Ils tombent à partir de l'intérieur et non de l'extérieur. La version originale de cette théorie — inventée afin d'exalter l'enthousiasme des alliés de Washington pour la guerre en Indochine — était que si le Sud-Vietnam « tombait », le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, etc. « tomberaient » à leur tour ! En fait, ce sont les dominos les plus éloignés qui tombèrent les premiers. Au Laos, par exemple, le Pathet-Lao, que les Etats-Unis ont tenté d'écraser pendant près de vingt ans, partage maintenant à égalité avec ses adversaires soutenus par les Américains, le gouvernement de ce pays. Le domino de Thaïlande a commencé à chanceler dangereusement en octobre 1973, quand fut renversé le maréchal Kittakachorn, dictateur installé par les Américains. Le nouveau gouvernement thaïlandais, impressionné par les victoires des « Khmers rouges » avec lesquels il doit coexister, a prié les Etats-Unis de fermer leurs bases et de retirer leurs troupes dans un délai d'un an et de cesser immédiatement d'utiliser le territoire thaïlandais pour alimenter la guerre au Cambodge et au Sud-Vietnam.

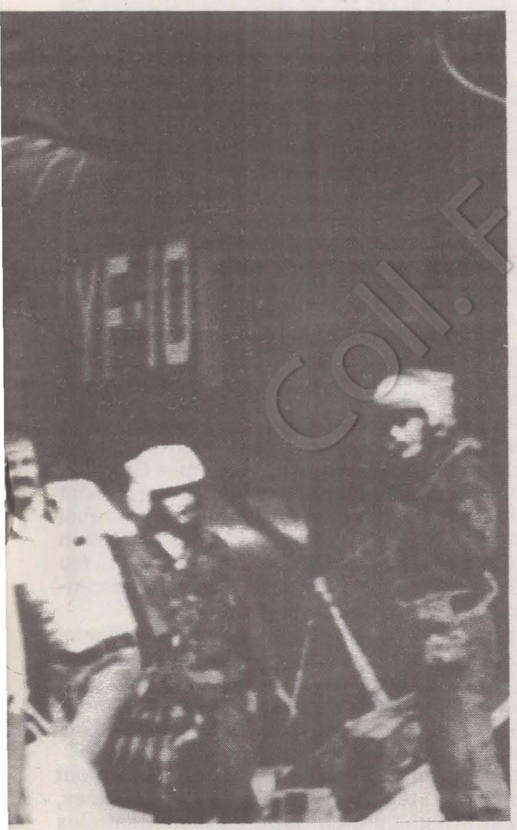
Et, maintenant, c'est le domino cambodgien qui est tombé ou qui, tout au moins, a été abandonné. L'aventure américaine au Cambodge



Départ de l'ambassadeur des Etats-Unis au Cambodg
sac en plastique.

« DOMINOS »





ortant sous le bras la bannière étoilée roulée dans un

restera exemplaire dans l'Histoire : la plus grande puissance mondiale, utilisant toutes les armes de son arsenal, n'a pas réussi à mettre à genoux un pays très petit, en termes de population, et très arriéré, en termes de développement économique. Débutant par une série de pressions politiques et économiques, immédiatement après que les accords de Genève de 1954 eurent officialisé la neutralité cambodgienne, les Etats-Unis ont continué avec des menaces d'intervention militaire, des tentatives d'assassinat contre le prince Sihanouk, sur qui reposait cette neutralité cambodgienne. Puis, pendant seize ans, avec des tentatives de complots et de pustchs avant de réussir à renverser le régime en place, en mars 1970. Le Cambodge de Sihanouk avait commis le crime impardonnable de refuser de devenir un domino américain et Sihanouk dut s'en aller.

Mais une chose était de mettre en place le domino Lon Nol et autre chose de le maintenir. Le coup d'Etat contre Sihanouk avait dû être suivi d'une invasion sur une grande échelle par les troupes américaines et les forces de Saigon — environ 50 000 hommes — plongeant le pays dans une guerre sans merci, qui a vu la destruction de la plus grande partie des richesses humaines et naturelles du pays par les B 52, par le napalm et par la guerre chimique. La fin sans gloire de cette entreprise est venue avec le spectacle de cet ambassadeur courant vers un hélicoptère avec le drapeau américain dans ses bras et le représentant de Ford à Saigon suppliant Sihanouk de revenir prendre le pouvoir.

Le côté ironique de l'affaire est que si les Etats-Unis avaient su jeter du lest en temps utile dans leur politique en Asie du Sud-Est, ils auraient pu améliorer leur position. Les accords de Genève auxquels le gouvernement américain, suivant l'avis de John Foster Dulles, avait refusé de souscrire, et dont il avait organisé le sabotage, contenaient des clauses de sécurité pour empêcher la chute des dominos. Le Vietnam aurait été unifié sous la direction du Vietminh à la suite d'élections. Le Cambodge et le Laos auraient constitué une zone neutre, tampon isolant la Thaïlande et les pays plus à l'ouest de l'influence révolutionnaire du Vietminh. Mais Washington refusa les élections et, déclarant la neutralité « dangereuse et immorale », consacra son énergie à empêcher qu'un régime neutraliste puisse se consolider au Laos et à renverser celui qui existait au Cambodge.

En réalité, les accords de Genève de 1954 représentaient la meilleure solution que les Etats-Unis pouvaient espérer pour eux-mêmes et pour le monde occidental en Asie du Sud-Est. L'accord de 1962 sur le Laos fournissait la meilleure issue après huit ans d'échecs des interventions américaines dans ce pays. L'accord signé à Paris à la fin de 1968 pour mettre un terme à la guerre du Vietnam était beaucoup plus favorable que celui négocié par Kissinger en janvier 1973. La mise en application de ce dernier accord aurait placé les Etats-Unis dans une position infiniment meilleure que celle dans laquelle ils se trouvent en avril 1975, après avoir soutenu le régime de Thieu dans son refus d'appliquer les clauses politiques de l'accord. Chacun des choix faits par les Etats-Unis au cours du dernier quart de siècle dans le Sud-Est asiatique a été le plus mauvais de leur propre point de vue. Malheureusement, ils ont été aussi les plus mauvais pour les peuples d'Indochine qui en ont été les principales victimes.

La réponse négative des neuf pays membres de la Communauté européenne à la requête de Washington, leur suggérant de demander au Nord-Vietnam d'arrêter son offensive au Sud-Vietnam, souligne de façon spectaculaire l'isolement des Etats-Unis dans la communauté internationale à l'heure du naufrage de leur politique en Asie du Sud-Est.

WILFRED BURCHETT

Le P.s. et le Vietnam

Le Bureau exécutif du Parti socialiste a publié le 9 avril le communiqué suivant au sujet de la situation au Vietnam.

« La campagne tendancieuse développée par l'information officielle ne peut donner le change. La situation actuelle du Vietnam confirme brutalement la faillite d'une politique et d'un régime.

« Faillite d'une politique : celle de la « vietnamisation » de la guerre menée par les gouvernants américains depuis deux ans; celle du non-respect des Accords de Paris ; celle du soutien à un régime se refusant à toute évolution politique au Vietnam (notamment en bafouant le texte des Accords de Paris).

« Faillite d'un régime : celui de Saigon qui, corrompu et brutal, se décompose sous nos yeux, voyant des pans de son armée se disloquer, abandonner des régions entières, provoquant des mouvements de panique dans la population.

« L'échec de la politique américaine et du régime Thieu — qui pour les socialistes était inscrit dans les faits — entraîne de nouvelles souffrances pour les populations vietnamiennes.

« Le Parti socialiste fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter à ces dernières son aide matérielle et financière.

« Le Parti socialiste pense que c'est dans la pleine application des Accords de Paris par les parties en cause (comme s'y déclarent prêts le G.r.p. et la « troisième composante ») et par l'établissement à Saigon d'un gouvernement de concorde nationale susceptible d'en garantir le respect, que peut être trouvée une solution politique propre à ramener la paix et la justice dans un pays depuis trop longtemps malmené par l'Histoire.

« Le Parti socialiste rappelle qu'il a demandé à plusieurs reprises depuis la signature des Accords de Paris au gouvernement français de reconnaître le G.r.p. »

REPORTAGE

CHRONIQUES PORTUGAISES

De notre envoyé spécial

« Bonjour ! ça va depuis la dernière fois ?
— Ça va. Ça va vite. » Je retrouve des amis paysans dans un village au nord de Lisbonne. Dès le premier mot, ils me replongent dans leur univers en plein mouvement. Ce mouvement que nous ne pouvons percevoir depuis Paris, ce mouvement qui n'est pas la révolution à soi seul mais qui est l'essentiel de la vie au Portugal aujourd'hui. Ils me racontent ce qui demeure et ce qui bouge depuis le 25 Avril.

Au café, le dimanche après-midi, on ne parle plus uniquement football ; on « discute politique ». Les plus sérieux — et ils sont nombreux — « préparent la rencontre » en lisant un ou plusieurs journaux. Parfois, les conversations se poursuivent tard dans la nuit, dans l'arrière-salle du café, autour d'un verre de « vinho verde » et d'un preginho (sandwich de viande).

« Nos enfants peuvent encore tomber malades. Le travail dans les champs ou à la cuisine reste indispensable, dit l'un de mes amis. Et nous continuons à en parler quand nous nous rencontrons. Mais ce qui est extraordinaire et nouveau, c'est que nous commençons à parler de ce qui nous concerne tous, du pays, de la société dans laquelle nous voudrions vivre. » Il me raconte ensuite l'histoire du patron qui se dit P.p.d., mais qui ne déclare pas ses ouvriers et dont personne n'arrive à croire qu'il soit « démocrate ». Mais, comme dans beaucoup de villages de cette région, le problème essentiel, c'est le curé. Mes amis m'envoient à quelques kilomètres de là dans un village où la résistance opposée par le curé au changement est particulièrement opiniâtre.

Almaceda contre le curé

« La seule chose que je regrette, c'est de ne pas être un homme pour aller lui casser la gueule » : Maria da Piedade est une « femme fatale » âgée, un peu grasse, très brune, outrageusement maquillée— peut-être n'est-elle pas allée au cinéma depuis le début des années 20. Elle essaie de nous raconter le rôle du curé dans son village d'Almaceda. Comment il a refusé de remettre les clés de la mairie au nouveau Conseil municipal. Comment celui-ci, démuni des cachets indispensables, ne peut agir légalement. Comment ni la Garde nationale républicaine (G.n.r.) ni le Copcon ne veulent intervenir. Comment elle est prête à donner de l'argent à des révolutionnaires pour qu'ils l'aident. Et comment, « si ça continue », elle est « prête à entrer dans la pire organisation qui soit... »

Son frère Joao est plus mesuré. Il mène depuis longtemps — c'est-à-dire depuis avant le 25 Avril — un combat personnel contre le curé. Il l'accuse aujourd'hui d'avoir été un informateur de la Pide. Il nous explique comment les curés tissent les fils de leur pouvoir temporel. Il y a d'abord le denier du culte que chacun est tenu de verser le lundi de Pâques. Mais le curé sert aussi d'intermédiaire entre les pauvres et les puissants, entre les villageois et les autorités de toute nature. Chacune de ses interventions est dûment rétribuée. Parfois, il possède un peu de terres. Souvent, avec l'argent qu'il amasse, il contribue à la création d'une petite coopérative, d'une petite industrie. Il devient rapidement un homme puissant.

« Excités par le curé, des gamins sont venus l'autre jour me traiter de fasciste et jeter des pierres dans mon jardin, raconte Joao. J'ai appelé la Garde du village d'à côté, mais elle n'est arrivée que trois heures après, une fois que tout était terminé, tout simplement parce que le receveur des postes, qui est le beau-frère du curé, leur avait dit de ne pas se presser. » Non seulement le curé est riche, ici, mais il s'appuie sur des relations familiales pour contrôler le village. Il est même populaire dans la mesure où il a créé une des rares crèches de la région.

« Je suis partisan d'une voie socialisante, d'une société plus juste » : Joao veut se situer dans la mouvance du 25 Avril. Mais il est un notable. Nous avons beaucoup de difficultés à obtenir de lui des détails sur ses ancêtres, qui possédaient, semble-t-il, une bonne partie du village. C'est ce qui rend son combat contre le curé difficile, ce qui explique qu'il se bat seul sous l'œil sceptique des habitants du village.

« Le curé est comme un représentant de commerce. Plus il a d'ouailles, plus il est riche ». Dans un café, Osvaldo, un agriculteur, nous dit ce qu'il pense de la situation : « Il serait fou de croire qu'on peut avoir tant de pouvoir avec le sourire. Ce qu'il faut, c'est le lui arracher. » Cette opinion tranche avec celle émise quelques instants plus tôt par Joao qui, après avoir résumé ses plans de développement pour Amalceda, ses ambitions personnelles, affirmait dans une grande envolée lyrique : « Ailleurs, je suis l'homme de tous les combats, mais ne me demandez pas de me battre dans mon village, car après je ne pourrais plus convaincre personne. »

La « guerre d'Amalceda » montre les contradictions de ceux qui se sont rangés derrière le 25 Avril. Joao et Osvaldo sont aussi antifascistes l'un que l'autre, mais il serait dangereux d'oublier ce qui les sépare : la façon de lutter et aussi les objectifs. C'est un peu la silhouette du Portugal futur qui est en question derrière leur discussion. L'Eglise joue, c'est évident, un rôle négatif dans le processus de libération du Portugal, mais elle n'est pas exempte non plus de contradictions. De nombreux curés se rangent résolument dans le camp des forces populaires. Ainsi le padre de Oliveira fait-il depuis longtemps un travail révolutionnaire à partir de l'Evangile. A Fatima, quand des familles entières viennent remercier la Vierge de leur avoir rendu vivant le fils qui était parti faire la guerre coloniale, il ne manque jamais de rappeler que « ceux qu'il a tués là-bas étaient aussi des fils de Dieu ». Concrètement, les jeunes curés sont chaque jour plus nombreux à refuser le denier du culte.

Unhais da Serra : les femmes en première ligne

« Ho, voisine ! On sait bien que les plus révolutionnaires ici, ce sont les femmes. Mais laissez-moi parler un peu ! » Nous sommes à Unhais da Serra, petit village au pied de la montagne de l'Etoile, le point le plus haut du Portugal. Sur le seuil d'une maison, prenant le soleil, quelques femmes âgées et un travailleur qui voudrait bien « en placer une » nous racontent le village. Unhais da Serra, c'est d'abord la famille Garretto, propriétaire de presque tout et notamment de l'usine textile, où sont employées beaucoup de femmes du village. Voilà sans doute pourquoi elles sont révolutionnaires. En 1969, elles s'étaient d'ailleurs mises en grève et il fallut l'intervention de la G.n.r. et l'utilisation des armes à feu pour « tout faire rentrer dans l'ordre ». Le 11 mars, elles sont descendues dans la rue et ont commencé à dresser des barricades.

L'histoire de l'usine est intéressante. C'est l'ancien curé du village, le padre Alfredo, qui l'a créée avec l'argent amassé. Mais les nécessités du développement et les hasards de la compétition vinrent à bout de ses maigres moyens et l'obligèrent à vendre son usine à l'un des grands propriétaires de la région : Garretto. Elle emploie aujourd'hui plus de six cents personnes.

Le Garretto en question est propriétaire de tout, non seulement dans le village, mais aussi dans la région. Il possède plusieurs usines, dont celle de Unhais. Il est propriétaire en outre de deux centrales électriques qui lui fournissent l'énergie dont il a besoin. Enfin, la quasi-totalité des terres lui appartiennent dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. « Il nous donne une sardine et, à la fin de

→



La pause « casse-croûte » pour les ramasseuses de liège, dans l'Algarve.



Mario Soares accueilli par les enfants dans un village du sud.

CHRONIQUES PORTUGAISES

→

l'année, nous devons lui donner un cochon entier ». Garretto afferme toutes les mauvaises terres qu'il possède dans des conditions particulièrement draconiennes. La plupart des parcelles ne sont « pas plus grandes qu'un demi-terrain de football ». Il est difficile d'en tirer même le minimum vital et il n'est pas rare que, à la fin de l'année, il n'y ait même plus de quoi payer la rente.

« Plus personne ne veut tenir une bêche aujourd'hui » : chandail noir, jupe noire, bas noirs, Maria étincelle. Le soleil s'accroche dans ses yeux noirs, joue avec ses cheveux blancs ; droite comme un i, elle toise les « jeunes » de soixante ans qui se prélassent sur les marches. A 82 ans, elle cultive encore son lopin. Seules les vieilles femmes cultivent encore la terre. Les jeunes sont à l'usine, les hommes émigrent. Petites parcelles et grands propriétaires, plus personne n'accepte de travailler dans de telles conditions. Maria se rappelle encore le temps où les troupeaux étaient gardés communautairement, où dans les situations difficiles tous ensemble travaillaient successivement les parcelles de chacun. Mais cette organisation communautaire a disparu avec l'arrivée de l'usine, qui a cassé les structures traditionnelles. Maria se moque un peu des jeunes, mais on ne peut discerner aucune animosité dans ses propos. Elle sait trop bien de quoi il retourne pour en vouloir à ceux qui s'en vont.

« J'ai passé dix ans en France. Je viens de rentrer et, pour le moment, je me repose un peu. » C'est l'homme de notre groupe qui parle. Il est jeune, désinvolte tant qu'il nous parle de ce qui est pour lui la pluie et le beau temps. A savoir tout sauf les problèmes de l'émigration. « L'émigration, ça n'est pas seulement les belles maisons fraîchement construites que vous voyez un peu partout. Ici, quand on émigre, on emporte tout. On revient au bout d'une dizaine d'années avec entre quatre et dix millions, on achète quelques animaux et ensuite on essaie de ne rien faire. »

« Ça m'est vraiment difficile de parler de ce problème au fond, me dira-t-il plus tard quand nous serons seuls. Pendant dix ans, je me suis vraiment senti comme un chien. Vous ne pouvez pas imaginer comme les femmes nous regardent, ou plutôt comment elles parviennent à ne jamais nous voir. Dans le métro, parfois, elles nous utilisent en se frottant contre nous, mais ce n'est que pour mieux nous rejeter ensuite. J'en suis arrivé à comprendre ceux qui violent. D'une certaine façon, ils ont de la chance : c'est ça qui leur permet de ne pas devenir fous. Il n'y a pas d'alternative. Je me rappelle une fois, en 1965, au moment de la première campagne Mitterrand, je travaillais dans une entreprise spécialisée dans la peinture extérieure de bâtiments. Je venais d'arriver en France et je ne parlais pratiquement pas français. Nous venions de passer deux mois à repeindre un immeuble de bureaux. Presque tout le personnel était féminin. Pas une fois je n'ai vu leurs yeux. A devenir fou ! Ce jour-là, donc, nous attaquions un nouveau bâtiment.

Au quatrième étage, une fenêtre s'est ouverte et un type a engagé la conversation sur la campagne électorale. Je répondais comme je pouvais, mais ça a duré quand même une demi-heure. Quand il a refermé la fenêtre, j'ai chanté. Enfin je me sentais un être humain. Ça ne m'est pas arrivé si souvent en dix ans. Maintenant que je suis enfin rentré dans mon village, je ne veux plus en partir. Pour moi, tout ce qui se passe à Lisbonne est intéressant, mais ça ne sera valable que si ça nous permet à tous de travailler où nous désirons. C'est-à-dire chez nous. »

« De vraies esclaves... » Notre cercle s'est agrandi et des femmes plus jeunes participent maintenant à la discussion. « Dans l'usine comme sur les terres qu'il conserve en exploitation directe — les meilleures, bien sûr — Garretto emploie beaucoup de très jeunes femmes, dans des conditions que nous voudrions d'un autre monde. » «Non seulement le travail est dur, mais il n'est presque pas payé» (dans l'usine le salaire a quand même augmenté de plus de cinquante pour cent depuis le 25 Avril), dit un homme qui vient d'arriver. Son regard s'allume de haine. Celui de sa voisine s'abîme dans les nuages. Mort au monde. Plein de résignation. « Il n'y a pas que le problème du salaire. Il en fait ce qu'il veut, même des putes. Il les traite comme des machines, comme des chiennes. » Il répète plusieurs fois : « Comme des chiennes ». Silence. « Cette canaille ne les a pas tuées, seulement parce qu'il n'a pas voulu ». Personne ne pouvait rien, à Unhais da Serra, contre Garretto ; d'où l'émigration, malgré l'usine ou peut-être à cause d'elle. Garretto, avec toutes les usines et toutes les terres, détient en fait un monopole d'un genre particulier qu'on oublie souvent d'évaluer : le monopole de l'emploi de la force de travail. « Il possède tout ici, dit quelqu'un d'une voix triste. Même les gens. » « Pas moi », réagit aussitôt une jeune femme, brisant ainsi cette fascination du désespoir dont on ne sort pas encore si facilement dans les campagnes portugaises.

Tout commença par une chanson...

« Grandola, terre de la fraternité, chez toi c'est le peuple qui commande. » Il est cinq heures de l'après-midi, nous nous promenons dans les rues de Unhais : Francisco Faniais, ancien curé, chanteur populaire et contestataire, José Afonso, l'auteur de « Grandola Villa Morena » — la chanson avec laquelle les militaires ont donné le signal du coup d'Etat du 25 Avril — et quelques autres. Tout le monde la connaît aujourd'hui, cette chanson, et derrière nous une vingtaine de fillettes et de gamins nous suivent en la chantant à tue-tête. Faniais et Afonso s'arrêtent. Un cercle se forme et, pendant une heure, au milieu du village, tous reprennent ensemble les chansons populaires du moment.

« Vous vous rendez compte, mais est-ce que vous vous rendez vraiment compte ? » L'homme hurle, il brandit le micro plus qu'il ne l'utilise. « C'est la première fois qu'on nous laisse nous servir d'un machin comme ça, c'est la première fois qu'on nous permet de dire tout haut ce que nous pensons. »

Nous sommes dans la salle du village. Presque tout le monde est venu assister au meeting de la Ligue d'unité et d'action révolutionnaire (Luar). Tout le monde est présent, parce que tous veulent apprendre mais aussi parce que, outre les discours, il y aura des chansons. Pas de meeting, en effet, de cette organisation sans d'amples débats avec la salle et sans les chansons de Fanais, de Ze Afonso et même de Sergio Goudinho, les trois chanteurs les plus populaires aujourd'hui.

« Je refuse la mort en chantant. Je refuse la solitude. »C'est ainsi que Faniais invite l'assemblée à reprendre avec lui les refrains de ses chansons. Elles alternent avec la discussion, « car nous ne sommes pas ici pour un festival », dira Ze Afonso. La succession de l'un et de l'autre se fait si harmonieusement qu'à un moment la salle toute entière refusera les chansons pour prolonger le débat politique.

Ze possède un art exceptionnel qui lui permet de parler de l'Histoire et de la vie de son pays sur une musique véritablement portugaise. Quel plus bel hommage que celui que lui rendait un paysan après l'avoi entendu chanter les événements de Setubal et le coup d'Etat du 11 mars ? Après avoir participé au chœur de l'assemblée toute entière, il crut nécessaire d'ajouter : « De plus, j'ai appris plein de choses. J'ai compris ce qui s'était vraiment passé. » A l'inverse de ce qui arrive dans le meilleur des cas, d'habitude, en entendant Ze ou Faniais on a envie de mettre leurs chansons en discours.

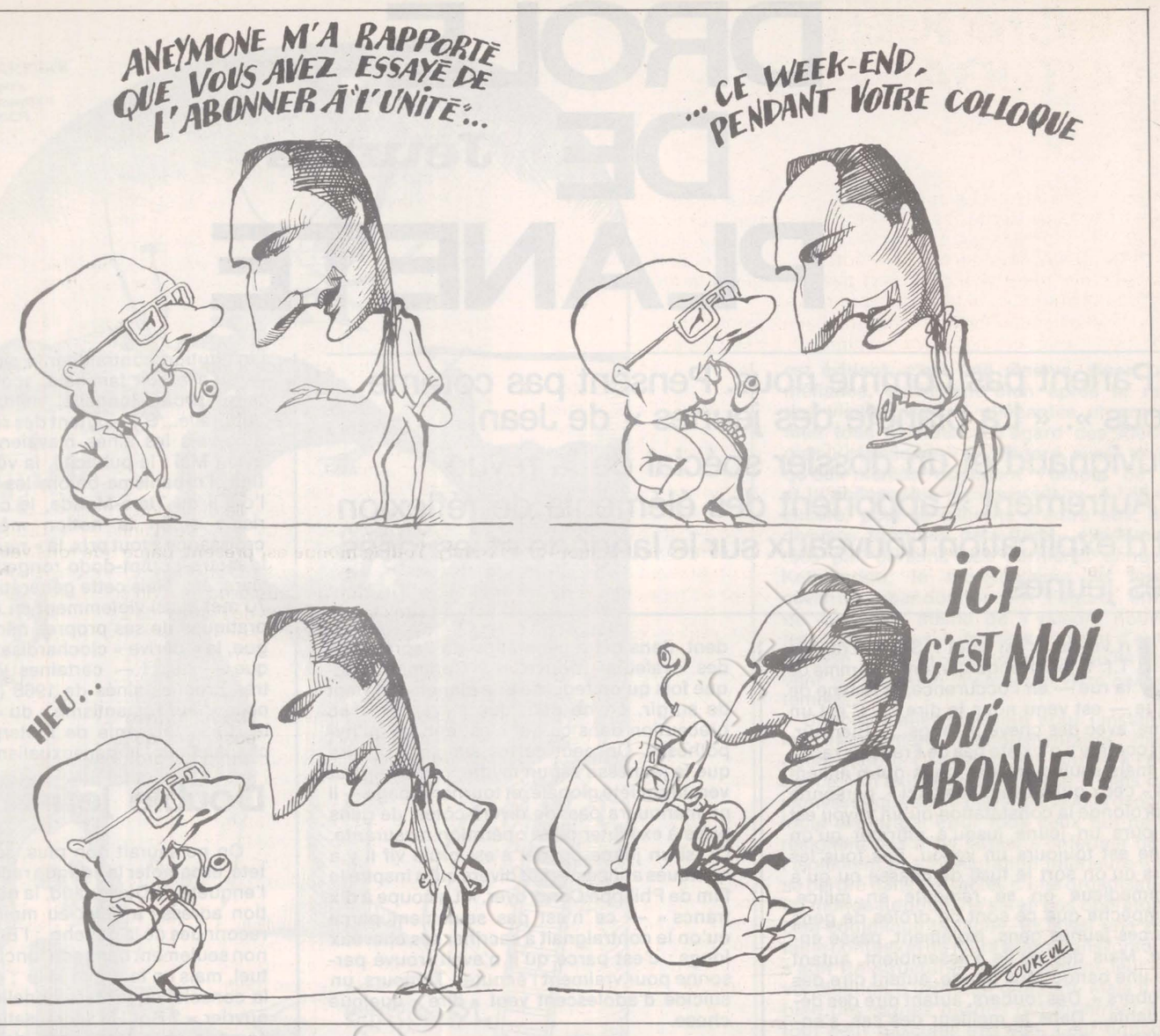
« Ce que nous voulons, c'est créer des lacs où nos poissons puissent nager. Nous ne demandons pas des votes, mais si par malheur on revient en arrière, si le fascisme revient sous une forme ou sous une autre, nous demandons que les portes des travailleurs s'ouvrent à nos combattants.» Camillo Mortagua, dirigeant de la Luar, est très clair dans ses propos ; il fait devant les paysans exactement la même analyse que devant les intellectuels de Lisbonne. Seul le langage change. Ce qui est extraordinaire c'est de voir avec quel bon sens les paysans réagissent aux problèmes qu'il soulève. Souvent ils interviennent directement, comme celui-là qui après lui avoir posé une question lui dit : « Et si ta réponse ne me plaît pas, je donnerai la mienne. »

« S'il y a une chose dont nous ne voulons plus entendre parler c'est bien du fascisme ». Là-dessus tous sont unanimes. Lorsqu'un agriculteur a rappelé que « si on continue à dire « Je ne comprends rien à la politique », un jour Caetano se retrouvera au gouvernement », j'ai vu la main d'une vieille femme se serrer sur l'épaule de sa voisine.

Pour le reste il est fréquent que les opinions soient partagées, surtout sur les problèmes généraux. Mais dès qu'il s'agit des problèmes de l'usine, des exactions de Garretto, de la nécessité de créer des crèches, par exemple, alors tout le monde se retrouve. Autre facteur d'unité : l'anticléricalisme. Lorsque Faniais chante, de la salle on lui envoi des couplets que tous reprendront en chœur et où l'on attaque non plus l'Eglise, la bourgeoisie, le fascisme en général mais tel ou tel de ses représentants locaux dûment nommé.

Le « comice » durera jusqu'à une heure du matin. A la sortie un berger joue d'une flûte qu'il a faite lui-même, pendant que les discussions se poursuivent par petits groupes. Nous nous retrouvons dans une maison du village avec, outre les chanteurs, une vingtaine de personnes. Il fait froid. On nous apporte une bassine en cuivre remplie de braises autour de laquelle nous nous réchauffons. Un papier d'argent posé à même les cendres leur permet de conserver la chaleur. Quand on l'enlève elles apparaissent rougeoyantes ; Ze regarde ce brasero pendant que nous parlons. Profitant d'un moment de silence, il dit : « Je crois que j'ai trouvé une nouvelle chanson, regardez ces cendres : c'est le Portugal sans vie tel qu'il apparaissait l'année dernière encore. Le papier d'argent, c'est le fascisme qui empêche de respirer. On pourrait croire qu'il n'y a pas de vie sous lui. Il suffit de l'enlever et les braises rouges apparaissent à nouveau. » Pas le rouge d'un parti, celui du peuple et de la gauche toute entière.

MAURICE FABIEN



A CHAQUE LECTEUR SON ABONNE

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance que revêt, pour un journal comme le nôtre, la progression régulière du nombre de ses abonnés. C'est parce que nos appels ont été entendus que nous avons pu atteindre en 1974 notre équilibre financier, ce qui ne constitue pas un mince résultat lorsqu'on connaît les difficultés auxquelles doit faire face à l'heure actuelle l'ensemble de la presse, y compris les plus grands journaux.

Mais nos ambitions ne s'arrêtent pas là. Nous voulons progresser encore et, pour cela, gagner des milliers de nouveaux abonnés. C'est pourquoi nous venons de lancer une nouvelle grande campagne d'abonnements spéciaux à laquelle nous demandons à chacun de nos abonnés, à chacun de nos lecteurs de participer directement.

Vous connaissez tous un parent, un ami, un sympathisant qui pourrait être intéressé par « l'Unité », qui l'a vu ou entendu citer à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite, mais qui n'a pas encore eu le journal entre les mains. Donnez lui l'occasion de le lire vraiment en souscrivant pour lui un abonnement spécial à 50 francs qui lui permettra de recevoir « l'Unité » pendant 20 semaines. Si, comme nous l'espérons, ce délai lui a permis d'apprécier le journal, il se réabonnera lui-même à la date d'échéance. Vous aurez été en quelque sorte son parrain. Vous aurez ainsi apporté une nouvelle contribution au développement de l'hebdomadaire du Parti socialiste et aidé du même coup le Parti lui-même, qui a besoin d'un moyen d'expression de plus en plus puissant.

Cette campagne spéciale « un nouvel abonné pour chaque lecteur » va durer un mois. N'attendez pas pour y participer, en remplissant le bulletin ci-contre et en le retournant avec un chèque 41, boulevard Magenta, 75010 Paris. Merci à tous.

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL

Je soussigné .....

.....

abonné ☐

lecteur au numéro de « l'Unité » ☐

désire souscrire un abonnement spécial

à 50 francs pour 20 semaines au nom de :

.....

.....

.....

Je vous adresse ci-joint

un chèque bancaire ☐

un chèque postal ☐

ou virement au C.c.p. « l'Unité » 303.49.80 La Source. ☐

Date et signature

Le bulletin d'abonnement normal est en page 30.

DROLE DE PLANETE

Jeunes

« Parlent pas comme nous. Pensent pas comme nous ». « La planète des jeunes » de Jean Duvignaud et un dossier spécial de la revue « Autrement » apportent des éléments de réflexion et d'explication nouveaux sur le langage et les idées des jeunes.

Un voyou, c'est quoi ? Sur l'écran de T.f. 1, tout tranquillement, l'homme de la rue — en l'occurence, la femme de la rue — est venu nous le dire : « C'est un jeune, avec des cheveux longs... » Bien sûr, tout comme il n'existe pas de Français racistes mais seulement des gens qui n'aiment pas « ceux qui ne sont pas d'ici », personne ne prolonge la constatation qu'un voyou est toujours un jeune jusqu'à affirmer qu'un jeune est toujours un voyou. Pas tous les jours qu'on sort le fusil de chasse ou qu'à Sommedieue on se rameute en milice. N'empêche que ce sont de drôles de gens que ces jeunes gens. Isolément, passe encore. Mais dès qu'ils s'assemblent, autant dire une bande. Une bande, autant dire des « loubars ». Des loubars, autant dire des délinquants... Dans le meilleur des cas, s'entendent — ou se sous-entendent — les reproches qu'on fait toujours à « l'autre », à celui qui fait peur parce qu'il est différent : « Parlent pas comme nous. Pensent pas comme nous. »

Sur la « parole » des jeunes des années 70, hormis le constat rudimentaire d'une mutation, on ne sait — encore — à peu près rien. Dans leur commentaire de l'enquête sur les 18-24 ans qu'ils viennent de publier, « La planète des jeunes » (Stock), Jean Duvignaud et ses coéquipiers de l'université Rabelais de Tours ont entre autres le mérite de soulever — même en ne faisant que l'effleurer — ce problème capital auquel doivent s'affronter les militants, les enseignants, etc. : « Les jeunes mettent en cause non seulement la syntaxe, mais la sémantique... En Mai 68, le langage officiel dominant a perdu son prestige... il demeure, mais n'est qu'une parade, un mauvais théâtre où se joue la comédie sociale. Le vrai langage des jeunes est démembré, désarticulé, fluide, contourne les concepts et les énoncés, trouve l'image plus que l'idée abstraite, erre parmi les synonymes, les comparaisons. Dans une certaine mesure, cette langue se confond avec celle de cette musique « pop », qui a exercé un rôle fantastique depuis plus de dix ans. »

Est-ce à dire qu'à cette nouvelle « parole jeune », qui ne ressemble déjà plus à celle de 1968 — seuls les plus âgés des centaines d'interviewés de l'enquête Duvignaud ont vraiment vécu cette période — correspondent, dans cette génération de l'après-Mai, des « valeurs » nouvelles ? Comme à chaque fois qu'on regarde une planète qui vient de surgir, on ne peut que s'avancer avec précaution dans ce qui n'est encore qu'hypothèses. On peut certes simplement dire que la jeunesse est un mythe, renvoyer tout vers la société globale, et tourner la page — il ne manquera pas, de divers côtés, de gens prêts à exécuter cette opération rassurante. Or, si un jeune ouvrier s'est brûlé vif il y a quelques années — fait divers qui a inspiré le film de Philippe Condroyer, « La coupe à dix francs » — ce n'est pas seulement parce qu'on le contraignait à sacrifier ses cheveux longs : c'est parce qu'il n'avait trouvé personne pour vraiment l'écouter. Toujours, un suicide d'adolescent veut « dire » quelque chose.

1968 contesté

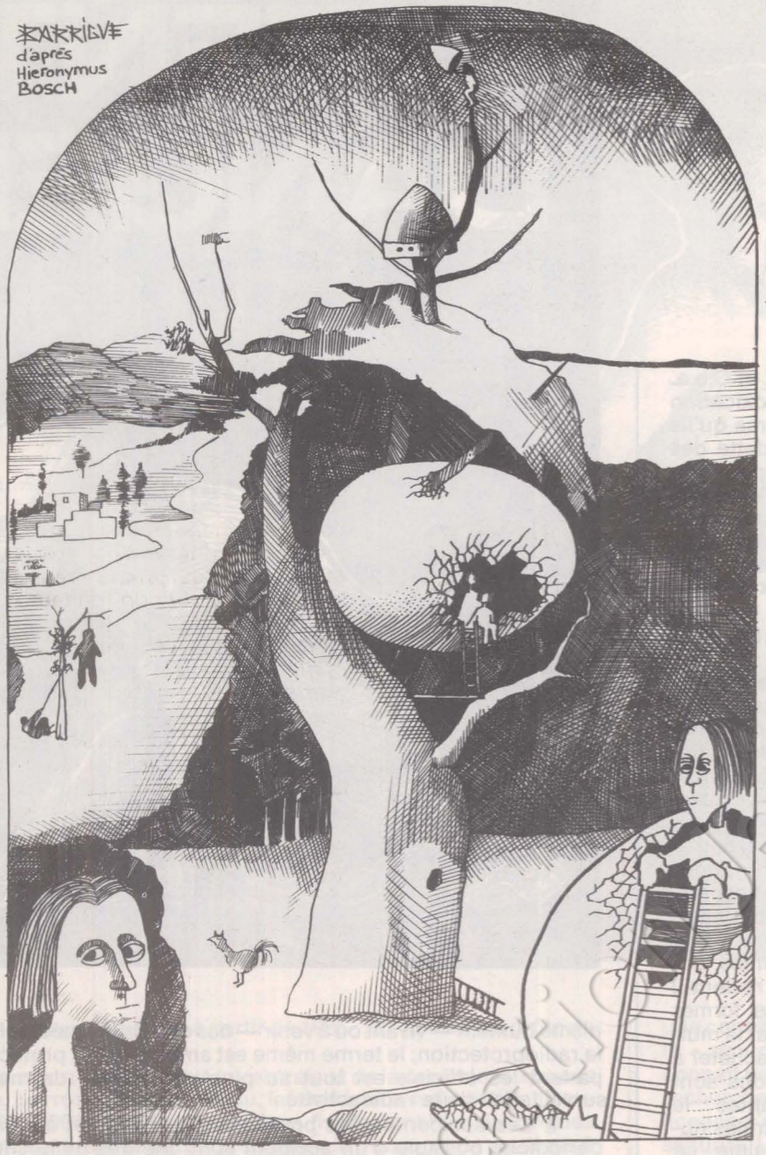
Une fois écarté le terme mystificateur de « classe d'âge » et une fois admis que tout cela ne s'oppose pas plus à la réalité sociale que le combat politique ne saurait évacuer ces nouvelles réalités, il n'est donc pas sans intérêt d'examiner les hypothèses de « La planète des jeunes ». Et celles que, pour son premier numéro, la revue trimestrielle « Autrement » présente dans son dossier « Jeunesses en rupture ». Même si l'on peut adresser à ce dernier, au premier coup d'œil, le reproche de faire la part trop belle aux déviances, y compris les déviances les plus « négatives ». Mais, après tout, même ces dernières — toxicomanie, suicide « sociopathique », délinquance — présentent l'avantage de constituer des symptômes lisibles, de dessiner « en creux » certains contours de la jeunesse actuelle et, souvent, de s'expliquer comme autant de refus. Or, c'est un point qui frappe dans les deux enquêtes : le « refus » des adolescents et des jeunes hommes de 1975 est une notion essentielle qui paraît à la fois plus complexe que la vague dénonciation de « la société » et des « vieux », et si étendue qu'elle atteint jusqu'aux valeurs mises en avant par « ceux de 68 ».

Pour beaucoup de ces thèmes de contestation, rien de nouveau sous le soleil : on cherche à rejeter tout ce qui ressemble à l'institution contraignante sinon répressive — qu'elle soit familiale, scolaire, universitaire, professionnelle, militaire, policière, culturelle... S'y ajoutent des refus nouveaux, auxquels les aînés n'avaient guère pensé avant Mai : la publicité, la voiture, la pollution, l'urbanisme-béton, les bureaucraties, l'oubli du Tiers-Monde, le centralisme parisien sinon la notion même d'Etat, la croissance à tout prix, la « réussite » sociale, le métro-boulot-dodo rongeur du temps de vivre, etc. Mais cette génération des années 70 met aussi violemment en cause diverses pratiques de ses propres minorités (la drogue, la « dérive » clochardisante) aussi bien que — déjà ! — certaines valeurs de ses très proches aînés de 1968 (ce qu'elle appelle « leur romantisme » du « pouvoir dans la rue », la manie de l'interprétation psychanalytique, le pansexualisme...).

Double jeu

On ne saurait non plus, sans malhonnêteté, escamoter la critique radicale que, dans l'enquête de Duvignaud, la nouvelle génération adresse à deux au moins des valeurs reconnues de la gauche : l'Ecole, contestée non seulement dans son fonctionnement actuel, mais en tant que telle ; et — avoir « de la conscience professionnelle », être « bon ouvrier » ? Bof ! — la sacralisation du travail (y compris chez les jeunes de la classe ouvrière, les fils de « prolos H.l.m. »). « Comme si, commente Duvignaud, une nouvelle représentation était apparue qui « laïciserait » le travail dont le capitalisme et le socialisme ont fait une « religion d'Etat ». On n'en parle plus comme du seul but à la vie... quelque chose est mort : l'idée d'un lien inévitable entre l'activité humaine et l'activité laborieuse » — ce que confirment aussi bien la montée du « turn over », c'est-à-dire la rotation dans les entreprises, que les études du Dr Jean Rousselet et du sociologue Gérard Mauger dans la revue « Autrement ».

C'est notamment à partir de ce dernier point que s'articule l'hypothèse centrale de « La planète des jeunes » : celle de l'existence de « niches » bien à soi où cherchent à se réfugier les 18-24 ans d'aujourd'hui, afin d'échapper, pour certains, à l'amertume de l'échec de Mai 68 et, pour tous, à la massification croissante des sociétés et à l'écrasement techno-bureaucratique. Paradoxalement, le travail désacralisé, le travail-simple moyen, est l'une de ces « niches » : rien qu'un job « alimentaire » préservant une bonne part de liberté individuelle, le moins possible aliénant sinon enrichissant, ou dont on peut changer aisément — puisque, de toute façon, les effets (chômage, licenciements économiques, déqualification) de l'actuelle crise du capitalisme rendent tout si précaire. Pour ces émigrés de l'intérieur, il est d'autres îlots où préserver leur individualité. Peut-être les plus « petits-bourgeois » : le foyer, le loisir volontiers passif ; mais



aussi la « niche » idéologique (la secte-groupuscule) ; ou celle des microsociétés : bande structurée ou plus informelle, « communauté », elles-mêmes porteuses souvent d'une morale solidariste nouvelle qui est loin d'être, a priori, réactionnaire — et que, mieux que les livres, a illustrée le cinéma (« Les cœurs verts » de Luntz, « La virée superbe » de Vergez...).

Car ce repliement est-il, pour autant, une chute dans l'égoïsme et le conformisme ? Il est tentant, à ce propos, de rapprocher les travaux du Duvignaud et d'« Autrement » de ceux publiés l'an dernier, sur les 10-16 ans cette fois, par Annick Percheron dans la « Revue française de science politique » et qui réactualisaient une enquête antérieure (parue depuis en livre, « L'univers politique des enfants »). Annick Percheron relève évidemment, dans son échantillon de préadolescents, le clivage traditionnel droite (10 %) - gauche (12%) et une masse idéologiquement non identifiable (63%). Mais, aussi, un groupe important (14%) refusant à la fois la droite et la gauche : enfants de toutes origines sociales, mais vivant dans une famille aux structures d'autorité non rigides et dans un milieu urbain — donc en relative situation de rupture. Or, ce groupe, sur les thèmes du refus de la soumission, de la valorisation des « manifs » et — plus important encore — du détachement à l'égard des valeurs traditionnelles, rejoint exactement les « enfants de gauche »... Nous permettra-t-on de supposer que c'est ce courant-là qui, ensuite, « fabrique » chez les 18-24 ans la très ambivalente génération décrite par « La planète des jeunes » : réellement contestataire des valeurs établies, mais que sa « rupture » empêche de se fixer idéologiquement et pousse vers un égoïsme que Duvignaud qualifie plutôt d'« égotisme » ?

Pas d'émigration intérieure

Cela expliquerait bien, en tout cas, pourquoi les jeunes de l'après-Mai ont recours au « double jeu » : ils « pratiquent d'autres valeurs que celles dont on fait montre ; connaissent l'efficacité des valeurs adultes (« pour avoir la paix ») mais, en même temps, savent que l'existence a pris un autre cours ». C'est-à-dire, ajoute Duvignaud, qu'« on prend de l'information ce qui nous concerne, on tire la culture d'un peu partout... On prend un métier, bon ! On traite avec la société de papa, bon ! Et l'on garde pour soi la part la plus puissante, la plus fascinante, celle du gaspillage somptuaire d'énergie, de vitesse, de danger, de fraternité, de bonheur, en somme... »

Cette technique que les jeunes de 1975 veulent conservatoire de leur essentiel, eux-mêmes ne savent pas si elle relève du scepticisme ou du simple réalisme. Ce qui est évident, c'est une réserve, sinon une méfiance, subsistant bien après le rejet des vieilles valeurs aliénantes et proclamée tous azimuts. A l'égard des idéologies « classiques ». A l'égard aussi de ce qu'eux-mêmes nomment l'utopie de 68 et la philosophie groupusculaire. A l'égard encore, pour la majorité d'entre eux, des diverses formules de « fuite » expérimentées par certains ces dernières années : Katmandou, le marginalisme, la ferme cévenole abandonnée... A l'égard, enfin, de la notion même de « valeurs nouvelles », sauf celles — frottées souvent d'autogestion ou de proudhonisme — qu'ils peuvent, à l'occasion, inventer et vivre concrètement.

Difficile d'aller plus loin pour l'instant : les informations complémentaires manquent encore. Car moins que jamais, à l'évidence, il n'existe une Jeunesse ; mais des jeunesses que seule peut-être la microsociologie explorera. Pour tous ceux qui ne se résignent pas à les laisser s'enfermer dans l'isolement et « l'émigration intérieure » ou se perdre dans les sables d'une organisation du monde futur qui ne serait pas opératoire, cela complique la tâche. Et aussi une certaine confusion de leurs aspirations lorsqu'il s'agit de structurer politiquement leur revendication d'un statut différent. Mais il y a bien des signes positifs qui montrent que tout peut basculer très vite. Leur engagement dans les luttes sociales — surtout quand elles mobilisent leur imagination et leur goût de l'initiative — ou sur les divers terrains de la qualité de la vie... Leur participation à la grande bataille politique d'avril-mai 1974... Et toutes les riches potentialités que contiennent les résultats des enquêtes que nous avons évoquées.

Les jeunes de 1975 « dupes ou prophètes ? », s'interroge la revue « Autrement » dans son titre de dossier. Ni l'un ni l'autre. Mais des jeunes en attente. Et sûrement pas endormis à jamais dans leurs refuges. S'il fallait à ce sujet corriger Duvignaud, ce serait d'ailleurs sur sa terminologie des « niches », qui évoque trop les « chiens de garde » qu'ils se refusent d'être. Des œufs, plutôt. Car les œufs peuvent certes se briser, ou pourrir. Mais ils ont aussi une chance raisonnable de germer et de donner des êtres vivants.

SERGE RICHARD

POUR LE PORTUGAL

22 avril à 20 heures à la Mutualité
rue Saint-Victor Paris 5e

GRAND GALA
DE SOLIDARITE

organisé par l'Association France-Portugal

AVEC PIA COLOMBO
ET MAURICE FANON

Centrales nucléaires

Nous accusons le gouvernement et ses agences (E.d.f. et C.e.a. notamment) de se livrer à une véritable campagne d'intoxication psychologique, en éludant des problèmes graves, parce qu'ils n'ont pas encore de solution, tandis qu'ils mettent en vedette des problèmes partiels tels que la localisation des centrales pour détourner l'attention du public tout en divisant l'opinion. » C'était le 6 mars 1975 : 400 scientifiques — dont de nombreux physiciens — publiaient un texte de 12 pages mettant en pièces les arguments « officiels ». En réponse aux luxueuses brochures que Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, l'E.d.f. ou le C.e.a. expédient aux élus des zones « intéressées », des chercheurs faisaient savoir aux Français étonnés que l'électricité d'origine nucléaire présentaient des inconvénients dont ils n'avaient jamais entendu parler.

Refusant un véritable débat, le gouvernement venait de tenter une singulière opération : faire accepter par les collectivités locales l'implantation de « ses » centrales. Puis réduire à rien — ou à quelques banalités — les discussions qui doivent avoir lieu à l'Assemblée nationale. Avec un argument de poids : « Les élus locaux ont déjà accepté que les centrales soient construites. Vous n'allez pas, avec vos questions, remettre en cause leurs décisions ? Leur autorité ? » Et pour prouver que, de toute manière, il n'y avait aucun danger — ou si peu — on faisait donner, par quelque scientifique en retraite, les grandes orgues. Le temps hier où les physiciens français se taisaient est fini. Alors, sans que le gouvernement l'ait voulu, le véritable débat commence.

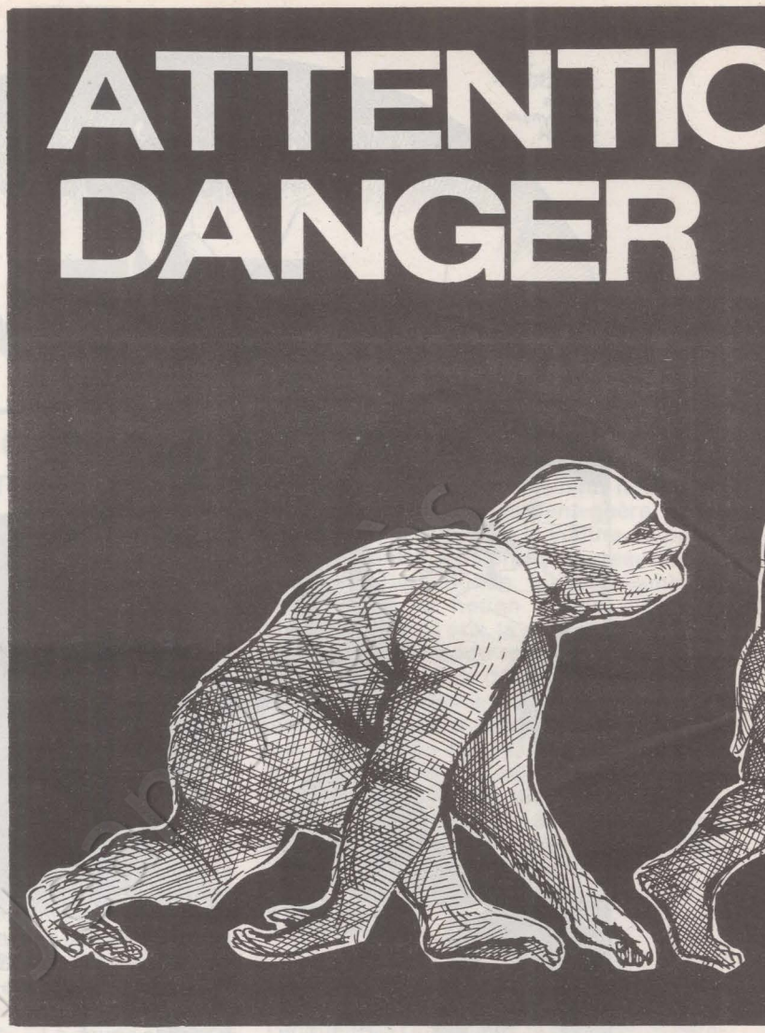
« Le nucléaire «pacifique»pose toute une série de problèmes. Les uns sont d'ordre économique : le kwH d'origine nucléaire revient-il plus ou moins cher que les kwH produits à partir d'autres formes d'énergie ? L'indépendance de notre pays est-elle assurée par la multiplication des centrales nucléaires alors que la France doit acheter à l'étranger près de la moitié de son uranium ? Ces questions sont réelles. Mais il en est d'autres qui me semblent plus importantes : le fonctionnement, dans des conditions industrielles, des centrales nucléaires ne met-il pas en jeu trop de vies humaines ?»Calme, ce chercheur hésite sur les mots. Spécialiste de physique nucléaire, il n'aime pas « cracher dans la soupe ». Mais il remarque : « Seulement, nous savons à quel point la sécurité est une chose relative. Alors... »

Alors, d'autres scientifiques, chercheurs, enseignants et ingénieurs de l'université de Paris XI (Centre d'Orsay) viennent de publier une plaquette sur les « risques et dangers du programme électronucléaire ». Leur brochure s'adresse à ceux qui ont reçu les luxueux dépliants du ministère de l'Industrie ou de l'E.d.f. Et, dans un langage simple, ils font le point sur ces risques. En 28 pages, ils donnent l'envie de devenir écologiste...

Hors de tout contrôle

Tout le monde le sait, une centrale nucléaire n'est pas une bombe atomique. Le texte envoyé aux élus par d'Ornano est catégorique : « On notera tout d'abord qu'il est physiquement impossible à un réacteur nucléaire d'exploser comme une bombe atomique. » « C'est probablement un problème de grammaire, répondait le représentant des 400 lors d'une conférence de presse. En effet, les réacteurs surgénérateurs risquent des accidents dont le mécanisme est rigoureusement le même que celui des bombes atomiques. » Et si les « réacteurs à neutrons lents » ne présentent pas les mêmes inconvénients, les interrogations qui demeurent n'en sont pas moins importantes. Les problèmes techniques posés par les centrales sont :

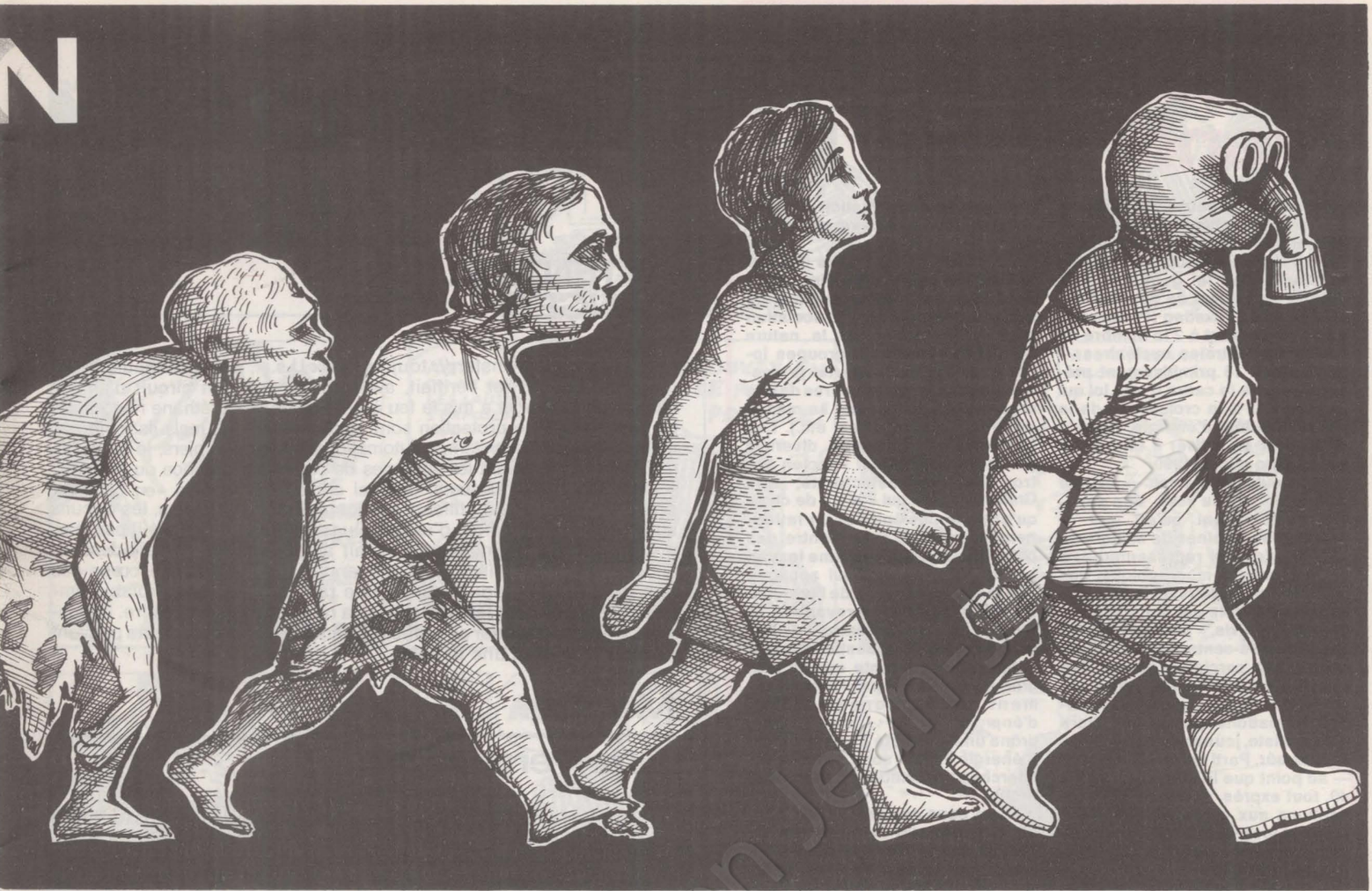
▶ La radioactivité : les noyaux des corps radioactifs (l'uranium, le plutonium) se transforment et se désintègrent en émettant un rayonnement. Ce rayonnement, dont on ne connaît pas la dose maximale admissible, risque, même lorsque la centrale fonctionne normalement, à cause des concentrations biologiques, d'infliger à l'organisme humain — vivant ou à venir — des dégâts irrémédiables. Quant à la radioprotection, le terme même est ambigu : la « protection » dont parlent les officiels est tout au plus un système de mesure et de surveillance de la radioactivité.



▶ Les accidents : les probabilités qui servent à « calculer » la périodicité possible d'un accident sont une très belle chose : de la même façon, le Français moyen croit aux probabilités lorsqu'il s'agit du tiercé, mais il n'y croit plus lorsqu'il s'agit des accidents automobiles. On parle donc aux Français des « accidents majeurs » possibles. Mais en ajoutant qu'il est pratiquement impossible de calculer leurs fréquences : donc, ils n'existent pas. Et, pour le restant, les « petits incidents », il suffirait de « faire confiance aux études »...

▶ Les déchets : là, les officiels admettent qu'un problème existe. Mais si l'on explique qu'en l'an 2000 il y aura à stocker 300 000 m3 de déchets de moyenne activité et 40 000 m3 de déchets de forte activité, on s'arrête là. Mais c'est quoi, 40 000 m3 ? Et, sutout, quelles sont les conséquences du stockage d'un tel volume de déchets ? Ce que les officiels ne disent jamais, c'est quelle est la radioactivité dégagée par ces stocks. Or, aujourd'hui, les scientifiques le révèlent.

La radioactivité contenue dans les déchets d'une centrale au moment de leur transfert dans une usine de traitement ne représente peut-être plus que 2 % de la radioactivité totale. Ce qu'il faut ajouter, c'est que ces 2 % représentent quelques dizaines de millions de curies. Or, les concentrations maximales de radio-éléments admises par le corps humain varient entre le millième et le microcurie. C'est dire si la garde à monter auprès de ces stocks est capitale ! Au point que William A. Sanders, le directeur de la N.r.c. (Nuclear Regulation Commission) aurait reçu du président Gerald Ford l'autorisation « orale » de constituer une milice fédérale chargée de protéger les installations nucléaires et les transferts de matières fissiles. Mais, surtout, les officiels passent sous silence le fait que 0,5 % du plutonium produit dans un réacteur disparaît, tout simplement ! C'est au cours du traitement des déchets radioactifs que ces 0,5 % se volatilisent. Dans la brochure « Risques et dangers du programme électronucléaire », les auteurs expliquent que ces 0,5 % échappent « ainsi à tout contrôle : ceci correspond à une perte de 1 kg de plutonium environ par 1 000 Mw et par an ». 1 000 Mw, c'est une tranche d'une centrale. Autant de tranches, autant de kilos. Or, avec une boule de plutonium de la taille d'un pamplemousse, on peut tuer toute la population de la planète — la dose admissible est de 5 milliardièmes de gramme. Le pamplemousse de plutonium pesant environ 4 kilos, il est simple de calculer le nombre



de pamplemousses « égarés » à partir de 1985 : 37 par an. Un drôle de dessert...

▶ Le transport : de la mine à la centrale et de la centrale aux zones de stockage, par route, rail ou bateau, les matériaux radioactifs circulent. En 1974, 1 000 convois de matières fissiles ont, sur de longues distances, traversé la France. Sans compter le transport de matières à faible activité. Au fur et à mesure des années, le nombre de convois va croître. Et c'est là un des maillons les plus faibles de la chaîne. On a beau prévoir que les containeurs puissent résister à une chute de 9 mètres sur une surface indéformable, à un feu de 30 minutes, à une immersion par 15 mètres de profondeur, l'accident bête et méchant est toujours possible. Décembre 1974 : dans la gare de Narbonne, deux containeurs se heurtent. Sur 4 km, la voie ferrée va être parsemée d'uranate de magnésium. Février 1975 : un camion d'uranate de sodium perd une partie de son chargement près de Béziers. Sur plusieurs centaines de mètres, la route devra être refaite.

Dans le transport, tout au long de cette toile d'araignée tissée sur la France, des mines aux usines de traitement, en passant par les centrales, de Marcoule à la Hague, en passant par Lyon et Paris, l'élément « humain » pèse lourd.

Guerre des filières

Si « l'accident maximum » d'un réacteur à neutrons lents peut être envisagé sans « effet de souffle », sans explosion, son caractère « invisible » n'en rend pas moins sa gravité réelle. L'Histoire — fort jeune — du nucléaire pacifique est ponctuée d'accidents mineurs, de « bricoles » qui n'ont peut-être pas fait les grands titres des journaux, mais qui, tout au moins, permettent de tempérer l'optimisme des officiels. D'autant que, durant toutes ces années, les réacteurs en état de marche ont été traités plutôt comme des laboratoires que comme les éléments d'un ensemble destiné à la production. Le programme français, basé sur une technologie mal maîtrisée, étrangère de surcroît, a de quoi laisser rêveur.

Car la guerre des filières, perdue pour la filière française en 1970, a une conséquence directe sur la sûreté des centrales. Comment étudier la « sécurité » d'une centrale que l'on n'a pas conçue, dont on ne connaît pas — ou mal — toutes les données ? Jusqu'au début 1975, les recherches faites aux U.s.a. sur les centrales dont la France a acheté la licence n'étaient pas communiquées au service du C.e.a. chargé de la sécurité. Les modifications apportées par les Américains à leur modèle sont constantes : les responsables de la sécurité, devant adapter les modifications ainsi apportées, n'ont plus aucune « avance ». Et, surtout, pas de références : le programme nucléaire américain a pris du retard, alors que le programme français était à l'heure — quand il ne prenait pas de l'avance. Les centrales américaines qui devaient servir de « pilotes » divergeront en même temps que les centrales françaises. Alors, selon l'expression d'un technicien de l'E.d.f., « il faut parier que cela marchera ».

Mais il est des paris stupides. Dans un pays — le seul — où le nucléaire n'est pas réglementé par un texte législatif, où la complexité des calculs de probabilités sert de prétexte à éviter tout débat et où l'information n'est pas la chose la plus fiable, il devient nécessaire de rappeler que les accidents — même mineurs — sont possibles. Et, une fois de plus, ce sont des scientifiques qui viennent de rappeler la longue liste d'accidents survenus ces dernières années. L'argumentation officielle s'appuie sur un rapport élaboré aux U.s.a., le rapport Wash 1400, dit rapport Rasmussen. Cette étude est basée sur la méthode des barrières et la notion de progressivité de la sûreté. Ces barrières, chaque fois efficaces bien entendu, séparent les produits de fissionde la population. Chaque barrière doit être suffisante en fonctionnement normal et indépendante les unes des autres. Dans les réacteurs construits en France, elles sont trois à se succéder : la gaine entourant le combustible, l'enveloppe du réfrigérant, l'enceinte du bâtiment contenant la chaudière. Le seul ennui de cette méthode, c'est que parfois elle marche mal. La Nasa l'a utilisée et cela n'a pas empêché la mort de trois cosmonautes brûlés vifs dans leur cabine. Pourtant, l'accident survenu à une cabine Apollo lors d'un vol lunaire ou les échecs de la fusée Saturne IV n'auraient pas dû avoir lieu. Dans tous ces cas, c'est la méthode appelée « arbre des événements, arbre des défauts » qui avait été utilisée. Tout comme dans les calculs faits à propos des centrales.

Le 27 mars, 3 000 litres d'eau radioactive « débordent » dans la centrale de Waterford, aux Etats-Unis. La direction fait évacuer les 1 200 ouvriers. Puis se reprend et déclare : « Tout va bien ». Deux

→

Suède : Le grand débat

Le nucléaire peut-il échapper à la seule oligarchie technicienne et donner lieu à un vaste débat national ? Oui, ont répondu les Suédois. A Stockholm, le gouvernement d'Olof Palme vient de déposer sur le bureau du Riksdag (Parlement) un projet limitant à 2 le nombre de nouvelles centrales nucléaires — au lieu des 13 primitivement prévues — dans le cadre d'une loi qui limitera à 2 % la croissance de la consommation d'énergie jusqu'à 1985, pour en arriver à une croissance zéro d'ici à 1990.

Nul doute qu'a pesé — et que pèsera encore, le vote des députés n'intervenant qu'en mai — l'opinion de dizaines de milliers de citoyens (ce qui représenterait, à notre échelle démographique, des centaines de milliers de Français) : tous les Suédois qui ont, avant de donner leur avis, « planché » sur la question des centrales nucléaires dans 4 500 cercles d'études, les « ruches » (ateliers éducatifs) des mouvements populaires, et certaines formations politiques : Parti communiste, jeunes du Parti libéral et, bien sûr, Parti social-démocrate — au point que le gouvernement a dû, tout exprès, accroître ses subventions aux organisations culturelles et les porter à 2,8 millions de couronnes (plus de 3 millions de francs) : le triple ! Pour ne rien dire de la vaste contribution au débat apportée par les meetings des écologistes de droite ou de gauche et les tribunes de la presse écrite et audiovisuelle.

La précédente date clé, c'avait été la fin 1973. A l'époque, une centrale nucléaire (Oskarshamm) était déjà en fonctionnement et 10 autres en construction, l'ensemble devant offrir en 1980 une puissance de 8 000 mégawatts. Et l'on s'apprêtait à décider au Parlement de ce que serait la 2e tranche du programme, pour laquelle était envisagée la construction de 13 centrales supplémentaires, soit 15 000 mégawatts de plus.

C'est alors — en décembre — que, désaccords et alarmes grandissant dans l'opinion, le gouvernement suédois prend une mesure conservatoire : il annonce que la décision, qui devait être prise au printemps 1974, sera reportée d'un an. C'est le « moratoire ».

A l'époque, il n'existe qu'un « inventaire » réalisé par la commission de la Prévision qui — avant même la « crise » pétrolière — a cherché comment arriver à des économies d'énergie pouvant aller jusqu'à 25 ou 30 % en 15 ans (la croissance annuelle de consommation énergétique étant, sinon, évaluée à 4,4 % pour les combustibles et à 8,1 % pour l'électricité sur la période 1972-1977 !). Et qui conclut que, pour échapper à une dépendance accrue à l'égard du pétrole et ne pas aller au-delà d'un développement hydroélectrique déjà presque à bout, il n'y a pas d'autre alternative que le nucléaire. Mais, tout au long de l'année 1974, des rapports consacrés aux problèmes des centrales — sites, effets sur l'environnement, transport et conservation des déchets — devront être versés au débat.

La Suède se met alors à bourdonner de cette large discussion dont l'un des points culminants sera le congrès de l'Association pour la protection de la nature (65 000 adhérents en groupes locaux, avec ses experts professionnels, les 7 000 membres de son organisation de jeunes, sa masse de brochures, de films, etc.). Les personnalités les plus diverses prennent parti. Ainsi l'ancien patron de l'hydroélectricité, Erik Grafström, pour qui il n'y a de choix qu'entre le nucléaire et un ralentissement qui irait à l'encontre des objectifs sociaux. De même le physicien Tor Gerholm, qui souligne que la Suède possède de l'uranium et pas de pétrole. En revanche, le critique n° 1 du nucléaire, Per Kagesson, remet en question jusqu'à l'affirmation courante que le progrès social passe par l'accroissement de la consommation d'énergie. Le Dr Olsson, enfin, prône une « société à faible niveau d'énergie », dont son Centre de recherches de Göteborg a dessiné le profil.

C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le projet de loi gouvernemental que le Riksdag étudie actuellement en commissions, après qu'il eut été soumis en février à la direction du Parti social-démocrate, réunie à Sundsvall. Quatre alternatives restaient en course :

— multiplication par 3 de la consommation d'énergie jusqu'à l'an 2000, par recours accru au pétrole - hydraulique - charbon - gaz (sans nouvelles centrales nucléaires) ;

— même objectif obtenu grâce à 24 centrales nucléaires ;

— 24 centrales aussi, mais dans le cadre d'un freinage de la croissance de la consommation et surtout de la diminution du recours au pétrole ;

— freinage de croissance également, pas de nouvelles centrales nucléaires, mais recours accru à l'hydraulique.

Le texte gouvernemental est finalement le fruit d'un compromis : croissance de la consommation d'énergie ramenée à 2 %, puis 0 % ; soutien de la recherche énergétique (solaire, éolienne, géothermique) ; recours privilégié — au détriment du pétrole (moins 13 %) et de l'hydroélectricité : moins 2 % — au charbon, au coke et au nucléaire, avec les 11 + 2 centrales. Politique qui se veut circonspecte. « La Suède, dit Olof Palme, possède de riches gisements d'uranium et une technique nucléaire avancée : elle pourrait donc développer rapidement son énergie nucléaire. Mais il faut être prudents : les problèmes relatifs à la sécurité et à la gestion des déchets radioactifs ne sont pas résolus... En 1978, la question devra être réétudiée à la lumière de l'expérience acquise ici et à l'étranger. »

Décidément, le grand débat n'est pas clos...

S.R.

ATTENTION DANGER

→

jours avant à Brownsferry, toujours aux U.s.a., deux réacteurs prennent feu. Un ouvrier vérifiait, avec une bougie, un circuit d'air ; la flamme de la bougie a mis le feu à un bloc de polyuréthane non ignifugé. Les circuits de protection sont entrés en action : mais ils n'ont pas suffi et, malgré les systèmes automatiques et les pompiers, le feu a duré 7 heures, détruisant les systèmes de contrôle d'urgence du refroidissement des deux réacteurs. Ceux-ci ont dû être arrêtés «en catastrophe », c'est-à-dire en utilisant les commandes manuelles, les circuits automatiques étant hors d'usage. Question : que se serait-il passé si, à cet « accident » minimum, s'était ajouté un autre « accident » : l'impossibilité d'utiliser les commandes manuelles ? Le cœur des réacteurs aurait fondu, libérant une radioactivité incontrôlable. Impossible, répondent les officiels, cela ne peut pas se produire. Impossible ? Allez demander aux officiels français si deux réacteurs peuvent flamber à cause d'une bougie...

Monté à l'envers !

Parmi les « accidents » déjà comptabilisés, certains, sans tourner à la catastrophe, ont marqué les scientifiques. En octobre 1957, à Windseale, en Angleterre, le réacteur surchauffe. Une portion de cœur fond. 20 000 curies d'iode 131 et de strontium 90 sont évacués. La consommation de lait est interdite dans un rayon de 50 km durant plusieurs jours. Lucens, en Suisse, en 1969. Le réacteur surchauffe, les gaines se rompent. La grotte contenant le réacteur a été minée.

Au total, le C.e.a. américain (l'U.s.a.e.c.) a comptabilisé, pour l'année 1973, 861 anomalies de fonctionnement dans les 42 réacteurs en état de marche aux Etats-Unis. Dont 12 avec dégagement de radioactivité. Faisant le bilan de ces accidents, les auteurs de la plaquette « Risques et dangers du programme électronucléaire » écrivent : « Si, jusqu'à présent, des accidents catastrophiques ne sont pas survenus et si le nombre « des morts officiels » de l'industrie nucléaire est faible, on doit cependant retenir que :

▶ les morts pris en compte sont des décès instantanés et ne sont malheureusement pas les seuls ;

▶ de tels accidents sont possibles ;

▶ des dégagements accidentels de radioactivité dans l'environnement ont déjà eu lieu. »

La chaîne des « accidents » admissibles doit donc se heurter, selon les officiels, à trois barrières. Infranchissables, bien sûr.

La première est la gaine qui enrobe la matière fissile. On admet qu'un certain nombre de gaines se cassent sans que le réacteur ne s'arrête. Bien sûr, cela provoque le rejet, dans l'air ambiant, de xénon et de krypton. Mais passons.

La deuxième barrière est constituée par le circuit primaire qui est enfermé dans une cuve en acier inoxydable. Les cuves des réacteurs installés en France ont des parois de 23 cm d'épaisseur. Or, le circuit fuit : la perte d'eau moyenne est de 6 litres par heure.

La troisième barrière est l'enceinte de confinement. Elle est calculée pour « tenir » les produits radioactifs en cas de rupture du circuit primaire. C'est-à-dire de la tuyauterie. Mais elle n'est pas calculée pour « tenir » face à la rupture de la cuve... Bien sûr, il existe des circuits de refroidissement de secours. « Mais, rappellent les auteurs de « Risques et dangers de l'électronucléaire », les essais faits jusqu'ici n'ont jamais donné satisfaction ». Et le nombre de réacteurs arrêtés à la suite de fuites dans ces circuits de secours est important.

Or, pour éviter que l'énorme quantité de matière radioactive contenue dans le cœur du réacteur (80 tonnes) ne constitue pas une menace trop grave, il faut que les trois enceintes constituent une triple sécurité. Ce qui n'est pas le cas. Et, de surcroît, il faudrait, lorsque l'une d'elle « cède », que l'on arrête le réacteur ; ce qui, on l'a vu pour les gaines, n'est pas le cas non plus. Et parier sur la «bonne tenue» d'un élément essentiel, la cuve par exemple, est inquiétant : sa rupture entraînerait la fusion complète du cœur, ce qui provoquerait la rupture des trois barrières. Or, les chercheurs français ne voient aucune raison



théorique pour exclure un tel accident. Les Anglais, pour leur part, ont refusé la filière américaine en expliquant que la cuve peut se briser, ce qui, compte tenu de la pression — 155 kg au cm2 — poserait un sérieux problème. Et le rapport Rasmussen admet une chance sur un million par an pour que cela arrive. Quelles étaient les chances pour qu'une bougie fasse brûler deux réacteurs ?

Car il suffit d'un grain de sable pour que « l'arbre des erreurs » ne ressemble pas à celui prévu. Car les prévisions partent de systèmes d'où l'erreur est exclue. Or, la plupart des incidents — dans les centrales américaines — proviennent de défauts de fabrication que les contrôleurs n'avaient pas observés. En octobre dernier, à Zion 1, aux U.s.a., le système de refroidissement s'est mis en route. Sans conséquences. Car les vannes n'ont pas fonctionné. La première à cause d'un morceau de tuyauterie coincée à l'intérieur ; la seconde s'est bloquée ; et le circuit électrique de la troisième était déréglé. En mars, on découvrait qu'un système électronique ne pouvait pas fonctionner : il avait été monté à l'envers !

«Serrer les prix»

C'est que la technologie la plus fine n'est jamais fiable à 100 %. L'homme ne peut pas — pas encore peut-être — tout prévoir et, s'il prévoit, il ne peut pas être sûr que tous les mécanismes mis en place fonctionneront sans problème. D'autant que l'électronucléaire est sorti du laboratoire. Maintenant, les constructeurs veulent « faire du fric ». Ce qui signifie cadences, vitesse. L'E.d.f. veut éliminer au maximum les frais inutiles. Ce qui explique la réaction de la fédération Gaz et Electricité C.f.d.t. Celle-ci est inquiète de l'attitude de la direction d'E.d f. Dans un long texte expliquant la nécessité d'un véritable débat national, elle met les points sur les i : « Il semble s'avérer en effet, à l'expérience, que le vieillissement des centrales Westinghouse s'accompagne d'une augmentation de leur radioactivité. De tels niveaux de doses d'irradiation du personnel sont déjà préoccupants. Mais ils seront aggravés par le nombre d'incidents et le temps passé à l'entretien qui risquent d'augmenter. En effet, la bonne tenue des tubes de générateurs de vapeur ne paraît pas garantie à long terme ». C'est que, en plus de la non-fiabilité totale de toute technologie, la recherche du profit passe par là : la sécurité coûte cher. Et, si elle se met à coûter trop cher, on ne respecte pas les règles édictées. Et — la position prise par la Fédération C.f.d.t. le montre — il n'est pas sûr qu'E.d.f. résiste à la pression : il faudra bien produire du kwH...

Or, les centrales construites à l'heure actuelle en France ont une fâcheuse tendance à devenir de moins en moins utilisables au fur et à mesure de leur vieillissement. Leur utilisation moyenne, de l'ordre de 50 % la première année, passe à 75 % la troisième, pour décroître à 35-40 % à la 7e année. L'E.d.f., ayant calculé ses rendements avec une utilisation bien supérieure, ne cherchera-t-elle pas, malgré tout, à « tenir » sa production ? Au prix de quelles acrobaties ? Ayant abandonné la filière la plus fiable — parce que la plus chère ? — et devant utiliser une filière « sous » licence, E.d.f. ne va-t-elle pas se trouver face aux mêmes ennuis que les producteurs d'énergie d'autres pays qui ont aussi dû passer par un brevet étranger ? Dans la revue « la Recherche », Martine Barrière, dans un dossier particulièrement bien documenté, rappelle que « ces dernières années la majorité des réacteurs construits sous licence ont été le siège d'incidents qui auraient pu très facilement dégénérer en catastrophe. Mentionnons : Chooz (réacteur franco-belge P.w.r.), où l'incident fut provoqué par des vibrations internes du réacteur ; Garigliano (réacteur italien, premier B.w.r. de la série) et Selni (réacteur P.w.r.) où, dans les deux cas, l'incident était du même type que pour Chooz ; Besnau (réacteur suisse P.w.r.), où les échangeurs se sont rompus ; Santa Maria de Garona (réacteur espagnol B.w.r.), où les combustibles étaient mal conçus ; Tarapur (réacteur indien B.w.r.) et Zorita (réacteur espagnol B.w.r.) : mauvaise conception du combustible ». Faudra-t-il un jour y ajouter des noms français ?

On le voit, la « sécurité » dont parle d'Ornano n'est pas aussi évidente que cela. Elle est — comme toujours dans le système — fonction du prix. Or, pour justifier le programme français et faire des bénéfices, il faut serrer les prix. Jusqu'à l'accident maximal ?

GUY PERRIMOND

Jacques Rosner : Entretien «Le théâtre est une école permanente »

Après avoir travaillé 17 ans aux côtés de Roger Planchon à Villeurbanne, après avoir créé et animé un Centre national dramatique à Tourcoing, Jacques Rosner a été nommé, en octobre 1974, directeur du Conservatoire national d'art dramatique. Il n'a pas considéré qu'il s'agissait là d'un poste honorifique. Il s'est aussitôt attelé à la tâche. Sa première décision a consisté à supprimer le concours de sortie. La vieille réaction a immédiatement fait donner la garde, en la personne de Jean Dutourd, dans les colonnes de « Paris-Match » : « Il est parfaitement exact que les concours de sortie du Conservatoire ne servent à rien, mais ce n'est pas une raison pour les supprimer... Si l'on commence à supprimer les choses qui ne servent à rien, la société s'effondre ». D'autres attaques du même genre ont suivi. L'ineffable Jean-Jacques Gauthier y est allé de sa prose haineuse et « le Figaro » n'a pas manqué de publier un article de trou de serrure, intitulé « Drôle de drame au Conservatoire », que « Minute » n'aurait pas désavoué. C'est tomber bien bas. Bien à côté des intentions et des projets que Jacques Rosner nourrit pour le Conservatoire : lui redonner une âme et une fonction.

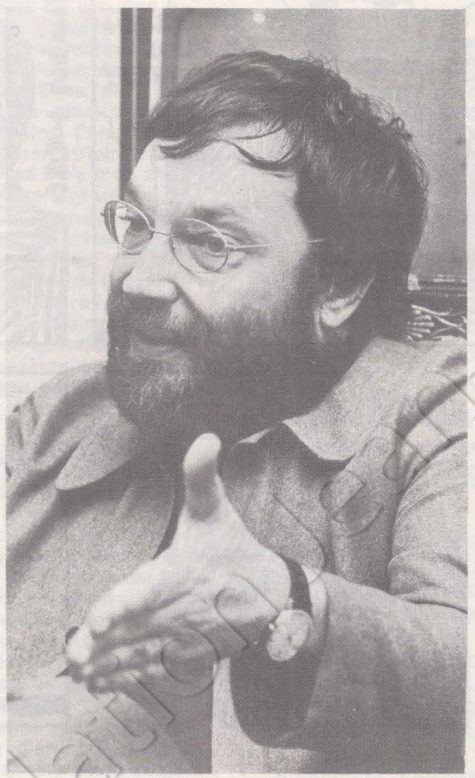
L'UNITE - Votre nomination a surpris. Votre acceptation de cette nouvelle fonction peut-être plus encore. Quitte-t-on si facilement une troupe en train de naître ?

JACQUES ROSNER - Avant d'accepter la direction du Conservatoire, j'ai demandé un certain nombre de garanties au ministère : la continuation du Centre dramatique du Nord, l'augmentation des moyens de ce centre. Gildas Bourdet a été nommé et une lettre lui a promis une subvention de 2 millions de francs, c'est-à-dire 900 000 francs de plus que moi. J'espère que ces engagements seront respectés. Par ailleurs, si je conteste la manière dont une certaine mobilité des animateurs a été mise en œuvre, je n'en récuse pas le principe : l'avenir de la décentralisation dramatique n'est assuré que s'il y a une relève, après les directeurs actuels. Cette relève existe. Gildas Bourdet en fait partie. Je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas accepté de lui passer le relais. Ces questions étant réglées, j'ai pu, en toute quiétude, accepter la direction du Conservatoire.

J'ai accepté parce que j'ai toujours pensé que le théâtre est une école permanente, qu'on ne peut pas penser théâtre sans penser formation. La structure qui, jusqu'à maintenant, me semble la meilleure est celle de Strasbourg : des locaux, une troupe, une école. J'aurais bien voulu disposer de cela dans le Nord... C'est dans ce sens que j'entends relier le Conservatoire avec le Jeune Théâtre national, une école avec une troupe. Mais tout cela est seulement en période d'élaboration.

— Une certaine presse vous cloue au pilori et vous accuse ouvertement de semer la pagaille. Qu'en est-il exactement ?

— Ces attaques valent mieux que l'indifférence. Elles attirent l'attention sur le problème du Conservatoire et c'est une bonne chose. Qu'ai-je fait, en vérité ? Une seule chose : j'ai supprimé le concours parce qu'il n'avait aucune signification. Il est absurde, en effet, de penser qu'au bout de trois ou quatre ans on puisse donner un diplôme à quelqu'un en lui disant : « Vous êtes comédien » ou « Vous êtes metteur en scène ». En fait, à chaque spectacle, à chaque film, le métier se présentera comme une nouvelle aventure : il faut apprendre continuellement. On peut tout au plus délivrer un certificat affirmant que « Monsieur X. a travaillé au Conservatoire tant d'années». Et puis la sortie conditionnait tout : la seule perspective de chacun était de « réussir son concours ». Ce qui



n'entraînait pas une ouverture d'esprit évidente.

Le métier de comédien est très spécifique. Il demande de reposer sans cesse les questions, de trouver sans cesse des réponses neuves. C'est un métier qui n'a pas de recette définitive d'apprentissage. En 3 ou 4 ans de Conservatoire, on peut au mieux permettre aux élèves de trouver les obstacles qui entravent la communication et de les dépasser. Tout le reste est incertitude. Dans ces conditions, à quoi correspond un « prix de Conservatoire » ?

— On a longtemps pu considérer le Conservatoire comme la pépinière, le jardin d'enfants de la Comédie française. L'image est séduisante. Mais correspond-elle encore à une réalité ?

— A l'origine, au XVIIIe siècle, le Conservatoire était l'école de la Comédie française ; et les sociétaires du Français les plus brillants étaient professeurs au Conservatoire. Aujourd'hui, la situation a changé : d'autres théâtres que la Comédie française ont été créés et il n'est pas question que le Conservatoire, école nationale, puisse être annexé par un seul théâtre — pas plus que par une seule esthétique. Par ailleurs les liens Comédie française - Conservatoire se sont un peu desserrés : on voit beaucoup d'élèves refuser d'entrer au Français ; un ou deux d'entre eux, au plus, signent désormais chaque année à la Comédie française ; et, quand je suis arrivé à la tête du Conservatoire, le doyen Louis Seignier mis à part, pas un seul professeur n'était encore en activité à la Comédie française.

— Vous semblez dire que vous ne bouleverserez rien...

— J'espère que si ! Déjà, en 1965, Jean Vilar affirmait : « Sur le plan national, je ne vois pas une école dramatique qui réponde aux nécessités artistiques de notre temps... », et ajoutait ailleurs : « Nous avons à concevoir et à préparer une autre école, une école sans concours, une école où les responsabilités civiques de l'acteur soient dès son entrée indiquées, imposées à l'étude. A ne pas former des individus brillants et creux, insupportables et sans culture. » En me situant délibérément dans cette perspective, en affirmant que le Conservatoire qui est déjà un lieu de travail pourrait devenir un lieu de rencontres et de confrontations, je ne fais que poser le problème du lien entre l'enseignement et la vie...

— Ce qui devrait vous amener à changer les structures mêmes de cet enseignement à l'intérieur du Conservatoire ?

— J'ai actuellement des discussions au ministère, mais aussi avec les syndicalistes de la profession, avec les professeurs et les élèves. A tous mes interlocuteurs je demande leur avis. J'espère que cela débouchera sur des changements. Personnellement, je suis en pleine réflexion. Je vois une situation anachronique : des élèves qui passent trois années avec le même professeur. Il faudrait sans doute « ouvrir » l'enseignement dans ses formes et dans son contenu : aucun professeur ne peut prétendre à posséder seul la vérité ! Concrètement, je verrais bien une première année rattachée à un professeur principal et à l'enseignement des techniques indispensables : voix, corps et culture générale ; la seconde année, les élèves pourraient changer de professeur principal, avoir des cours techniques facultatifs et surtout faire des stages avec des acteurs, des metteurs en scène et des auteurs (français ou étrangers) venus de l'extérieur : sur un thème précis, cela pourrait durer un ou deux mois ; et, en troisième année, les élèves se consacreraient à des ateliers et à des spectacles. On peut même aller plus loin : pourquoi d'anciens élèves ne pourraient-ils pas revenir périodiquement s'insérer dans ces stages ou ateliers, comme cela se fait à l'Actor's Studio ? Pourquoi ne pas mettre en place une réelle formation permanente ?

— Pensez-vous que vos projets peuvent apporter des améliorations à la profession de comédien ?

— J'entends seulement former des acteurs qui ne soient plus mystifiés. Parlant de sa propre école de l'Atelier, Charles Dullin disait : « Au lieu de travailler le jeu en vue d'un concours, nous travaillons le jeu en vue d'une carrière dramatique. » C'est ce que le Conservatoire pourrait faire également. Dans les pays socialistes, on ne peut être comédien qu'en passant par une école... et à la sortie la garantie d'emploi est totale. Ce système est impossible en économie libérale : ne rêvons pas, nous ne distribuerons jamais de cartes de travail. Mais nous pouvons former des comédiens plus lucides, mieux armés, comme cela se fait déjà aux Etats-Unis, en Angleterre et en Suède. J'espère que le Conservatoire pourra apporter une telle contribution. C'est d'ailleurs dans ce but que j'organise dès cet été en Avignon, autour du Conservatoire, un colloque qui mêlera des syndicalistes, des directeurs de théâtres nationaux, des réalisateurs de télévision, des spécialistes de l'audiovisuel, etc. J'y poserai, entre autres, des questions que je me pose : est-ce que le Conservatoire est la meilleure structure possible ? Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux le faire éclater en plusieurs écoles reliées à des centres de création ? Et cent autres questions que se pose toute une profession.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

Rendons à César...

Notre siècle est celui de la civilisation. Il a domestiqué l'atome et couvert ses chemins d'automobiles. Il pratique la greffe du cœur et dépense sans compter pour découvrir les secrets du cancer ou ceux de la Lune.

Qui oserait, dans un tel siècle, piller et détruire une ville, assassiner un prince, violer une femme, torturer un adversaire, manquer à sa parole, brûler des enfants, mépriser la volonté d'un peuple ? Il fallait être un Borgia pour user de tels procédés, un homme à peine sorti du sombre Moyen Age et découvrant la puissance exaltante de l'intelligence humaine enfin dégagée de l'obscurantisme. Il fallait être César Borgia, fils d'un pape et modèle d'un écrivain devenu si célèbre qu'on tira de son patronyme deux noms communs et un adjectif qui ont franchi cinq cents ans pour venir jusqu'à nous et bien se porter.

Ne pas avoir de sympathie pour celui au sujet duquel on écrit est bien rare. Le livre de René Guerdan sur César Borgia, « Le prince de Machiavel » ne faillit pas à cette attitude. L'ayant refermé, après une lecture facile et sans passion, j'eus envie d'en savoir plus en me référant au maître des cruciverbistes et des jouteurs de jeux télévisés, le dictionnaire. Le petit Robert nous dit d'un Machiavel qu'il est « un homme d'état sans scrupule » ; du machiavélisme, qu'il s'agit soit de « l'art de gouverner efficacement sans préoccupation morale quant aux moyens » soit — et le sens devient péjoratif, ce qui laisse supposer que le premier sens ne l'est pas — de « l'attitude de celui qui emploie la ruse, la mauvaise foi pour parvenir à ses fins » ; enfin de l'adjectif machiavélique qu'il est, lui aussi, péjoratif en tant que synonyme de « rusé et perfide ».

Ainsi César Borgia — qu'un film d'Abel Gance avait transformé en soudard aviné et grossier, martyrisant la douce Lucrèce qu'incarnait Edwige Feuillère, montrée nue quelques secondes au grand émoi des collégiens des années trente — aurait-il été l'exemple qu'un fonctionnaire florentin aurait immortalisé par la théorie. Quelle que soit l'affection que René Guerdan porte à son héros, le modèle ne paraît pas à la hauteur du portrait du Prince. Sans scrupule, le malheureux César ? Il suffit de la mort de son père, le pape Alexandre, pour qu'il perde toute son habileté politique et se mette à accumuler les erreurs, au point que Machiavel déçu se demandait s'il n'avait pas décidé de « glisser vers le tombeau » à son tour. Sans préoccupation morale non plus ? Lorsqu'il lui faut choisir le chemin de l'exil, entre la France qui l'avait comblé d'honneurs et de subsides et l'Espagne qui fut si souvent de ses adversaires, c'est la seconde qu'il choisit, au nom du sang qui coulait dans ses veines. Quant aux moyens, à l'époque la plus glorieuse, lorsque tout tremblait devant lui, au cours de la conquête des Marches, César Borgia chasse les tyrans oppresseurs de la population, installe une Justice honnête, refuse le droit au pillage à ses troupes et obtient un tel concours populaire qu'il peut lever des milices annonciatrices du service militaire obligatoire, phénomène exceptionnel dans une Italie dominée par les condottieres et les mercenaires.

Nous aurait-on trompé et nous serions-nous tous laissés tromper, obéissant à Machiavel, spécialiste des relations publiques et par conséquent « arrangeur » de la réalité ? Et Machiavel lui-même ne s'est-il pas laissé entraîner par un enthousiasme excessif ? Après tout, l'Italie de la Renaissance, c'est la Grèce de Périclès, c'est-à-dire l'Histoire au niveau des rivalités de sous-préfecture. A l'époque où Gengis Khan faisait la conquête de l'Asie tout entière, l'empire du Prince selon Machiavel couvrait la superficie de deux départements français. Des trésors d'intelligence étaient nécessaires pour passer la banlieue romaine, aux mains de grandes familles jouant avec le trône de Saint-Pierre, un peu comme ces éleveurs de vaches des westerns américains qui font du shérif le moyen de garantir leur autorité sur quelques arpents de prairie. Lorsqu'il franchissait le Rubicon ou empruntait la Via Flaminia, César Borgia ne partait pas à la conquête du monde connu, mais d'une douzaine de gros bourgs surmontés de tours symbolisant la haine des Capulets et des Montaigus.

La disproportion entre l'image idéalisée par l'Histoire et la légende saute aux yeux dans cette Italie du XVe siècle. Et pourtant, comment ne pas ressentir d'émotion devant le choc des idées que ces modestes équipées signifient ! Roméo et Juliette deviendront immortels, comme Antigone, qui devait garder les oies. Des Borgia naîtront la réflexion de Machiavel, puis celle de la Réforme. Et ces petits propriétaires qui bornaient leur puissance à l'horizon immédiatement visible, à peine écrasés par le souvenir redécouvert de la Rome impériale, allaient bouleverser les arts, les sciences et l'équilibre du monde en faisant naître le goût de la découverte dans la tête d'un Marco Polo ou d'un Christophe Colomb. Pauvre César, qui ne vit jamais plus loin que les tours de Rimini !

En fait, les élèves firent mieux que le maître. César Borgia et Machiavel écrivirent, l'un par l'épée, l'autre par la plume, les tribulations d'un coq de village qui irait pitoyablement mourir dans une charge à la Don Quichotte au service d'un royaume d'opérette — une opérette qui se termina par Henri IV et Louis XIV, puisqu'il s'agissait de la Navarre. Mais le génie est, à partir de cas particuliers — parfois, en apparence, pleins de banalité — de tirer des lois générales et des exemples universels. L'imagination — ou le rêve — fait le reste. Et ce reste est d'autant plus solide qu'il repose finalement sur une profonde réalité, les ressorts les plus sûrs et les plus traditionnels du comportement humain. La « brûlante » ambition, nourrie de la certitude de détenir la vérité, devient le moteur. Qui peut combattre la vérité et au nom de quoi s'opposer à sa marche en avant ? César Borgia, jusqu'au bout, voulut être le gonfalonier du pape, portant sur ses étendards le signe du Christ et celui de cette pierre sur laquelle avait été faite une Eglise militante et triomphante.

Cinq siècles plus tard, qui ose piller, violer, assassiner, ruser, mentir, torturer ? D'Auschwitz à Phnom-Penh, de Santiago à Da-Nang, la route est longue. Modeste César, qui n'a à son actif que les meurtres d'un frère et d'un beau-frère et quelques tueries parentales, conséquences de haines de cousinage ou de voisinage !

GEORGES FRAMERIES

René Guerdan : « César Borgia, le Prince de Machiavel », Librairie académique Perrin.

BENOITE GROULT



photo Duriez

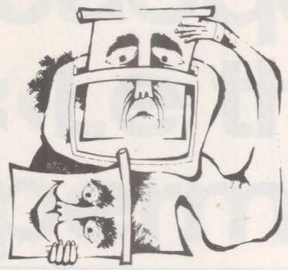
Ainsi soit-elle

Je n'avais pas envie d'écrire un roman. Mais un je ne sais quoi. Un livre qui parle des femmes qu'on qualifie de MLF dès qu'elles s'avisent de broncher... Nous vivions comme on nous enseignait de vivre, pensions comme on nous imposait de penser, jouissions comme on nous permettait de jouir... Il faut enfin guérir d'être femme. Non pas d'être née femme, mais d'avoir été élevée femme dans un univers d'hommes. Il faut que les femmes crient aujourd'hui. Pas un cri de haine, à peine un cri de colère. Mais un cri de vie.

BENOITE GROULT *(Extrait)*

grasset

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 18 AVRIL

Tribune libre : la C.g.t. (19 h 40, F.r. 3).

Un grand photographe au « regard habité » : Izis (21 h 20, F.r. 3).

Ubu-président : risible ou terrifiant ? « Idi Amin Dada », le film de Barbet Schroeder — moins les coupes réclamées par le dictateur ougandais (21 h 40, T.f. 1).

Une jactance sur l'argomuche à Apostrophes, avec Alphonse Boudard, Frédéric Dard et d'autres mecs (21 h 40, A 2).

La trahison, la fuite, la solitude : « La fille du désert » — c'est signé Raoul Walsh et c'est évidemment admirable (22 h 50, A 2).

Le chanteur Yves Simon à l'émission pour jeunes « Tommy » (19 h., F.r. 3).

Le couple Gainsbourg-Birkin à Banc public (22 h 35, A 2).

DIMANCHE 20.

Bogart inattendu dans la comédie adaptée d'Albert Husson par le cinéaste Michael Curtiz, « La cuisine des anges » (14 h 30, A 2).

L'écrivain Armand Lanoux au « Dimanche illustré » de Pierre Tchernia (16 h 15, A 2).

Rencontre avec Benoite Groult (17 h 30, France-Culture).

LUNDI 21

Tribune libre : François Nourissier (19 h 40, F.r. 3).

Le retour — en finesse — du romantisme dans le cinéma français : « Raphaël ou le débauché » de Michel Deville (20 h 30, F.r. 3).

D'après Stanislas-André Steeman, « Six hommes morts » : le premier épisode d'une nouvelle série, Les grands détectives (20 h 35, A 2).

Point sur l'A 2 : Walter Scheel, président de la R.f.a. (20 h 35, A 2).

MARDI 22

Pour « ouvrir » une soirée télévisée inhabituellement « à gauche » : la tribune libre du Mouvement Choisir (19 h 40, F.r. 3).

Avant, pendant et après le Front populaire : « 36, le grand tournant » de Henri de Turenne et Pierre Hadrien — suivi d'un débat avec Jacques Duclos, Pierre Cot, Alexandre Sanguinetti, etc. (21 h 50, A 2).

François Mitterrand au magazine Best-seller de Jean Ferniot - Raoul Sangla : « La Révolution de 1789 », à partir du livre de Claude Manceron — avec l'auteur, André Castelot, Evelyne Sullerot et Albert Soboul (21 h 50, T.f. 1).

MERCREDI 23

Tribune libre : le P.c.f. (19 h 40, F.r. 3).

Football : Bayern - Saint-Etienne (20 h 25, A 2).

Le meilleur spécialiste du « Sud » américain, au service de Faulkner cette fois : « Le bruit et la fureur », de Martin Ritt (20 h 30, F.r. 3).

Au magazine médical de Lalou-Barrère : « Indications » (21 h 30, T.f. 1).

JEUDI 24

Au magazine féminin d'Armand Jammot : le chômage (14 h 35, A 2).

L'un des classiques du cinéma fantastique des années 60 : « La maison du diable », de Robert Wise (20 h 30, F.r. 3).

Georges Cziffra en vedette du Grand Echiquier, avec Henri Sauguet, les Reggiani, Amalia Rodriguez et un film sur les transexuels (20 h 35, A 2).

Interview-portrait d'un des leaders du M.f.a. : Otelo de Carvalho, « patron » du Copcon (21 h 10, T.f. 1).



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de la Cité internationale : « La mort de Danton » de Büchner. Mise en scène de Bruno Bayen.**

Un jeune homme, Allemand, 22 ans, compose en cinq semaines un immense « collage » sur la Révolution française : Büchner. Plus d'un siècle a passé. Un metteur en scène de 24 ans reprend le flambeau...

*** Théâtre de Plaisance (111, rue du Château, 14e) : « Septembre à Santiago » de Jean-Patrick Matheron. Mise en scène de l'auteur.**

Chant à la gloire des victimes de Pinochet et de Kissinger. Mise en garde contre le style rétro. Acte de solidarité.

*** Théâtre national de l'Odéon : « Othon » de Corneille. Mise en scène de Jean-Pierre Miquel.**

Intrigues, « magouilles », pots de vin : cette triste comédie qui est aussi l'image du Pouvoir actuel, fit l'objet d'une pièce en 1708. En Corneille se révèle un réjouissant observateur.

*** Théâtre de l'Est parisien : « Androclès et le lion » de Bernard Shaw. Mise en scène de Guy Rétoré.**

En son temps, à sa création, en 1912, cette pièce déconcerta et gêna par son ton de dérision délibérée. Fera-t-elle encore scandale ? Tout dépend du travail scénique de Rétoré.

*** Théâtre Rive gauche (Alliance française) : « Résidence secondaire » de Maria Koleva. Mise en scène de l'auteur.**

Un couple (lui ministre, elle journaliste) contemple sa maison de campagne en cendres : qui a mis le feu ? Comprenez : pourquoi la société va-t-elle mal ? Parabole d'un auteur bulgare.

BANLIEUE

*** Cartoucherie de Vincennes : « Le triomphe de l'amour » de Marivaux par le Théâtre du Campagnol. Mise en scène de Jean-Claude Penchenat.**

Au début, une expérience modeste : un comédien du Théâtre du Soleil, un compagnon d'Ariane Mnouchkine, fait travailler quelques comédiens rue d'Ulm. Aujourd'hui : un Marivaux remis à neuf et unanimement salué.

*** Théâtre de Gennevilliers : « Marie » de Isaac Babel. Mise en scène de Bernard Sobel.**

En 1934, un écrivain soviétique écrit noir sur blanc que le bonheur est à l'ordre du jour, que « ce n'est pas une construction pour l'avenir mais la réalisation de chaque instant. » Il fallait un sacré courage pour écrire cela sous Jdanov et Staline.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Festivals
PARIS, NANCY ET MULHOUSE

Six concerts consacrés à la musique du XXe siècle (entre le 18 et le 20 avril) : le « Printemps musical » de Paris va son train. Sans trompette ni révolution. L'édition 1975 de ce festival reste également fidèle à son sérieux : « Nous éliminons, dit Antoine Goléa, directeur artistique des manifestations, tous ceux pour qui la musique n'est qu'un jeu ou, pire, une affaire. » Restent des œuvres de Giuseppe Sinopoli, Georges Auric, Alberto Ginastera, Miko Kelemen, Charles Chaynes, Joanna Bruzdowicz, Anatol Vieru, Darius Milhaud, Georges Enesco et André Jolivet. Des noms (à un ou deux près) qui ne signifient quelque chose que pour trop peu de gens. Des artistes qui, dans un autre système social, rencontreraient un public plus vaste et plus populaire. Des créateurs condamnés à évoluer dans le cercle fermé des manifestations élitaires, tel ce « Printemps musical ». Mais ce festival a au moins l'avantage de leur permettre de faire jouer leurs compositions...

Elitaire, le Festival de Nancy l'était sans doute quand, il y a dix ans, Jack Lang l'a créé. Depuis, Nancy est devenu « le plus grand forum théâtral du monde ». En 1973, 120 000 spectateurs sont venus assister à ce « panorama mondial de l'art dramatique ». Cette année encore, du 8 au 19 mai, Nancy sera envahie. Dans une dizaine de lieux, à travers la ville, des troupes d'une trentaine de pays du monde, de l'Allemagne au Zaïre. A partir du 20 mai, ces équipes se disperseront à travers l'hexagone et les provinces.

L'Est n'a d'ailleurs pas attendu le Xe Festival de Nancy pour « bouger ». A Mulhouse, depuis le début du mois d'avril et jusqu'au 16 mai, l'Association mulhousienne pour la Culture organise une Biennale des arts de la région Alsace. C'est la première fois dans l'histoire de l'action culturelle qu'une Maison de la Culture (l'A.m.c.) soutient une programmation purement régionale aussi importante. En un mois et demi, 28 manifestations : des graveurs, des photographes, des peintres, des poètes, des hommes de théâtre, des groupes de folk, des artisans, tous Alsaciens, sont confrontés au public et à l'opinion de leur région. Si le sculpteur Arp et les Percussions de Strasbourg dominent le lot, cela ne signifie pas que les autres artistes doivent se contenter de l'anonymat éternel. La Biennale des arts contribue grandement à faire se rencontrer une région et ses créateurs. Un exemple à retenir.

Théâtre
BRECHT RETROUVÉ

Depuis des années, Bertolt Brecht est en souffrance au pays de François Villon : ici, son nom donne des poussées de fièvre anticommuniste à des pisse-copies réactionnaires, là des intellectuels en chambre lui élèvent un monument de mots qu'eux seuls comprennent. Ecrivain au couteau entre les dents, grand timonier de la littérature dramatique, héraut et prédicateur de la fameuse « distanciation » : autant de clichés falsificateurs qui ont contribué à évacuer le vrai Brecht, qui fut d'abord « homme du plaisir théâtral ». Cela peut paraître une évidence inutile à énoncer. Et pourtant ! Les faits sont là : depuis des années, en France, une pièce de Brecht est toujours un exercice de style pour celui qui la monte. Ainsi ont fait leurs dents de jeunes loups et des valeurs sûres : il faut bien avoir tâté du Brecht au moins une fois dans sa carrière ! Mais jamais, dans ce genre de spectacles, le public n'a trouvé son compte ; entendez : sa joie. Il n'y avait guère eu, ces dernières années, que Jean-Pierre Vincent pour éviter le ton du bon élève espiègle ou du dramaturge guindé. Mais jamais le divertissement n'avait été réellement, littéralement débridé. Mehmet Ulusoy vient de réaliser ce tour de force.

Mehmet, c'est ce Turc dont « l'Unité » a déjà longuement parlé à propos de ses spectacles précédents : « Légendes à venir » et « Le nuage amoureux » d'après Nazim Hikmet. Mehmet s'est donc attaqué au « Cercle de craie caucasien » de Brecht : il l'a monté à Saint-Denis (au Théâtre Gérard-Philipe), où on peut le voir jusqu'au 27 avril ; il l'a présenté à Strasbourg pendant une semaine ; et il le tournera le 29 avril à Rouen, puis en mai à Arras, au Vésinet, à Besançon, Orléans, Sochaux, Vitry, etc. C'est un spectacle fou et grouillant comme un tableau de Brueghel, plein à craquer d'images saugrenues ou émouvantes, drôles ou terrifiantes. Un immense rideau en patchwork se transforme au gré du jeu : montagne, fleuve, maison, remparts d'une ville, tentes, couvertures ; des aurores y naissent, des jours s'y couchent, des comédiens s'y cachent. Tout le reste n'est que pauvreté transfigurée : des objets utilitaires, quotidiens et paysans basculent dans le merveilleux, changent de fonction et deviennent agressivement beaux. Il n'y a sur scène que des fourchettes, des charettes, des pneus, etc. et pourtant on se sent entraîné dans la liesse d'un carnaval, dans les flons-flons d'un bal de faubourg. Mehmet fait danser les pavés ! « Mais il n'y a pas de pavés ! » Ah, bon... mais cela prouve qu'on a « marché ». La fable de Brecht montre que les réjouissances populaires sont toujours menacées, que la fête se termine un jour... Jeu dangereux, mais jeu vital. « Il faut rêver » : Brecht voulait aussi que le spectateur vienne au théâtre pour imaginer, pour jouir et se réjouir. Il faut savoir gré à Mehmet d'avoir rendu à Brecht sa dimension utopique et ludique... Le « Cercle de craie caucasien » du Théâtre de liberté sera sans aucun doute un des meilleurs moments du prochain festival d'Avignon.

Exposition
UN REGARD DIFFERENT

Il dessine, il fait des affiches, des lithos et même un jour, il peint des oiseaux, des femmes, des poissons, des chevaux.

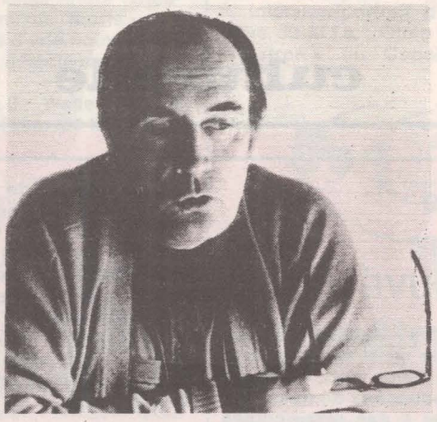
« Mais, c'est figuratif ! lui disent des critiques ou des amis.

— Figuratif, répond Gérard, c'est un mot beaucoup trop abstrait pour moi, un mot vélléitaire qui veut dire grand-chose mais n'y parvient guère, du raconte-art, comme l'art pour l'art, l'art pour l'or, l'art-tirelire, l'art mou, l'art dur, l'anti-art ou l'art-mort. » C'est bien ainsi qu'est Gérard Fromanger. Il est tel que le raconte Jacques Prévert dans son dernier livre, « Choses et autres » (Folio). Il est Gérard Fromanger : un peintre, pas un théoricien. Il descend dans la rue et la peinture lui vient. Partout où il passe, il prend quelque chose. Pour le rendre à tous : ses rencontres deviennent tableaux. A la Galerie Jeanne Bûcher (53 rue de Seine, Paris 6e), un assemblage : des traces de ses dernières « fréquentations » : des touristes à la mer, des touristes à la montagne, le jeune poète Michel Bulteau, une porte de cellule dans une prison de France, des paysans de Houhsien (Chine), le peintre-paysan chinois Liu Tchi-tei, les révoltés de la prison de Toul, etc. Fromanger n'est d'aucune école : il ne signe pas des « ready made » à la manière de Marcel Duchamp, il n'emboîte pas le pas des hyperréalistes. Il a son œil et son pinceau bien à lui. Il ne copie pas la réalité. Il en donne à voir l'essentiel, à sa manière : tout en couleurs. Des couleurs « faussées », qui dénoncent les pièges du regard éduqué. La preuve : il peut, lui Fromanger, mettre côte à côte quatorze versions de l'homme-au-balai, du travailleur émigré ramasseur de feuilles mortes dont le stéréotype habite la tête du tout-venant. C'est en cela que Fromanger est un peintre important : il nous aide à regarder — donc à comprendre — différemment.

J.-P. L.

jeudi 24 vendredi 25 - 20 h
QUILAPAYUN
dix ans de chant et de lutte...
MUTUALITÉ 22, rue St-Victor - Loc. de 11 h à 18 h - Tél. 033.26.90 - 12 F et 15 F

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 15 avril

Henri Guillemin, que tiennent en lisière les Académies et qu'ignorent les ondes officielles parce qu'il écrit avec l'encre de la passion et qu'il aime à la fois confondre les idées reçues et redresser les torts de l'Histoire, vient de publier un livre qui manquait. Je veux parler de « Nationalistes et nationaux (1870-1940) » paru chez Gallimard. L'envie me démangeait moi-même depuis longtemps de fouailler l'imposture de cette droite qui ose se prétendre « nationale », avec un droit exclusif sur l'appellation contrôlée du cru France et sa mise en bouteille au château, et qui a réussi, d'une certaine façon, à confisquer à son profit l'« amour sacré de la Patrie ». Ah ! ces fières lombaires du nationalisme intégral, ce regard bleu horizon, ce je ne sais quoi qui destine de toute éternité une boutonnière au ruban, ce toujours prêt, ce haut les cœurs, ils vous abuseraient si l'expérience contemporaine ne montrait qu'ils avaient le plus souvent servi d'ingrédients à une cuisine faisandée. Pour avoir vu quelques tristes valets du temps de l'occupation allemande redresser l'échine dans la foulée gaulliste de 1958, recommencer à boire, manger, coucher, uriner tricolore et tancer la gauche au nom d'intérêts nationaux dont on croirait qu'ils possèdent, et eux seuls, le secret, je pensais bien que ce phénomène allait plus loin que le cynisme de médiocres opportunistes et qu'il répondait à une loi constante de notre vie publique. Mais ce que je ne faisais que pressentir, Henri Guillemin l'établit avec une telle évidence qu'il donne sur ce sujet le livre indispensable à partir duquel il nous reste à rire pour épargner notre colère.

Capitularde en 1871 (elle préfère Bismarck au peuple de Paris, la sécurité de la rente à l'aventure patriotique) et en 1940 (au diable le Front populaire ! Hitler, après tout, est du côté de l'ordre), la droite nationaliste s'affirme revancharde en 1914 (103 socialistes viennent d'être élus à la Chambre des députés, record absolu pour l'époque, la classe ouvrière s'organise et menace), illustrant imparablement la thèse de notre auteur : pour les bons esprits de la classe dirigeante, coffre-fort et patrie vont de pair. Que si des têtes légères au sein de la bourgeoisie — on en trouve — se hasardent à contredire ce postulat et à se prendre au jeu d'un nationalisme amoureux de la France à la vie, à la mort et indifférent au pouvoir de l'argent, elles seront dénoncées et coupées s'il se peut (le de Gaulle du 18 Juin a été condamné à subir le supplice des traîtres, douze balles : on devine qui se sentait trahi). Henri Guillemin l'observe à la fin de son livre : « L'année 1940 s'inscrit, socialement, dans la série des grandes dates qui jalonnent en un siècle et demi l'Histoire de France et marquent chaque fois la reprise en main, par les affairistes, d'un pouvoir menacé : 18 Brumaire 1799, 24 juin 1848, 2 décembre 1851, 8 février 1871, 26 août 1914, 10 juillet 1940. Triomphes répétés de la classe possédante ».

On peut suivre dans « Nationalistes et nationaux » dix récits qui s'entrecoupent tout en mettant en scène la même parodie. Pour rester dans les limites de cette chronique, j'en choisirai un dont la signification vaut pour tous : celui qui nous raconte les avatars de l'impôt sur le revenu selon que la droite s'estime en situation de force ou de faiblesse. Et l'on s'émerveillera de l'à-propos avec lequel surgissent coup d'Etat, répression armée, crise ministérielle et même guerre étrangère chaque fois que les nantis tremblent pour le système fiscal qui garantit leurs privilèges. Ainsi en 1799 les Cinq-Cents votent-ils le principe d'un impôt progressif. Mais, sous la pression du groupe bancaire qui a financé le 18 Brumaire, Bonaparte révoque cette mesure. Lamartine inclut en mai 1848 l'impôt sur le revenu dans le programme de la Commission exécutive. On n'en parle plus après les journées sanglantes de juin. La Commune écrasée, massacrée, Adolphe Thiers va tout de suite à l'essentiel et s'écrie, le 20 juin 1871 : « La taille ! l'Inquisition ! le secret des fortunes violé ! jamais ! ». Rassuré par la victoire de l'ordre moral, il constate six ans plus tard que « les épidémies morales comme les autres n'ont qu'un temps » et que « droit au travail, impôt progressif, ces mots-là sont à présent oubliés chez nous ». Combes, Clémenceau, Caillaux reviennent-ils à la charge sous la IIIe République, on s'en débarrasse aussitôt. En 1894, le journal « le Temps », qui donne le ton des bonnes mœurs, dénonce l'impôt sur le revenu comme « un attentat à l'honneur, à la vie même des citoyens », tandis que Raymond Poincaré juge inqualifiable cette tentative de « pénétration dans les fortunes privées » que médite « l'extrême gauche ». La « vraie France » enfin respirait (« La France parle. Taisez-vous, M. Jaurès ! » écrivait « l'Echo de Paris » du 9 mars 1913) quand, contre tous les pronostics, la gauche l'emporte aux élections de 1914 et vote le 15 juillet une loi de finances comportant l'impôt maudit (il faudra trois ans pour qu'on se décide à le mettre en application). Ce qui fera dire en 1920 à François-Marsal, banquier, directeur général de l'Union parisienne, président de l'Union du commerce et de l'industrie et ministre des Finances de Millerand : « En pleine guerre, alors que nous luttions contre l'esprit de la Kultur germanique, nous avons accepté l'emprunt de cette Kultur en ce qu'elle a de plus odieux à l'esprit français : l'inquisition fiscale ». Pas moins !

C'est un plaisir que de regarder Guillemin arracher le masque de cette bourgeoisie qui n'a de politique — y compris la politique extérieure dont dépend la sécurité du pays — que celle de ses intérêts de classe. Il le fait à sa manière, impétueuse, bouillonnante et déplore les échecs, les reculs de la gauche sans tenir compte autant qu'il le faudrait des conditions économiques du moment et du degré d'évolution des antagonismes sociaux. Tout n'est pas toujours possible tout le temps. Son livre éclaire le phénomène de la lutte des classes mais méconnaît, pour en juger, les rapports de forces hors desquels il est vain de mener le combat. Me référant à l'analyse de Marx sur les événements de Juin 1848 (« Dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution qui succomba. Ce furent les traditionnels appendices prérévolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés jusqu'à devenir les contradictions de classes violentes : personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de février, mais seulement par une suite de défaites »), je serai plus indulgent que Guillemin pour les tâtonnements encore impuissants des forces populaires. Chaque saison porte ses fruits. Il arrive, à mon sens, que l'auteur de « Nationalistes et nationaux » veuille les cueillir encore verts. Là s'arrête ma critique. Cet historien qui agace les dents donne au moins de l'appétit.

François Mitterrand sera samedi à 13 heures le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.t.l.